

# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**LE FIGARO SANTÉ**  
COLLECTIONNEURS :  
D'OU VIENT LA PASSION DE  
L'ACCUMULATION ? PAGES 11 À 14



**FABIO QUARTARARO**  
LE PREMIER FRANÇAIS  
CHAMPION DU MONDE  
DE MOTOGP PAGE 17

**GAUCHE**  
Anne Hidalgo  
promet d'aller  
« jusqu'au bout »  
PAGE 7

**RELIGION**  
Élie Korchia,  
élu à la tête  
du Consistoire  
israélite PAGE 10

**PROXÉNÉTISME**  
Coup de file  
à la Légion  
étrangère PAGE 10

**COLOMBIE**  
La chute  
du plus puissant  
narcotrafiquant  
PAGE 16

**TECHNOLOGIE**  
Des robots  
pour répondre  
à la pénurie  
de main-d'œuvre  
PAGES 24 ET 25

**MUSIQUE**  
Le nouveau souffle  
de l'orgue  
PAGE 32

**CHAMPS LIBRES**

- Jean Castex savoure la parenthèse Matignon
- Les tribunes de Frédéric Rouillois et de Patrice Cahart
- La chronique de Nicolas Bavezez
- La tribune de Youssou N'Dour, Haïdar El Ali et Abbas Jaber

PAGES 19 À 21

**FIGARO OUI  
FIGARO NON**

**Réponses à la question de samedi :**  
Approuvez-vous « l'indemnité inflation » de 100 euros décidée par le gouvernement ?

**OUI 25% NON 75%**

TOTAL DE VOTANTS: 223 621

**Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr**  
Faut-il maintenir la règle des 500 parrainages pour les candidats à la présidentielle ?

ANDRÉAS SOLARO / AFP

## Présidentielle : la course aux parrainages est lancée

Les candidats en lice pour 2022 n'ont plus que quatre mois pour récolter les 500 signatures d'élus obligatoires afin de pouvoir se présenter au premier tour, le 10 avril prochain.

Pour l'instant, ils sont une trentaine à s'être déclarés candidats à la présidentielle. Mais le jour d'ouverture de la campagne officielle, ils seront beaucoup moins nombreux sur la ligne de départ. En cause : les 500 parrainages d'élus que chaque impétrant doit impérativement présenter pour voir sa candidature retenue par le Conseil constitutionnel. Si les candidats issus de partis ancrés localement n'ont aucun souci à se faire, d'autres peuvent légitimement s'inquiéter. Marie Le Pen, Éric Zemmour, Nicolas Dupont-Aignan, Arnaud Montebourg ou encore Jean-Luc Mélenchon n'auraient pour l'instant pas encore l'assurance de les obtenir. Tous sont à la tâche avec leurs équipes pour sillonner la France et tenter de convaincre les élus locaux de leur accorder leur précieuse signature.

→ CES ÉLUS QUI N'ACCORDENT PAS LEUR SIGNATURE → PRIMAIRE LR : L'AUTRE COURSE DE FOND POUR LA COLLECTE DES PARRAINAGES → HÉLÈNE THOUY, UNE CANDIDATE EN QUÊTE DE SIGNATURES PAGES 5 ET 6



### Brexit, Covid : le Royaume-Uni en pleine turbulence

Les difficultés d'approvisionnement des stations-service et des supermarchés, les pénuries de main-d'œuvre dans les transports et les abattoirs - qui menacent le sacro-saint bacon ou la dinde de Noël - provoquent la colère des consommateurs et des professions touchées, comme les éleveurs de porcs, ici devant le congrès tory, à Manchester. PAGES 2, 4 ET L'ÉDITORIAL

### La sécurité, un critère de vote décisif pour huit Français sur dix

Le dernier baromètre Fiducial-Odoxa de la sécurité des Français pour *Le Figaro* révèle que l'enjeu de la sécurité est déterminant dans le choix de 82 % des citoyens pour élire le prochain président de la République. Au cours de la campagne, ils attendent avant tout des candidats qu'ils proposent des solutions concrètes pour faire baisser la délinquance du quotidien, en particulier sur le front des vols, des insultes et des dégradations. PAGE 8

**ÉDITORIAL** par Philippe Gélie [pgelie@lefigaro.fr](mailto:pgelie@lefigaro.fr)

### Le long chemin du Brexit

Premier acte d'une « renaissance nationale », le Brexit ouvrirait la voie au « Global Britain », version haut de gamme d'un Royaume-Uni béni par les gains de productivité et les hausses de salaires découlant quasi naturellement d'un contrôle retrouvé de l'immigration. Presque un an après que le pays a largué les amarres de l'UE, le scénario s'est quelque peu compliqué : la Grande-Bretagne est certes redevenue une île, mais elle ne vogue pas encore toutes voiles dehors vers le grand large. Avant d'envisager un bond technologique, c'est de chauffeurs routiers, d'ouvriers du bâtiment et de personnel agricole qu'elle man- que le plus, précisément cette main-d'œuvre européenne réduite de 200 000 paires de bras. Plus inquiétant, la croissance reste à la traîne du continent, les investissements et l'attractivité internationale affichent des indices en baisse et même les exportations hors UE ont reculé. Il est désormais clair que, séparé de son premier marché, le pari économique de l'après-Brexit ne sera pas gagnant en un claquement de doigts. Ces nuages n'inquiètent pas Boris Johnson. Le premier ministre promet un « happy ending »,

décrivant les secousses actuelles non comme des ratés au démarrage, mais plutôt comme les signaux annonciateurs d'un avenir radieux. Tout au plus le Brexit aurait-il exacerbé des problèmes observés ailleurs en raison de la crise du Covid. Il est vrai que l'addition des deux tempêtes a compliqué la tâche du gouvernement. La responsabilité du premier ministre n'en est pas moins engagée dans la part d'impréparation et d'improvisation à laquelle l'opinion britannique impute la montée des prix et certaines pénuries. L'exemple de l'Irlande du Nord qui, ayant toujours accès au marché unique, s'en sort nettement mieux, complique son tour de prestidigitation politique. Gardons-nous cependant de prédire le naufrage de l'Albion solitaire. Le Brexit est un engagement de long terme : impulsive ou mûrement pesée, cette décision oblige la nation à réussir son nouveau destin. Il serait ridicule d'imaginer que le Royaume-Uni, qui en a connu bien d'autres, ne s'en relève pas. ■

### Des secousses annonciatrices d'un avenir radieux ?

BR 05 BLACK STEEL & GOLD

Bell & Ross

Automaticque 40mm Boutique Paris +33 (0)1 73 93 88



9 770182 3534 11



M 00108 - 1025 F - 3,00 €

# 2 | L'ÉVÉNEMENT



La pénurie de carburants dans les stations-service (ici, à Londres), due au manque de chauffeurs routiers pour les ravitailler, oblige les automobilistes à remplir des bidons d'essence. FRANK AUGSTEIN/AP

## Covid ou Brexit : les vraies raisons des turbulences britanniques

Le pays subit pénuries d'essence, problèmes d'approvisionnement dans les supermarchés et manque de main-d'œuvre.

Si l'Irlande du Nord fait mieux que le reste du pays, cela risque de montrer l'erreur d'avoir quitté le marché unique.

ANAND MENON, DIRECTEUR DU THINK-TANK UK IN A CHANGING EUROPE

**30 %**

Baisse du nombre de chauffeurs européens employés au Royaume-Uni

**1,1 million**

d'emplois vacants au Royaume-Uni, selon l'étude de UK in a Changing Europe

**18,2 %**

Chute des exportations britanniques vers l'UE sur les six premiers mois de l'année, selon Eurostat

ARNAUD DE LA GRANGE @arnodelagrangre CORRESPONDANT À LONDRES

BORIS JOHNSON a toujours eu un tempérament optimiste et il n'est pas question que les problèmes du moment perturbent ces bonnes dispositions. Lors du grand raout conservateur de Manchester, au début du mois, le premier ministre a tenu un discours rassurant sur l'avenir post-Brexit du pays. Après le « *Get Brexit done* » (réalisons le Brexit), le grand slogan de « *BoJo* » est aujourd'hui « *Build back better* » (reconstruisons en mieux). Il entend faire du Royaume-Uni un pays « *aux salaires élevés et à forte productivité, en en finissant avec une immigration incontrôlée* ».

Pourtant, les conséquences de la sortie de l'UE le rattrapent alors que les effets de la pandémie commencent à s'estomper. Pénuries d'essence, problèmes d'approvisionnement dans les supermarchés ou les usines, manque de main-d'œuvre, les nuages s'accumulent. Et les ménages britanniques commencent à avoir de sérieuses craintes pour l'avenir de leur pouvoir d'achat. Boris Johnson met toutes ces turbulences sur le compte de l'après-pandémie et de simples « *problèmes d'ajustement* » consécutifs à la sortie de l'Union européenne. Il assure que le Brexit sera gagnant à long terme. En clair, il y a juste un mauvais moment à passer. À l'inverse, ses détracteurs chargent uniquement le divorce, qui serait responsable de tous les maux.

Les deux facteurs - Covid et Brexit - se cumulent à l'évidence et tout mettre sur le compte d'un facteur ou de l'autre est forcément réducteur ou politiquement biaisé. « *Il est très difficile de faire la part des choses tant les causes se brouillent* », explique Anand Menon, directeur du think-tank UK in a Changing Europe, qui vient de publier une remarquable étude sur le sujet, « *prenons l'exemple de la pénurie de chauffeurs, il y a des trois types de facteurs qui se mêlent - un phénomène global dû à la pandémie, des causes liées au Brexit mais aussi des causes domestiques puisque le Royaume-Uni manquait déjà de chauffeurs avant le Covid. Trois facteurs, donc, mais dans le débat politique, chacun veut n'en pointer qu'un* »...

À l'échelle du monde entier, la réouverture des économies au sortir de la pandémie

mie a créé une pénurie généralisée de l'offre et de la main-d'œuvre, ainsi qu'une hausse de l'inflation. Mais le Royaume-Uni commence de surcroît à subir les premiers impacts de la sortie de l'UE, l'adhésion au marché unique et à l'union douanière ayant été remplacée par un accord de libre-échange minimal. Les termes des échanges comme la mobilité de la main-d'œuvre entre les deux blocs ont changé.

### PÉNURIES D'ESSENCE

Pendant de longs jours, les Britanniques ont découvert stupéfaits le spectacle de files de voitures devant des stations-service à sec. Les « *achats-panique* » ont mis le système à genoux. Fin septembre, la Petrol Retailers Association estimait que jusqu'à deux tiers des points de vente de ses membres étaient vides. L'Union européenne n'a pas connu de pénurie comparable. L'Irlande du Nord, d'ailleurs, du fait de son accès maintenu au marché unique, a été épargnée par cette « *crise de l'essence* ». Une coopération étroite avec la République d'Irlande a permis de redistribuer le carburant au sein de l'île. La pénurie en Grande-Bretagne n'était pas due à un manque de carburant dans les terminaux et les raffineries du pays, mais à un gros déficit en chauffeurs routiers pour l'acheminier. En perturbant les chaînes logistiques, ce problème affecte d'autres secteurs économiques du pays.

### DÉFICIT EN CHAUFFEURS

Le nombre de chauffeurs routiers qualifiés a chuté de 15 % dans les quatre ans qui ont précédé la crise sanitaire, suite à des départs ou des mises à la retraite. Ensuite, le Covid a gelé les examens, 40 000 d'entre eux au moins ayant été annulés. Et 20 000 chauffeurs européens au moins ont quitté le pays, à cause du Covid mais aussi des nouvelles lois restrictives sur l'immigration. Le nombre de chauffeurs européens employés au Royaume-Uni a chuté de 30 %. Avec l'explosion des achats en ligne pendant la pandémie, nombre de conducteurs de poids lourds se sont reconvertis dans la livraison. Selon la Road Haulage Association la moitié

des 600 000 détenteurs de permis de poids lourds enregistrés au Royaume-Uni a quitté l'industrie et le déficit immédiant en chauffeurs est estimé à 100 000. Certes, un manque de chauffeurs est aussi observé sur le continent mais dans une proportion bien moindre. Du fait de la fin de la liberté de circulation et des complications aux frontières, Londres se retrouve dans une situation bien plus difficile. À l'aune de l'acuité du problème, le gouvernement a décidé de passer outre un tabou des brexiters, en rouvrant un peu les vannes et en accordant 5 000 visas de travail pour des chauffeurs. « *Mais l'offre est peu attractive*, explique Catherine Barnard, du Trinity College de Cambridge, *elle ne vaut que pour trois mois, impose de dures contraintes familiales à l'approche de Noël et il y a du travail sur le continent...* » Celle qui collabore aussi à UK in a Changing Europe estime à quelque 300 les candidatures reçues, avec seulement une vingtaine de contrats signés pour l'heure.

### CARENES DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Les rayons des supermarchés britanniques ne sont pas vides, il n'y a pas de pénurie générale de biens alimentaires au Royaume-Uni, ni d'autres produits essentiels. En revanche, il existe des tensions indéniables et des pénuries sur certains produits, qui fluctuent selon les moments. Selon une récente étude de l'ONS (Office national des statistiques), 17 % des personnes interrogées reconnaissent n'avoir pu acheter un produit spécifique et seulement 57 % d'entre elles affirmaient trouver tout ce qu'elles cherchaient. Au-delà, le panier alimentaire devrait mécaniquement augmenter sous les effets conjugués de la hausse des prix des matières premières et des coûts de fret, ainsi que des pénuries de main-d'œuvre. Morrisons, quatrième groupe de supermarchés du pays, a prévenu que des augmentations de prix étaient à venir.

### PROBLÈMES DE MAIN-D'ŒUVRE

Selon l'étude de UK in a Changing Europe, il y aurait actuellement plus de 1,1 million d'emplois vacants au

Royaume-Uni, un taux record alors que le chômage reste faible, autour de 4,5 %. Les secteurs les plus touchés sont le bâtiment, l'industrie, la logistique, l'hôtellerie et la restauration, ainsi que le secteur agroalimentaire (lire page 4) et celui de la Santé. Malgré la demande, nombre d'hôtels et de restaurants sont obligés de tourner à capacité réduite. Le nombre de travailleurs salariés originaires de l'UE a baissé de quelque 200 000 en 2020. Si leur départ était essentiellement dû au Covid, leur non-retour (ou non-replacement) est à mettre en majeure partie sur le compte du Brexit. Même si de nombreux travailleurs ayant obtenu le statut de résident (*settled* ou *pre-settled status*) rechignent à revenir aussi. Là encore, les problèmes de main-d'œuvre se rencontrent ailleurs en Europe et aux États-Unis depuis la réouverture post-Covid mais le Brexit l'exacerbe au Royaume-Uni.

### L'IMPACT SUR LES SALAIRES

Pour Boris Johnson, cette pénurie de main-d'œuvre est un mal transitoire pour un bien à long terme. Il martèle qu'un nouveau retour à l'immigration ne sera pas la solution pour pallier le manque de bras. Il estime qu'en 2016 lors du référendum puis en 2019 à l'occasion des élections, « *les gens ont voté contre cela* ». Le premier ministre assure que les salaires augmentent déjà. « *Jusqu'à présent, l'évolution des salaires au Royaume-Uni et dans l'UE (ainsi qu'aux États-Unis) ne semble pas radicalement différente, avec un rebond post-pandémie érodé par la hausse de l'inflation, estime Jonathan Portes, du King's College et qui a aussi contribué à l'étude, il n'y a donc pas encore d'effet Brexit évident dans l'ensemble, même si on peut l'observer dans certains secteurs particuliers comme le transport routier.* » Une chose est sûre, on ne passe pas d'un claquement de doigts à une économie à salaires élevés et forte productivité.

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Britanniques et Européens ne sont pas d'accord sur les chiffres. À la fin de l'été, l'ONS britannique estimait que les exportations de biens vers l'UE, hors métaux précieux, avaient été supérieures en mai et juin à leur niveau d'avant le Brexit. De son côté, Eurostat affirmait que les exportations britanniques vers l'UE, en valeur, avaient chuté de 18,2 % sur les six premiers mois de l'année, par rapport à la même période de 2020. Cette divergence est notamment due à des différences de calcul. « *Dans l'ensemble, les performances commerciales du Royaume-Uni ont été faibles, en particulier pour les exportations en dehors de ce, qui ont baissé de 10 %, commente Jonathan Portes, c'est inquiétant étant donné que le Brexit était censé stimuler les échanges avec les régions hors Europe.* » Il reconnaît toutefois qu'estimer la part de responsabilité du Brexit est à ce stade très compliqué, beaucoup de données étant encore difficiles à analyser. En revanche, conséquence du protocole nord-irlandais, les flux commerciaux entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande ont bondi. « *C'est peut-être une des raisons de la nervosité du gouvernement sur le sujet, avance Anand Menon, car si l'Irlande du Nord fait mieux que le reste du pays, cela risque de montrer l'erreur d'avoir quitté le marché unique* ».

Prétendre faire des aujourd'hui le bilan d'un événement aussi majeur que le Brexit est une gageure. Les turbulences à court terme sont inévitables et le Covid brouille tout. Discerner le temporaire du durable est difficile. « *Clairement, certains problèmes actuels ne sont pas dus au Brexit mais à la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales ou à la baisse des capacités manufacturières chinoises, commente Anand Menon, mais de manière tout aussi évidente, d'autres sont liés au Brexit et devraient durer, comme les tensions sur la main-d'œuvre ou les difficultés commerciales.* » Il rappelle aussi que l'on n'a pas encore pu juger vraiment de l'impact des difficultés de circulation (visas...) sur le secteur des services à cause du Covid. Et que mi-septembre, les Britanniques ont décidé de reporter une nouvelle fois la mise en place des contrôles douaniers sur les importations en provenance de l'UE, qui devraient avoir un impact supplémentaire sur les flux.

Une première évaluation fiable pourra certainement être faite au bout de cinq ans, estiment nombre d'observateurs. D'ici là, le débat continuera à faire rage, notamment à l'occasion des élections de 2023. Mais une chose met beaucoup de monde d'accord, y compris des conservateurs pro-Brexit: le degré d'impréparation et d'improvisation du gouvernement Johnson. ■

# FONDATION FRANCIS BOUYGUES

**“ La Fondation m'a  
permis de réaliser  
mon rêve. ”**

**Claire**

**Consultante chez un leader  
international de la transformation  
digitale** basé en Île-de-France.

Titulaire d'un Master 2 Droit des affaires  
internationales de la faculté de droit de  
Nancy. Titulaire d'un Master 2 Programme  
Grande École ICN Business School Nancy  
(2019).

Boursière de la Fondation de 2014 à 2019.

Créée en 2005, la Fondation d'entreprise Francis Bouygues accorde chaque année des bourses d'excellence à des bacheliers motivés confrontés à des difficultés financières dans la poursuite de leurs études.

Pendant son cursus, chaque élève boursier est accompagné par un parrain ou une marraine, collaborateur du groupe Bouygues, ou par un(e) ancien(ne) boursier(e) de la Fondation.

Depuis sa création, la Fondation a soutenu 1 089 étudiants.

[www.fondationfrancisbouygues.com](http://www.fondationfrancisbouygues.com)

Photo : Pierre Morel • Design : Dragon Rouge  
Bouygues SA • 32 avenue Hoche • 75378 Paris CEDEX 08 • France • 572 015 246 RCS Paris

**BOUYGUES**

**Donnons vie au progrès**

# Le bacon et les dindes de Noël en danger

Les abattoirs et les boucheries britanniques sont frappés par un manque crucial de main-d'œuvre.

**ARNAUD DE LA GRANGE**  
 @arnauddelagrang  
 CORRESPONDANT A LONDRES

DEVANT l'entrée du Congrès annuel du parti conservateur, au début du mois à Manchester, des manifestants organisaient une manifestation bien débouaillonnée. Un homme déguisé en cochon dansait au milieu des passants sur fond de pancartes affichant « Sauvez notre bacon ». Le sujet ne les faisait pas rire pourtant. À cause des pénuries de main-d'œuvre, la profession lançait un vibrant cri d'alarme, craignant de devoir recourir à des abattages massifs de porcs.

Par leur folle absurdité, les chiffres lancés par le Syndicat national des agriculteurs ont créé un choc dans l'opinion. Celui-ci a averti que la pénurie de personnels dans les abattoirs et de bouchers pourrait entraîner l'abattage de 150 000 porcs. Ces bêtes ne pourront « entrer dans la chaîne alimentaire et seront incinérées ou jetées à la poubelle » faute de main-d'œuvre suffisante pour traiter la viande, a déclaré le président de la National Pig Association, Rob Mutimer. Pour tenter de colmater les brèches, le gouvernement a annoncé le 15 octobre la délivrance de 800 visas temporaires à des bouchers étrangers.

## Accélérer l'automatisation

Le vice-président du syndicat national des fermiers (NFU), Tom Bradshaw, a salué un « pas dans la bonne direction ». Mais pas forcément suffisant. De son côté, Rob Mutimer a estimé qu'il faudrait relâcher les règles sur l'immigration pendant au moins six à neuf mois. Le ministère de l'Intérieur a fait savoir qu'il ne voulait pas ouvrir plus grand les vannes, soulignant que « d'autres pays dans le monde sont confrontés à des défis similaires ». Et disant préférer que « les employeurs investissent à long terme dans la main-d'œuvre nationale britannique au lieu de dépendre de celle de l'étranger ».

Toute la chaîne est touchée par un manque crucial de main-d'œuvre. L'Association britannique des transformateurs de viande (BMPA) a déclaré que le secteur

manquait de 15 000 bouchers. Il a ainsi fallu se concentrer sur l'approvisionnement des rayons en morceaux de viande de base. Et certains éléments plus sophistiqués et « festifs » risquent de manquer pour la période de Noël. Les fameuses saucisses roulées au bacon, fort prisées pour les fêtes, menacent de faire défaut. D'ordinaire, les producteurs commencent à produire des aliments de Noël dès l'été, ce qui n'a pas été possible cette année. Les éleveurs de porcs ont aussi exhorté la grande distribution à ne pas se tourner vers la viande produite en Europe et meilleur marché. Et dit se voir contrainte d'augmenter les salaires de 10 à 15 % et d'accélérer l'automatisation.

La dinde de Noël est aussi menacée. Les éleveurs se plaignent la encore d'un manque de bras pour préparer, emballer et livrer les volailles. Ils emploient d'ordinaire des travailleurs saisonniers venus d'Europe pour les fêtes. Il n'est

Un manifestant revêtu d'un costume de cochon proteste contre le manque de travailleurs dans l'industrie porcine, lors du Congrès annuel du parti conservateur, à Manchester, le 4 octobre.

NEIL HALL/EPA/MAXPPP

guère possible d'en attirer cette année, la nécessité d'obtention d'un visa étant un gros frein. Les prévisions comme les carnets de commandes sont revus à la baisse et les prix risquent d'augmenter. Plus largement, tout le secteur de la volaille est touché, y compris pour l'acheminement de la production. La chaîne Nando's a ainsi dû fermer un temps des douzaines de restaurants, faute de poulets. KFC a aussi retiré certains de ses plats de la carte. Les problèmes de livraison touchent aussi les supermarchés, les restaurants et les pubs.

## Une attractivité faible

Patron du British Poultry Council, Richard Griffiths rappelle que les Européens représentent 60 % des employés du secteur et que l'industrie a perdu plus de 15 % de son personnel. Souvent originaires d'Europe de l'Est, les travailleurs sont partis en masse durant le Covid et les nouvelles règles du Brexit ne les incitent

guère à revenir. L'élevage de volailles étant un secteur clé de l'agriculture britannique, le gouvernement a accordé 5 500 visas de travail valables jusqu'au 31 décembre, comme pour les chauffeurs routiers. Mais de la même façon, l'attractivité est faible pour des travailleurs qui doivent quitter leur pays et leur famille pour une durée courte, qui plus est pour un pays où ils se sentent indésirables désormais.

L'inflation est inélectable et Ranjit Singh Boparan, propriétaire du groupe 2 Sisters qui produit environ un tiers de la volaille consommée au Royaume-Uni, a prévenu qu'elle pourrait être à deux chiffres pour les produits alimentaires. « L'époque où vous pouviez nourrir une famille de quatre personnes avec un poulet de 3 livres (3,54 euros) touche à sa fin, a prévenu celui qu'on appelle le « roi du poulet », c'en est fini de « 20 ans d'aliments bon marché pour les Britanniques ». ■

Les porcs ne pourront pas entrer dans la chaîne alimentaire et seront incinérés ou jetés à la poubelle faute de main-d'œuvre suffisante pour traiter la viande

ROB MUTIMER, PRÉSIDENT DE LA NATIONAL PIG ASSOCIATION



# Les paris économiques risqués de Boris Johnson

**DÉCRYPTAGE**  
**Florentin Collomp**  
 @fcollomp

C'ÉTAIT l'une des promesses du Brexit. Mettre fin à l'immigration incontrôlée d'Européens, accusée de tirer les salaires à la baisse, pour redonner la priorité aux Britanniques dans l'emploi. Boris Johnson a répété son objectif lors du congrès du Parti conservateur, au début du mois. Il entend faire du pays une « économie à hauts salaires, qualifications élevées, haute productivité et, par là même, faibles impôts ».

Las. Ce postulat se heurte aux réalités d'une économie mondialisée et à ses tensions conjoncturelles. La Grande-Bretagne ne peut, seule, isolée, mener une politique économique autarcique qui se déferait des contraintes pesant sur les autres. Selon le professeur d'économie au King's College London Jonathan Portes, l'impact prévisible de ce malthusianisme migratoire serait « moins d'emploi et moins de production », plutôt que l'inverse.

Dès avant la pandémie, au moment où le Brexit devenait réalité, l'économie britannique tournait à plein régime, avec un marché du travail en situation de quasi-plein emploi. En sortie de crise, elle est repartie à vive allure et, grâce au chômage partiel, en conservant un

niveau d'activité très élevé (4,6 % de chômage), ce qui a ouvert la voie à des pénuries de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs. En « reprenant le contrôle » des frontières britanniques, Boris Johnson voulait privilégier une politique d'immigration sélective pour attirer « the best and the brightest » (les meilleurs et les plus brillants), chercheurs, ingénieurs ou traders.

## « Fuck business ! »

Or c'est surtout de chauffeurs-livreurs, agriculteurs, vendeurs, serveurs ou aides-soignants que le pays a besoin. Les entorses au dogme pour panser les urgences, en offrant quelques milliers de visas temporaires à des conducteurs de poids lourds ou à des employés d'abattoirs, ne vont pas résoudre le problème macroéconomique. Forcer les employeurs à offrir de meilleures rémunérations pour inciter les Britanniques à prendre ces postes est illusoire, comme de nombreux patrons en témoignent régulièrement. Pour Stephen Phipson, directeur général de Make UK, la fédération du secteur manufacturier, le gouvernement « cherche des coupables » et considère les entreprises « comme l'ennemi intérieur ». Boris Johnson n'avait-il pas répondu qu'« fuck business ! » quand on évoquait devant lui les préoccupations des chefs d'entreprise ?



Boris Johnson (ici, à Londres en juillet) entend faire du pays une « économie à hauts salaires, qualifications élevées, haute productivité et, par là même, faibles impôts ».

OLGA AKMEN/POOL VIA AP

Cette défiance vis-à-vis des contingences économiques risque d'entraîner le pays dans une spirale dangereuse. En poussant les entreprises à augmenter les rémunérations, le gouvernement conservateur souffre sur les braises de la boucle inflationniste prix-salaires surveillée comme le lait sur le feu par tous les économistes. Selon celui de la Banque d'Angleterre, Huw Pill, la hausse des prix se dirige déjà vers les 5 %, justifiant une accélération de la normalisation de la politique monétaire par la Banque centrale. Son gouverneur, Andrew Bailey, prépare les esprits à un relèvement de ses taux directeurs prochainement, peut-être dès le mois prochain. Cette hausse des coûts de financement s'ajoutera à celle des coûts de production déjà subie par les entreprises, provoquant un risque de rebond des faillites.

Du côté des ménages, c'est la hantise d'une augmentation de leurs remboursements d'emprunts immobiliers à taux variables, une baisse du pouvoir d'achat, moins de consommation et, au bout du compte, moins de croissance.

C'est pourtant le moment choisi par le chancelier de l'Échiquier, Rishi Sunak, pour amorcer, de son côté, un retrait du soutien public à l'économie. Ce tenant de l'orthodoxie libérale, rival potentiel de Johnson, doit détailler cette semaine sa stratégie pour le budget de l'État sur les trois ans à venir, avec un souci proclamé d'assainir les finances publiques après les largesses du Covid. Au lieu des baisses promises par le premier ministre, des hausses de charges sociales et de l'impôt sur les sociétés sont déjà à l'ordre du jour. Des restrictions budgétaires pour-

raient aussi se profiler. Alors que l'économie à hautes compétences et productivité élevée, chère à Boris Johnson, nécessiterait des investissements massifs dans la formation et la technologie.

## Le « dividende du Brexit »

Un tel resserrement concomitant de la politique monétaire et budgétaire pourrait contrarier la reprise. « Le triumvirat Johnson-Sunak-Bailey est prêt à faire beaucoup de sacrifices sur l'autel du Brexit », s'étonne Ludovic Subran, chef économiste d'Allianz. Cette politique économique à contre-courant, au nom d'un paradigme déconnecté de son environnement, est un pari risqué. Celui d'une attractivité potentielle à plus ou moins long terme, quitte à encaisser des trous d'air dans l'intervalle. Pour une majorité de Britanniques, le « dividende du Brexit » apparaît de plus en plus comme un mirage.

L'autre totem du Brexit, la conquête commerciale de la planète, résumé par le slogan « Global Britain », peine lui aussi à s'accorder de l'impératif de fermetures des frontières aux personnes. L'accord de libre-échange avec l'Australie annoncé en fanfare avant l'été peine à se concrétiser devant la volonte de Canberra d'obtenir une liberté de mouvement pour ses citoyens avec la Grande-Bretagne. C'est aussi l'un des principaux obstacles aux négociations commerciales avec l'Inde. Comme si Boris Johnson avait oublié que 80 % du PIB britannique était composé de services, qui requièrent de la main-d'œuvre, et ne repose que marginalement sur les exportations de produits industriels. ■

## POLITIQUE

# 2022 : la course aux parrainages a commencé

À six mois de l'élection présidentielle, les candidats s'activent pour recueillir les indispensables 500 signatures.

DINAH COHEN @DinahCohen  
ET WALLY BORDAS @wallybordas

**PRÉSIDENTIELLE** Iront-ils jusqu'au bout ? À six mois de l'élection présidentielle, une trentaine de candidats déclarés sont déjà sur la ligne de départ. Il est toutefois prévisible que bon nombre d'entre eux déclareront forfait. Six semaines avant le premier tour, chaque prétendant devra présenter le totem sacré permettant d'entrer dans la « vraie » compétition : la liste des 500 parrainages.

En est peut-être celle que est un « non-sujet ». Puisque celle-ci peut être composée de maires, mais aussi de parlementaires, de conseillers départementaux, régionaux..., les partis disposant d'élus n'ont pas à s'en inquiéter. Ce sera ainsi le cas d'Emmanuel Macron lorsqu'il officialisera sa candidature, mais aussi du Parti socialiste et des Républicains, voire du Parti communiste. Bien que la candidature d'Anne Hidalgo suscite pour le moment peu d'engouement à gauche, et que le candidat de la droite n'est pas encore désigné, ces deux formations politiques pourront compter sur leur large réservoir d'élus.

Les écologistes se montrent eux aussi confiants. D'abord parce que les dernières victoires aux élections locales leur ont permis d'accroître leur force de frappe - le parti assure pouvoir déjà compter sur 300 à 350 élus. Ensuite parce que « ça n'a rien à voir avec il y a dix ou quinze ans ». « On n'est plus dans des candidatures qui peuvent paraître problématiques, comme c'était le cas en 2012 (avec Eva Joly, NDLR) », assure un cadre du parti. Le secrétaire national d'EELV, Julien Bayou, déplore toutefois qu'il y ait « presque 35 000 maires en France, mais seulement 25 % qui accordent leur parrainage ». « La droite, la gauche et Emmanuel Macron se partagent quasiment toutes les signatures et les autres prétendants doivent se contenter de ce qu'il reste », souffle-t-il.

Un constat que partagent les Insoumis. Candidat pour la troisième fois, Jean-Luc Mélenchon n'aurait

pour l'instant recueilli que 240 promesses de parrainage. « Cela demande beaucoup de travail. Est-ce normal de concentrer autant de temps et d'énergie pour que notre candidat puisse se présenter à la présidentielle avec des parrainages de personnalités souvent élues avec une forte abstention ? C'est un vrai problème démocratique », estime un cadre de la campagne. Il y a cinq ans, le parti avait déjà fait part de ses difficultés, avant de finir avec... 805 signatures.

Cette fois-ci, LFI est véritablement gênée par son ancien allié devenu concurrent : le communiste Fabien Roussel. Mais un observateur nuance et souligne le « feuilletton » élaboré en 2017 pour renforcer l'image du candidat « antisystème ». Selon le parti, 400 signatures non communistes avaient d'ailleurs été collectées à l'époque, soit une écrasante majorité.

## Un « profil type »

Quant à Arnaud Montebourg, son entourage dit ne pas être inquiet « du tout ». Là où ses concurrents de gauche doutent grandement de ses capacités à mobiliser suffisamment, ses proches assurent disposer de « réseaux facilement activables » grâce à son statut d'ancien ministre. Il profiterait aussi d'un « profil type » de signataires, à savoir les maires divers gauche, « qui composent quand même la majorité politique de ce pays ». Pas d'embouteillage non plus avec les Insoumis puisque l'équipe affirme « ne pas chasser exactement sur les mêmes terres », mais plutôt sur « celles de Jean-Pierre Chevènement » - ancien ministre et candidat de gauche en 2002.

De l'autre côté de l'échiquier politique, le camp de la droite nationaliste se marche sur les pieds. « Zemmour coupe le robinet aux parrainages », dénonce un responsable du Rassemblement national. Les signatures présentant l'un des principaux obstacles pour le polémiste, ses troupes s'activent en effet sur le terrain pour convaincre les élus. Et pourraient nécessairement priver le RN ou encore Nicolas Dupont-Aignan de

**Des militants du NPA font la tournée des mairies (ici, dans la Vienne) pour recueillir des parrainages pour leur candidat, Philippe Poutou.**

M. HERDUIN/PHOTOPQR/  
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Lire aussi  
PAGES 8 ET 10

## Ces élus qui n'accordent pas leur signature

« LES MAIRES ne veulent plus signer pour personne, ça ne leur apporte que des emmerdes. » En privé, ce responsable de parti s'agace. À chaque scrutin, le même déploiement est nécessaire. Et à défaut d'être un parti à la tête de nombreux territoires, c'est dans les petites communes qu'il faut tenter de trouver le précieux sésame. Mais c'est sans compter sur la réticence croissante des élus.

Le phénomène n'est pas nouveau. En 2017, une écrasante majorité (66 %) des personnes habilitées à le faire n'a signé pour personne. Mais il tend à s'intensifier, notamment au sein des maires ruraux qui font face à des difficultés diverses. Certaines sont d'ordre logistique - le fonctionnement des parrainages n'aidant pas puisqu'il s'agit d'envoyer par voie postale sa signature, accompagnée de divers justificatifs, au Conseil constitutionnel. Il leur est ensuite demandé

une déclaration de patrimoine et une déclaration d'intérêts et d'activités. La liste définitive des parrainages est publiée au moins huit jours avant le premier tour.

potentiels signataires. D'autant que le parti à la flamme a déjà perdu du 142 conseillers régionaux et départementaux lors des dernières élections. « On y arrivera parce qu'on a jamais trébuché, on a l'appareil et l'expérience, mais ça reste un parcours. Surtout quand les maires en ont de plus en plus ras-le-bol d'accorder leur parrainage » (lire ci-dessous), soupire ce même responsable, évoquant au passage « à peu près 360 élus RN fléchés ».

L'équation est encore plus complexe pour les petits candidats qui, à chaque élection, doivent souvent

se résoudre à quitter la course. S'ils ont déjà relevé le défi lors du dernier scrutin, Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste) et Jean Lassalle (Résistons!) savent que rien n'est gagné. Le syndicaliste trotskiste comptabilise à ce stade 139 promesses de signature et y voit « l'une des difficultés » de sa campagne.

Le député des Pyrénées-Atlantiques assure de son côté en avoir près de 350. « C'est bien parti, veut-il croire. Mais je pense que ce sera quand même difficile. La plupart des maires qui m'avaient

déjà parrainé vont le faire à nouveau, mais ce sont des survivants. En 2017, j'avais aussi obtenu des signatures d'élus du Parti communiste que je n'aurai plus. »

En lice pour leur premier scrutin en autonomie, d'autres personnalités, à l'instar de Florian Philippot (ex-FN, Les Patriotes) ou Hélène Thouy (Parti animaliste) doivent quasiment partir de zéro (lire aussi page 6). Avec un espoir : que l'impératif de « pluralisme » des débats motive les plus réfractaires à apposer leur signature, qui n'est en rien un soutien. ■

exacerbées, le contexte est anxiogène... J'ai envie qu'on me voie comme le maire de tous mes administrés, quelles que soient leurs idées », témoigne Françoise Rivet, maire de Châteauneuf-la-Forêt, en Haute-Vienne. L'édile se dit aussi « beaucoup trop sollicité ». « C'est loin d'être ma priorité », souffle-t-elle.

C'est sur ce dernier point que les édiles se mettent le plus d'accord. « Le scrutin s'éloigne de plus en plus de nous », constate Yvan Lubranski, président des maires ruraux de l'Essonne. Selon lui, ces derniers sont « les élus les plus proches des habitants », or l'échecance ultime « nous échappe ». « Ce n'est pas parce que je vois la tête sympathique de quelqu'un dans Paris Match que je considère que je le connais », explique le maire, qui critique la « déconnexion » de ces prétendants. « On ne les sent pas animés par un projet collectif, mais plutôt par un projet individuel. »

## « Déçu de l'offre politique »

Même constat du côté de Jean-Claude Genies. Le maire de Gressy (Seine-et-Marne) se dit « déçu de l'offre politique ». « Tous ces candidats sont totalement déconnectés de la réalité locale, c'est désastreux. À qui voulez-vous que j'accorde ma confiance ? », s'interroge-t-il. « Je ne me retrouve pas dans une logique partisane », abonde Fanny Lacroix, maire de Châtel-en-Tré-

ves (Isère), élue en 2020. « Dans ma commune, on cherche le consensus et le rassemblement. Je m'attache à faire un travail d'orfèvrerie locale, bien loin de la politique politicienne. Je regarde tout ça avec beaucoup de distance, quand bien même les enjeux nationaux me concernent de plein fouet. C'est pareil pour mes administrés, qui sont de plus en plus tentés par l'abstention », met-elle en garde.

Pour le politologue Jérôme Fourquet, cet éloignement est d'abord le fruit d'appareils partisans « beaucoup moins puissants qu'ils ne l'étaient par le passé ». « Il y a aussi une prudence des maires, qui évoluent dans le même bain que la population et voient bien la méfiance qui s'est installée vis-à-vis du politique. Eux-mêmes sont de plus en plus souvent victimes de violences de la part de certains de leurs administrés », complète-t-il.

Si l'exécutif a su trouver les maires « pour sortir de la crise des "gilets jaunes" », le gouvernement aurait aussi basculé dans une politique plus décentralisatrice. « C'est un travers français qui a été renforcé sous ce quinquennat. Dans la France des petits maires, cette idée d'une déconnexion croissante des grandes métropoles et des lieux de pouvoir s'est renforcée. C'est une raison de plus de ne pas donner son parrainage », conclut Jérôme Fourquet. ■

D.C. ET W.B.

## Avis de participation du public par voie électronique

En application de l'article L 123-19 du Code de l'environnement, une participation du public par voie électronique (PPVE) est organisée par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, autorité compétente nationale sur le projet de Plan stratégique national (PSN) de la politique agricole commune (PAC) 2023-2027.

L'avis de participation du public est consultable sur le site Internet du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à : <https://agriculture.gouv.fr/consultations-publiques-0>

Cette consultation se déroulera du 13 novembre au 12 décembre 2021 inclus. Le projet de PSN PAC a été soumis à l'Autorité environnementale dont l'avis est accessible ici : <http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/les-avis-deliberes-de-l-autorite-environnementale-a3039.html>

Sur la base de cet avis, le public est invité à faire part de ses observations sur le projet soumis à consultation.

Le dossier complet relatif à la PPVE sera accessible sur le site Internet du ministère <https://agriculture.gouv.fr/consultations-publiques-0> à compter du 13 novembre 2021.

À l'issue de la PPVE, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation élaborera la version finale dudit projet, à transmettre au plus tard à la Commission européenne le 31 décembre 2021, pour recueillir son approbation.

# Une candidate en quête de signatures

Hélène Thouy, du Parti animaliste, mise sur les visites aux élus pour les convaincre de la parrainer pour 2022.

WALLY BORDAS @wallybordas  
ENVOYÉ SPÉCIAL EN GIRONDE

**ÉLECTION** Budos, Pujos-sur-Ciron, Branens, Fréchet, Coimères... Ces petits villages de la campagne girondine, Hélène Thouy les connaît par cœur. Comme ses militants, la candidate du Parti animaliste à l'élection présidentielle sillonne les routes de son département à la recherche des précieux parrainages de maires qui lui permettront de valider sa participation. Accompagnée de l'un de ses proches, l'avocate – qui mène de front cette campagne électorale et son activité professionnelle – a décidé, ce vendredi 22 octobre, de prendre sa voiture et d'aller toquer, sans rendez-vous, aux portes des maires. « Nous avons envoyé notre petit document de présentation avec le formulaire de promesse de parrainages à tous les maires de France. Mais ça ne suffit pas, il faut convaincre, appeler, passer du temps à expliquer, prendre des rendez-vous, se déplacer », détaille Hélène Thouy.

Alors, dans tout l'Hexagone, les militants de ce jeune mouvement, fondé en 2016, se sont activés. En tout, plus de 150 adhérents ont pris les routes de leur région pour aller à la rencontre des édiles. « Au début, nous ne savions pas trop comment nous y prendre, puis avec les premiers retours du terrain, chacun a adapté son discours et ses techniques », explique la candidate. Des formations ont même été organisées, il y a quelques semaines, pour les militants.

## Un discours bien rodé

Pour cette tournée des maires, la candidate animaliste s'est organisée : un militant lui a fourni une liste avec les noms de tous les édiles des villages environnants. Le document précise même le nom du candidat que les élus avaient décidé de parrainer en 2017, s'ils étaient déjà en poste. Dans les maires, le discours est bien rodé : Hélène Thouy se présente, elle précise qu'elle est avocate dans la région, candidate pour l'élection présidentielle, et demande à parler au maire. L'accueil est parfois froid, souvent bienveillant. La technique est payante : une fois sur quatre, l'édile est à proximité et accepte de la recevoir.



La candidate du Parti animaliste, Hélène Thouy (à droite), tente de convaincre le maire de Preignac (Gironde), Thomas Filliatre, de lui accorder son parrainage pour l'élection présidentielle.

WALLY BORDAS / LE FIGARO

Alors, il faut convaincre. « Je suis chasseur, alors avec votre cause animale, vous tombez peut-être mal », lui répond par exemple froidement le

maire de Bommes, Bernard Laurans. Mais la candidate a du répondant. L'échange prend alors une tournure intéressante : on évoque les lâchers

de faisans mais aussi l'élevage industriel ou l'abandon des animaux domestiques. L'édile n'est pas convaincu : de toute façon, il a déjà promis sa signature à l'emblématique député basco-béarnais Jean Lassalle. « Il y a des questions beaucoup plus importantes à traiter dans le pays. Et si c'est pour obliger les cantines à proposer des repas sans viande, c'est de l'extrémisme », tacle l'élu.

Les échanges ne sont pas toujours si tendus. D'autres maires se montrent bien plus intéressés. C'est par exemple le cas de Thomas Filliatre, celui de Preignac, qui après un échange de plusieurs minutes, promet à l'avocate de parler de sa candidature lors du prochain conseil municipal. « Comme nous avons des élus de différentes sensibilités, il faut que ce soit une décision collective », lui explique-t-il. « Nous ne sommes ni de gauche ni de droite et il est important que les maires permettent l'expression

du pluralisme des idées », lui répond Hélène Thouy.

Ce jour-là, la candidate n'obtiendra pas de promesse de parrainage des élus rencontrés. Mais elle en recevra deux par courrier et une autre par mail. « C'est un travail de fourmi. Chaque jour, malgré les difficultés, nous faisons de petits pas supplémentaires », se félicite-t-elle auprès de ses équipes. Et si elle ne souhaite pas communiquer le nombre de signatures déjà obtenues, l'avocate jure que la collecte se passe bien et qu'elle compte bien être sur la ligne de départ. « Ces journées sont instructives mais frustrantes, déplorables. Le parti animaliste a prouvé lors des européennes – le parti avait obtenu 2,2 % des voix – qu'il était bien plus représentatif de la population que nombre d'autres candidats. Je ne comprendrais pas que l'on puisse pas être sur la ligne de départ, vraiment. » ■

## Primaire LR : l'autre course de fond pour la collecte des parrainages

EMMANUEL GALIERO  
egaliero@lefigaro.fr

LA RÉCOLTE de 250 parrainages d'élus est une étape incontournable à droite avant de pouvoir prétendre à l'investiture des Républicains pour la présidentielle. Sur six candidats enregistrés par le parti LR, Valérie Pécresse aura été la première à déposer sa liste de soutiens. Si la présidente de Libres ! a pu se libérer de ce fardeau avant la date butoir du 2 novembre, c'est qu'elle avait pu s'appuyer sur un large socle d'élus locaux durant la campagne des élections régionales en Ile-de-France.

À dix jours du dépôt obligatoire des soutiens signés, les cinq autres candidats s'activent énergiquement sur l'ensemble du territoire. Tous promettent d'être dans la course. Xavier Bertrand et Michel Barnier devraient sauter la haie sans difficultés quand Eric Ciotti, Philippe Juvin et Denis Paire croient pouvoir relever le défi. Sur le terrain, les obstacles sont souvent les mêmes

pour les candidats. « Les maires sont comme les Français, ils ne croient plus les politiques, qu'ils voient comme des commentateurs professionnels », constate Philippe Juvin. Le médecin en campagne est contraint de prendre des congés pour aller à la pêche aux parrainages. Être maire de La Garenne-Colombes et s'être illustré sur les plateaux télé durant la crise sanitaire lui facilite évidemment les choses. Mais ses équipes, qui tiennent à jour le tableau quotidien des signatures, reconnaissent néanmoins une double difficulté : n'ayant jamais été ministre ou président de région, Juvin ne peut pas s'appuyer sur un réseau ancien de fidélités et il ne parvient pas toujours à dénicher les numéros de portables des élus locaux qu'il aimerait convaincre. Cela ne l'empêche pas d'avoir une bonne cote dans les territoires ruraux où ses propositions contre la désertification médicale trouvent un écho. « Chaque minute compte, c'est une course de fond mais les 250 parrainages qu'il déposera seront tous issus de maires avec

lesquels il aura échangé personnellement », promet son entourage.

### Réticences

Chez Eric Ciotti, on n'a pas l'air inquiet sur l'issue de la collecte mais au-delà des obstacles réglementaires (250 parrainages dans 30 départements différents), on recense plusieurs éléments à surmonter : un « timing serré », la clarification d'un processus resté longtemps flou aux yeux des longtempis LR, la présence du logo du parti sur les bulletins de parrainage, l'embouteillage des demandes auprès de maires sollicités par tous les partis en vue de la présidentielle... « C'était un peu compliqué au début car les adhérents LR se disaient déçus par la droite mais depuis le retour de l'unité dans le processus du congrès, on sent que les choses repartent », explique un soutien du député Ciotti, qui n'exclut pas une participation au congrès dépassant les 100 000 électeurs.

Denis Paire, dernier candidat entré dans la course des Républicains, estime que la mayonnaise est en train

de prendre autour de sa candidature. S'il reste confiant, il reconnaît que la concrétisation des promesses est parfois décevante. « Souvent les maires partagent totalement mon constat mais au moment de s'engager, certains refusent. C'est difficile à comprendre », s'agace l'entrepreneur qui tente de convaincre ses interlocuteurs en expliquant qu'un parrainage dans le cadre d'un scrutin interne n'engage pas pour la présidentielle.

Certains candidats constatent des réticences liées aux enjeux locaux. Des maires refusent de prendre le risque de décevoir des majorités régionales qui pourraient se révéler utiles. « Les parrainages sont anonymes mais il y a toujours des craintes de fuites », souligne un élu. Enfin, beaucoup de maires de petites communes, souvent élus à la tête de coalitions, ne sont pas très enthousiastes à l'idée d'engager leur municipalité derrière une couleur politique. Les édiles préfèrent ménager les susceptibilités de leur conseil municipal car les enjeux locaux reposent parfois sur des équilibres subtils. ■

## Éric Zemmour prévoit de supprimer le permis à points

Invité du « Grand Jury-RTL-Le Figaro-LCI », l'essayiste propose de retirer les prestations de la solidarité nationale aux étrangers.

JEAN CITTONE @JCittone

**PRÉSIDENTIELLE** Invité du « Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI » ce dimanche, Éric Zemmour précise que s'il se présentait, « ce serait pour gagner, évidemment ». Sans faire encore acte de candidature, l'essayiste met déjà sur la table de nombreuses propositions concrètes. Face à des mesures qui « emmerdent » les Français, il propose de supprimer le permis à points, « parce que ça ne sert à rien ». Il s'agirait d'un « racket organisé par l'Etat », jugé « infantilisant ». Il souhaite également réinstaurer la limitation de vitesse sur les routes nationales à 90 km/heure.

Il prend ainsi le contrepied des mesures mises en place par la gauche et les écologistes dans les grandes villes, et estime que « l'automobile

biliste est une vache à lait » pour l'Etat. L'essayiste tance également certaines prérogatives des municipalités. Selon lui, c'est « une bêtise de donner à des gens comme Anne Hidalgo le pouvoir de bloquer la circulation automobile ». Il rappelle que « 18 millions de Français ont besoin de leur voiture pour aller travailler », et juge que « les limitations de vitesse sur les autoroutes » sont inutiles, « car ce sont les routes les plus sûres ».

Face à la proposition de Valérie Pécresse de durcir les peines dans certains quartiers, Éric Zemmour s'amuse de voir « se réveiller » des « candidats qui n'ont absolument rien fait quand ils étaient au pouvoir », tout en précisant : « Il faut effectivement renforcer les peines, et aller bien au-delà. » Il souhaite expulser les « 25 % d'étrangers dans



Éric Zemmour souhaite également réinstaurer la limitation de vitesse sur les routes nationales à 90 km/heure.

NICOLAS KOVARIK / AGENCE 1827/RTL

les prisons françaises », en « forçant » leurs pays à les « reprendre ».

Pas d'augmentation du smic sur la table, pour l'essayiste. « Il faut d'abord réindustrialiser », selon lui, car sinon « on donne de l'argent qui va se retourner contre ceux qui vont le recevoir ». La proposition de pri-

me au travail, avancée par Xavier Bertrand, relève, selon Éric Zemmour, « du socialisme à l'ancienne ». Il préconise plutôt de « réduire les charges sociales sur les entreprises ».

### « Solidarité nationale réservée aux Français »

Pour le polémiste, « notre problème, c'est une protection sociale trop importante ». Il propose donc de retirer les prestations de la solidarité nationale (RSA, APL, allocations familiales) aux étrangers, même en situation régulière. « Si je ne discrimine pas entre Français et étrangers, ça veut dire que la nation n'existe pas », explique l'auteur de *La France n'a pas dit son dernier mot*. Pour lui, « la solidarité nationale doit être maintenue et réservée aux Français ».

Éric Zemmour s'oppose par ailleurs à la suppression de postes

de fonctionnaires, mesure envisagée par Valérie Pécresse et Eric Ciotti. Il ne se prononce pas pour un rétablissement de la peine de mort et ne désire pas revenir sur le droit à l'avortement ou sur le mariage pour tous, mais il souhaite « bloquer » la PMA sans pére.

Pour être candidat, reste à obtenir les 500 parrainages. « De plus en plus de maires se disent que ce serait un déni de démocratie » s'il ne les obtenait pas, estime Éric Zemmour. Sans donner un chiffre précis, l'écrivain assure néanmoins avoir rencontré des élus « de plus en plus sensibles » à son discours. Le pres-candidat dénonce, par ailleurs, une « pression absolument scandaleuse » que les communautés de communes et métropoles exercent sur les maires qui souhaitent lui accorder leur parrainage. ■

audition publique  
#AuditionPublique #Canal13

BRIGITTE BOUCHER REÇOIT  
ADRIEN QUATENNENS  
Député LFI du Nord et coordinateur du parti

Ce soir à 19h30

En direct sur le canal 13 de la TNT et sur lefigaro.fr

# À Lille, Anne Hidalgo promet d'aller « jusqu'au bout »

À l'occasion de son premier grand discours de campagne, la candidate socialiste a déroulé ses premières mesures phares.

PIERRE LEPELLETIER @PierreLepelel  
ENVOYÉ SPÉCIAL À LILLE

**PS** Anne Hidalgo a voulu lever tout soupçon : « Je suis là devant vous, et j'irai jusqu'au bout ! » En difficulté dans les sondages, entre 4 et 6 %, la candidate socialiste comptait sur son premier grand meeting samedi au Grand Palais de Lille pour enfin donner du souffle à sa campagne.

Pour chauffer la salle, la maire de Paris pouvait s'appuyer sur plusieurs ténors du PS, dont la maire de Lille, Martine Aubry, ou l'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve. « Ce soutien, je ne le donne pas simplement parce qu'Anne est la candidate du PS. J'ai vu qu'elle est une femme de cœur et qu'elle est une grande dame », a-t-il affirmé. « Nous sommes tous avec toi Anne ! », a également assuré Martine Aubry. Le soutien ne tient que s'il est plein et entier », a également voulu

rappeler l'édile lilloise. Comme un rappel à l'ordre destiné à François Hollande. À l'occasion de la sortie de son nouveau livre *Affronter* (Éditions Stock), l'ancien président avait estimé au Parisien que la gauche « fait comme si elle avait déjà perdu cette élection » avec des « candidatures lilliputiennes ».

« Je représente ce que beaucoup de nos adversaires aimeraient faire taire. Une femme, de gauche, d'origine étrangère, profondément européenne. Et j'en suis fière ! », a commencé Anne Hidalgo. Comme attendu, la candidate socialiste a axé son discours sur « la justice sociale ». Sur les services publics par exemple, la candidate a promis qu'elle gèrerait « la politique de fermeture des sites » et qu'elle mènerait « une politique de présence humaine sur tout le territoire ». La maire de Paris a notamment confirmé sa volonté de doubler les salaires des professeurs, malgré les accusations de démagogie.



La candidate socialiste à la présidentielle, Anne Hidalgo, à l'issue de son intervention, samedi, au Grand Palais de Lille. THOMAS LO PRESTI/APP

« Je crois possible, sur la durée d'un quinquennat, de multiplier par deux le traitement de toutes les personnes au contact avec les élèves », a-t-elle réaffirmé, proposant « pour commencer, d'aligner à minima le salaire des nouveaux professeurs sur le salaire des bacs + 5 ».

Anne Hidalgo s'est par ailleurs donnée comme « objectif » d'obtenir « l'égalité des femmes et des hommes au travail ». « Je m'engage à ce qu'une loi de programmation sociale soit votée dès l'été 2022, pour atteindre l'égalité totale des salaires en cinq ans. Ce sera notre pre-

mière mesure, notre première loi », a-t-elle expliqué. La socialiste veut faire ce principe d'égalité entre les femmes et les hommes une « boussole » pour « toutes les nominations, toutes les désignations au sein de l'exécutif, comme dans l'administration ».

## Rassurer les troupes

Souvent présentée comme en compétition avec l'écologiste Yannick Jadot, Anne Hidalgo a assuré qu'elle serait « candidate de l'écologie des solutions ». « Je veux le dire ici en toute sincérité : ce combat pour l'environnement ne doit pas nous diviser », a-t-elle demandé à l'attention des autres candidats. La socialiste défend - comme Yannick Jadot - l'idée d'un « ISF climatique » qui « pèsera sur les ménages aisés dont le patrimoine émet le plus de carbone ».

Sur le plan institutionnel, Hidalgo a défendu l'idée d'un « État impartial et exemplaire » : « Un ministre mis en examen - père, renvoyé au tribunal correctionnel - devra démissionner », a-t-elle notamment assuré.

L'édile misait aussi sur ce meeting pour rassurer les troupes socialistes alors que l'inquiétude monte en interne, et que l'hypothèse d'un « plan B » commence à fleurir. « Vous le voyez, je suis prête, nous sommes prêts ! Je lance un appel à celles et ceux qui veulent le changement : venez ! Engagez-vous ! Rejoignez-nous ! », a-t-elle lancé. Assez pour lever les doutes ? Les sondages des prochaines semaines seront, sans aucun doute, déterminants. À la sortie du meeting, élus comme militants socialistes faisaient en tout cas part de leur enthousiasme, assurant que la campagne d'Anne Hidalgo était enfin lancée. ■

# Riester, exportateur du « made in France »

Chargé du Commerce extérieur, le ministre veut « porter l'esprit de conquête » de la France.

TRISTAN QUINAULT-MAUPOIL  
@TristanQM  
ENVOYÉ SPÉCIAL À DAR ES-SALAAM (TANZANIE)

**EXÉCUTIF** Dans la cour de l'ambassade de France de Dar es-Salaam, la capitale économique de la Tanzanie, Franck Riester s'avance au volant d'un véhicule d'un nouveau genre. Exit la traditionnelle Jeep incontournable des safaris. Le ministre délégué chargé du Commerce extérieur est venu présenter mardi dernier à la presse locale une « e-motion » 100 % électrique pensée par une entreprise française aux côtés d'investisseurs locaux. « C'est le véhicule du futur ! C'est plus silencieux, il n'y a pas de gaz à effet de serre ! », s'exclame-t-il en anglais.

Un peu plus tôt, il survolait les côtes de Zanzibar dans un des treize hélicoptères Airbus récemment livrés à l'armée tanzanienne. En arrivant dans ce pays d'Afrique de l'Est, il a inauguré une liaison aérienne Air France, la première ligne directe avec Paris depuis 1974. « Il faut être ambitieux en Afrique anglophone et lusophone », confie Riester, qui débute ce lundi une tournée en Ouganda, au Kenya et au Rwanda. Alors que le président de la République a accueilli début octobre

à Montpellier la société civile africaine, chargée à son ministre de faire vivre la diplomatie économique de la France.

Aux quatre coins du monde, la bataille fait rage. La Chine investit massivement en Afrique. La Turquie s'y déploie à grande vitesse. « Face à des pays qui sont sans scrupule sur la dette, sur la responsabilité sociale, sur les questions environnementales, sur la corruption, nous, nous sommes très attachés à ces dimensions. Nous devons nous appuyer sur nos atouts », argumente-t-il avant de rencontrer les autorités locales. « Les Français ont conscience que l'on a besoin de se déployer à l'international. Une partie de notre avenir passe par un déploiement de nos entreprises à l'international. Plus de 30 % de notre PIB est lié à nos exportations », met-il en avant.

## Déficit commercial béant

L'annulation d'un contrat d'armement entre la France et l'Australie, l'appropriation de l'appellation « champagne » par les Russes, le boycott des produits français dans le monde arabe... Autant d'événements qui ont rencontré un fort écho médiatique auxquels il a dû faire face. « Les sujets que je porte sont au cœur des enjeux de rayonnement de la France. Je serai jusqu'au dernier moment le porte-parole de notre excellence française partout dans le monde », prévient le président d'Agir, parti de centre droit de la majorité.

Les prémices de la campagne présidentielle, marquées par les sujets identitaires, l'inquiètent et « ont pu faire réagir dans certains pays ». Mais « cela a peu de poids devant l'image positive qu'a le président à l'international », juge celui qui a parcouru 40 pays depuis son entrée au gouvernement. Il l'admet, la France a parfois été trop « naïve » dans les échanges commerciaux internationaux. Il entend développer pendant la présidence française de l'Union européenne un « arsenal d'outils » pour « exclure des marchés publics les entreprises dont les pays ne nous ouvrent pas leur propre marché public ». Et mettre fin à une situation « totalement folle d'absence de réciprocité » incompréhensible par l'opinion publique. Malgré un déficit commercial béant, il croit à « l'esprit de conquête » des entreprises françaises à l'international à la faveur d'un fort rebond de la croissance hexagonale. ■



Franck Riester, en mai 2021. Le ministre reconnaît que la France a parfois été trop « naïve » dans les échanges internationaux. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

**iPhone 13 Pro avec 5G.  
Sérieusement pro.  
À prix sérieusement séduisant.**



Avec un forfait 200 Go 5G et offre de reprise.



DAS tête : 0,99 W/kg  
DAS tronc : 0,88 W/kg  
DAS membres : 2,97 W/kg

Apple iPhone 13 Pro

\*Soit 599€ avec un forfait mobile 200Go 5G avec engagement 24 mois -50€ de remise immédiate -548€ d'offre de reprise<sup>(1)</sup>.

5G : accessible en France métropolitaine avec offre et équipement compatibles, uniquement dans les zones déployées (61 communes couvertes au 01/09/2021). Débit maximum théorique de connexion en réception jusqu'à 2,1 Gbits/s dans les zones couvertes en 3,5 GHz avec agrégation des quatre bandes de fréquences 4G et jusqu'à 615 Mbits/s pour les zones couvertes en 2,1 GHz utilisée pour la 4G. Couverture 5G détaillée et différenciée selon les fréquences utilisées sur réseaux.orange.fr

Offre disponible en boutique et sur orange.fr

Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine jusqu'au 17/11/2021 avec le forfait mobile 200 Go 5G à 64,99€/mois (prix hors promotions) avec engagement 24 mois, réservée aux particuliers, propriétaires de mobiles éligibles.

(1) Pour la reprise d'un mobile d'une valeur minimum de 548€ après diagnostic. Remise et conditions en boutique Orange.

orange

# La sécurité, préoccupation déterminante pour les Français dans leur choix de vote

Selon le dernier baromètre Fiducial-Odoxa de la sécurité des Français pour « Le Figaro », 82 % de nos concitoyens jugent que ce thème sera majeur dans la campagne présidentielle pour privilégier un candidat.

CHRISTOPHE CORNEVIN @ccornevin

**SONDAGE** Alors que la violence et le spectre des attentats continuent d'empoisonner le pays au quotidien, les clefs de l'élection présidentielle appartiendront bel et bien à celui ou celle qui investira le mieux le champ du régulier. Tel est l'un des enseignements majeurs du dernier baromètre Fiducial-Odoxa de la sécurité des Français pour *Le Figaro*.

Sans ambiguïté, cet état des lieux révèle que l'enjeu de la sécurité sera déterminant dans le choix de 82 % des Français en âge de se rendre aux urnes. Soit une proportion analogue à celle constatée à la veille des échéances de 2017. Si, comme le soulignent les auteurs du document, « ces questions seront incontournables, quel que soit l'électorat de gauche, de droite ou du centre », les sympathisants LR et ceux du RN y seront sensibles dans leur écrasante majorité (96 %), loin devant ceux de LREM (78 %), des Insoumis (76 %) ou encore des écologistes (64 %).

## Des Français pragmatiques

Désormais, seuls 5 % des sondés considèrent que les propositions réglementaires des candidats ne seront « pas importantes du tout » avant d'aller dans l'isoloir. Tableaux à l'appui, cette étude montre que les Français sont très pragmatiques. Au cours de la campagne à venir, nos compatriotes attendent avant tout deux candidats des solutions concrètes pour faire baisser la délinquance du quotidien, en particulier sur le front des vols, des insultes et des dégradations. « C'est une préoccupation majeure pour 36 % des Français », relève le baromètre qui précise que « d'autres (25 %) sont davantage préoccupés par les attaques aux biens et aux personnes ».

Dans une France épargnée de toute frappe islamiste depuis six mois, le risque terroriste est quant à lui relégué en troisième position (20 %), juste devant les « agressions sexuelles » contre lesquelles le pouvoir politique apparaît comme démuné.

Notre baromètre, qui teste pour la première fois, sur la question de la

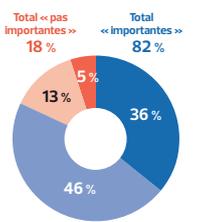
## Baromètre : les Français et la sécurité

QUESTION : PARMI LES GRANDS DOMAINES SUIVANTS, QUELS SONT CEUX QUI COMPTERONT LE PLUS DANS VOTRE VOTE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ? (2 réponses possibles)



QUESTION : POUR FAIRE VOTRE CHOIX LORS DE LA PROCHAINE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, LES PROPOSITIONS DES CANDIDATS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SERONT-ELLES POUR VOUS :

- Très importantes
- Assez importantes
- Assez peu importantes
- Pas importantes du tout



Enquête réalisée par Odoxa/Fiducial. Enquête réalisée après un échantillon de Français interrogés par internet les 13 et 14 octobre 2021. Échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Variation 2017/2021, en points

**Ce n'est pas nouveau (en matière de sécurité), la droite bénéficie structurellement d'un « bonus » quand la gauche est traditionnellement considérée comme fragile sur le sujet**

LES AUTEURS DE L'ÉTUDE

confiance des Français en matière de sécurité, les candidats déclarés ou potentiels à la magistrature suprême en avril prochain, place Marine Le Pen (43 %) et Emmanuel Macron (38 %) en tête des personnalités. Xavier Bertrand et Eric Zemmour se partagent la troisième marche du podium, ex aequo à 35 %. Les candidats de gauche, une fois encore, attirent quant à eux la défiance des Français sur cette thématique. Seuls 20 % des sondés font crédit à Jean-Luc Mélenchon et Anne Hidalgo – dont les premiers pas de sa police municipale à Paris ont été calamiteux – tandis que Yannick Jadot est bon dernier avec 19 %. « Ce n'est pas nouveau, la droite bénéficie structurellement d'un "bonus" quand la gauche est traditionnellement considérée comme fragile sur le sujet », soulignent les analystes qui rappellent que « déjà en mars 2017, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon étaient placés loin derrière Marine Le Pen

(30 %), François Fillon ou encore un certain Emmanuel Macron (19 %) ».

## Doubler la présence policière sur la voie publique

Si aucun des candidats ne suscite la confiance d'une majorité de Français sur la question de la sécurité, l'actuel locataire de l'Élysée s'impose en revanche sur les critères d'efficacité, de compétence et de sérieux. Le « toujours pas candidat » Eric Zemmour étant quant à lui le plus « innovant » sur le sujet, selon eux. Même si le régulier a longtemps été présenté comme l'un des « angles morts » de sa politique, le chef de l'État semble avoir réinvesti ce champ. Il y aurait même marqué des points, avec le « Beauvau de la sécurité » qu'il a clôturé en septembre dernier à Roubaix : nombre de dispositions, consensuelles et taillées sur mesure pour devenir des arguments de campagne, sont plébiscitées par les sondés. C'est en particulier le cas,

avec 85 % d'approbation, à propos de l'amende de 200 euros pour l'« occupation illicite d'un terrain » ou encore la dotation d'un caméariéton pour chaque policier et gendarme d'ici à 2022. L'idée d'un doublement de la présence des forces de l'ordre sur la voie publique d'ici à dix ans recueille aussi l'adhésion de 79 % des Français. Seule la mise en place de la plainte en ligne, à partir de 2023, est accueillie de manière plus mitigée : si 8 Français sur 10 jugent que cette solution fera « gagner du temps aux citoyens », et dans une moindre mesure aux forces de l'ordre, ils craignent dans la même proportion un « risque de faire augmenter fortement le nombre des dépôts de plaintes ». En clair, d'engorger la machine, là où l'État s'escrime précisément à éviter cela.

Soucieux que les policiers se recentrent sur leur cœur de métier, à savoir chasser les délinquants et garantir la paix publique, les Français

ont le sentiment qu'il y a encore des marges de progression. Ils sont à 72 % favorables à ce que certaines missions, comme le transfert des prisonniers, la surveillance des plages ou encore la protection des personnalités, soient confiées à des agents de sécurité privée. Ils sont en revanche majoritairement plus réticents (55 %) à ce que ces derniers prennent en charge la surveillance sur la voie publique ou patrouillent. Toujours au nom de cette synergie entre forces, les sondés éprouvent à 37 % le sentiment que les différentes unités de sécurité du pays ne coopèrent pas assez entre elles. S'ils se disent quasiment tous convaincus que les gendarmes sont bien formés (73 %), leur jugement est plus contrasté concernant la police (57 %). Ils deviennent franchement plus critiques (à 70 %) sur le manque de niveau des policiers municipaux et des agents de sécurité privée (75 %). Comme rassurés par la baisse globale du nombre des cambriolages, qui ont reculé d'un quart depuis 2017 même si un rebond de +16 % a été observé ces trois derniers mois, et par le repli de 20 % des vols de voitures en quatre ans, les Français sont désormais 54 % à se sentir en insécurité. Si le chiffre est encore fort, il témoigne d'une baisse de 14 points en l'espace d'un an. Cette inversion de tendance marque le niveau record le plus bas jamais enregistré depuis mai 2016. Pour le criminologue Alain Bauer, il faudrait cependant se garder de crier victoire. D'abord, certains voyants du tableau de bord de la délinquance restent au rouge. Même les atteintes à la personne continuent de flamber. La peur du voyou, explique-t-il, est supplantée par un autre « bloc d'insécurités », financiers celles-là, qui touchent au pouvoir d'achat. Sa conclusion : il s'agit d'un simple « phénomène de transfert », bien identifié, qui fait que l'envolée des prix de l'électricité et de l'essence captive pour l'heure l'attention du public. Jusqu'à ce qu'une série de faits divers ou un attentat ne rappelle la réalité d'une France toujours tenaillée par la violence. ■

Lire aussi PAGES 5, 6 ET 30

# À Angoulême, le quotidien miné par les rixes de jeunes

Sur fond de trafic de drogue, la violence des mineurs, de 12 ans parfois, enfièvre cette ville à la réputation tranquille.

FABIEN PAILLOT SAINTES (CHARENTE-MARITIME)

**DÉLINQUANCE** Les interpellations s'enchaînent depuis la rentrée scolaire, au rythme des vols, des bagarres et des agressions entre jeunes, souvent mineurs. En Charente, Angoulême connaît depuis septembre une « poussée de fièvre », alimentée par des rixes entre bandes issues de quartiers différents ou de la commune voisine de Soyaux, historiquement considérée comme « rivale ».

Ces derniers jours, les violences ont pris une tournure nouvelle avec le placement en garde à vue de neuf jeunes âgés de 12 à 17 ans, suspects d'extorsion avec armes à l'encontre d'un adolescent âgé de 16 ans. Son tort ? Partager son temps familial entre le quartier angoumois de la Grande-Garenne et... Soyaux.

Alpagué à la descente d'un bus, ce jeune a été conduit de force dans une cave, frappé et volé sous la menace de bâtons et de couteaux. Ses agresseurs les plus virulents ont été mis en examen la semaine dernière, placés sous contrôle judiciaire et en centre éducatif fermé. Couvre-feu, foyers à l'extérieur du

département... le parquet évoque des mesures graduées et adaptées pour les autres. « Ils ne reconnaissent pas les faits, ne coopèrent pas. Ils revendiquent même une certaine impunité, mais la réponse pénale sera là », prévient Stéphanie Aouine, la procureur de la République d'Angoulême.

## Aucune mixité sociale

Depuis septembre, la magistrate a dénombré « trois opérations significatives impliquant à chaque fois un minimum de six jeunes ». Ces rivalités « inscrites dans l'histoire de l'agglomération » touchent désormais de très jeunes mineurs, débordent jusqu'au centre-ville et même aux abords des établissements scolaires, où les patrouilles de la police nationale ont été renforcées. Une délinquance qui contraste avec l'image tranquille dont jouit Angoulême, capitale mondiale de la bande dessinée, reconnue « ville créative » par l'Unesco au titre de la littérature. Ses importants travaux de rénovation urbaine, jusqu'au cœur des quartiers, ont même su redonner fière allure à cette préfecture de 42 000 habitants.

Sa situation géographique, au carrefour des grands axes de

**Trois opérations significatives impliquant à chaque fois un minimum de six jeunes ont été dénombrées depuis septembre**

STEPHANIE AOUIINE, LA PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE D'ANGOULÊME

Sud-Ouest, a pourtant contribué à en faire une place forte du deal, particulièrement pour l'héroïne, vendue ici près de 15 euros le gramme. Gueuettes, points de vente fléchés, mention des prix mais aussi des plaques d'immatriculation des véhicules de police sur les murs des quartiers : les stratégies connues dans les métropoles du pays se déclinent ici aussi. « Ils connaissent nos véhicules, y compris personnels. Forcément, ils nous voient faire nos courses », résume Cyril Renou, policier angoumois et membre du syndicat Alliance. Selon lui, y croiser des vendeurs de 12 ou 13 ans serait courant. Pour « éviter les logiques d'ancrage », forces de l'ordre et parquet affinent multiplier les « opérations de déstabilisation des points de deal ».

Selon la préfecture de la Charente, trois quartiers de reconquête républicaine (QRR) ont été créés à Angoulême et Soyaux. Plus d'une vingtaine de nouveaux policiers y auraient été affectés depuis 2019. Insuffisant au regard des enjeux liés aux stupéfiants, rétorque le maire d'Angoulême, Xavier Bonnefont. « Cela mériterait plus d'effectifs. La police municipale pourrait aussi mener des contrôles mais elle n'a pas les mêmes

compétences et moyens que la police nationale », regrette-t-il.

Soucieux de l'image d'Angoulême, l'élu insiste sur les résultats engrangés par les forces de l'ordre et relative les broutilles interquartiers alimentées par les réseaux sociaux. « À moins de couper Angoulême du reste du monde, je ne vois pas comment elle pourrait échapper à des phénomènes qui touchent toutes les villes du pays... C'est insupportable et ça nous préoccupe, mais on parlait déjà de concurrence entre quartiers et communes lorsque j'étais lycéen », assure l'édile, quadragénaire.

À Soyaux, le maire, Pascal Nebout, constate lui aussi les effets délétères de cette « tradition » avec « des gamins de 13 à 15 ans qui plus rien n'arrête ». La commune possède également son point de deal et

ses guetteurs mineurs, au cœur du quartier du Champ de manoeuvre. Près de la moitié des 10 000 habitants de la commune et près de 50 ethnies s'y concentrent « sans aucune mixité sociale, où près de 200 familles se retrouvent sans revenus dès le début du mois », se désole l'élu. Comme à Angoulême, d'importants moyens ont été investis pour rénover cet ensemble agréablement de commerces et d'un centre social. « Mais ça ne suffit pas. Dès que les familles le peuvent, elles partent. Cinquante appartements sont vides, les bailleurs ne trouvent personne », avance Pascal Nebout. Natif du Champ de manoeuvre et directeur de deux centres sociaux à Soyaux et Angoulême, Christophe Monteiro se bat au quotidien pour garder un lien avec ces jeunes. « Ces quartiers deviennent de plus en plus pauvres, soufflent-ils. La paupérisation d'un territoire n'a jamais été un bon levier pour s'en sortir. Mais nous sommes là, avec de vrais projets. Il ne faut pas baisser les bras ». La procureur de la République d'Angoulême, Stéphanie Aouine, insiste : « Il faut être particulièrement vigilant et prendre la mesure de ce qui se joue dans les villes moyennes. Sinon, les lignes seront trop dures à bouger. » ■

**200 familles**

sans revenu dès le début du mois dans le quartier du Champ de manoeuvre, à Soyaux, près d'Angoulême



Devenons l'énergie qui change tout.

# POUR LE CLIMAT, TOUTES LES ÉNERGIES NE SE RESSEMBLENT PAS.

L'électricité d'EDF est à 97% sans émissions de CO<sub>2</sub>\*.  
Et ça, c'est mieux pour le climat.



RFI PARIS 005 001 017



PARTENAIRE  
PARALYMPIQUE ET OLYMPIQUE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

\*Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles – chiffre 2020, périmètre EDF SA, source : edf.fr/climat.

# Élie Korchia, le nouveau défenseur des juifs de France

Cet avocat devient le 17<sup>e</sup> président du Consistoire central israélite de France. Parmi ses priorités : la lutte contre l'antisémitisme.



Élie Korchia, 50 ans, a été élu avec 89,8% des voix. JOEL SAGET/AFP

**JEAN-MARIE GUÉNOIS**  
jmguenois@lefigaro.fr

**RELIGION** Un nouveau visage pour le judaïsme français, et une nouvelle voix. Élie Korchia, avocat renommé, a été élu à 89,8% des votants, ce dimanche, président du Consistoire central, l'instance suprême de représentation du judaïsme français. À 50 ans, ce père de deux enfants, fortement engagé dans la défense des victimes des attentats de Toulouse et de Montauban en 2012, puis de Paris en janvier 2015, était le seul candidat à ce poste.

Il y remplace Joël Mergui, qui ne pouvait plus se représenter après trois mandats de quatre ans, mais qui devient cependant président d'honneur de cette structure. Et qui demeure président du Consistoire de Paris, le plus important des consistoires régionaux avec 60% des effectifs et un

budget de 26 millions d'euros. S'il est très prestigieux, le Consistoire central est une modeste entité avec 2 millions d'euros de budget.

Élie Korchia devient le 17<sup>e</sup> président du Consistoire central israélite de France, institution créée par Napoléon en 1808. Avec Haïm Korsia, grand rabbin de France - réélu à ce poste au printemps dernier -, ils seront tous deux, un rabbin et un laïc, les plus hauts représentants du judaïsme en France et les interlocuteurs des pouvoirs publics. « Nous agissons ensemble, nous formerons un tandem », assure Élie Korchia. Une harmonie qui n'a pas toujours été évidente ces dernières années.

Le mot « terrain » revient d'ailleurs beaucoup dans la bouche de ce responsable qui a promis de ne pas briguer la présidence à venir du Consistoire de Paris, dont il est vice-président, pour que l'instance nationale du Consistoire soit « au service

de toutes les communautés en France, et notamment des plus petites ».

Des estimations avancent que le Consistoire central regrouperait près de 60% des synagogues sur le territoire, à côté du dynamique mouvement loubavitch, plutôt traditionnel, qui aurait un tiers de la communauté, les 10% restants se partageant entre les libéraux et les orthodoxes. La communauté juive française, même si elle ne forme qu'un peu moins de 1% de la population en France, est la plus importante d'Europe.

## « Douze axes de travail »

Le nouveau président s'est fixé « douze axes de travail ». Parmi eux, trois priorités qu'il avait explicitées lors de sa campagne électorale devant les 16 consistoires régionaux, base des 310 électeurs, laïcs ou rabbins (205 s'étaient déplacés pour le vote à Paris). « Le premier, explique Élie Korchia, est la lutte contre l'anti-

sémitisme et le combat pour la sécurité des juifs. » Son expérience d'avocat lui a donné la possibilité de « voir de près » cette réalité : « En dix ans, d'énormes progrès ont été accomplis par les pouvoirs publics pour lutter contre ce terrorisme, mais il ne faut pas baisser la garde. » À côté de ces drames, « il y a un autre antisémitisme, devenu malheureusement ordinaire et quotidien, mais qui génère aussi des crimes odieux. Pour traiter cette violence haineuse, il faut la déconstruire dès l'école. Une fois en prison, c'est trop tard ! Nous allons nous y employer avec énergie. »

Deuxième priorité : « la jeunesse étudiante », en particulier avec la nomination d'un « ambassadeur jeunesse » au niveau national. Sur ce terrain universitaire, les loubavitch ont, de fait, une vraie longueur d'avance.

La famille est la troisième priorité d'Élie Korchia. Il veut notamment encourager la rencontre des couples,

soutenir ceux qui seraient en difficulté, et d'avantage défendre les femmes qui se retrouvent face à des maris refusant le divorce pour leur intérêt propre.

Alors que la communauté juive est régulièrement sujette à des camouflages déviants, un rabbin de province estime que Korchia a réussi à « créer l'unanimité par sa droiture et son enthousiasme ». De fait, commente un autre rabbin qui a une vision globale de la communauté, « le climat est effectivement apaisé. Une nouvelle génération arrive aux responsabilités ». Évelyne Gougenheim, une figure de la communauté, est plus circospecte : « Je n'attends pas de grands changements. Avec la gestion déficitaire actuelle, le Consistoire central n'est plus qu'une ombre parce qu'il n'a plus de moyens. » En réponse, le nouveau président s'est engagé à mener une politique active de recherche de fonds. ■

# Proxénétisme : coup de filet dans la Légion étrangère

À la tête d'un vaste réseau en France, des militaires du 2<sup>e</sup> REI, à Nîmes, ont été interpellés et mis en examen.

**GUILLAUME MOLLARET**  
@Newsdusud  
NIMES (GARD)

**JUSTICE** Un réseau national de prostitution a été démantelé en fin de semaine dernière entre le Gard et les Bouches-du-Rhône. Six militaires ou anciens militaires, notamment basés à Nîmes (Gard) où est installé le 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie de la Légion étrangère (1 300 hommes), ont été interpellés par les policiers du Raid et de l'Office central de lutte contre la traite des êtres humains (OCRTEH) après un an d'enquête.

Soupponnés d'être à la tête de ce réseau, il ont été mis en examen pour « traite des êtres humains, proxénétisme aggravé, et association de malfaiteurs en vue de commettre un crime », selon *Midi libre* qui révèle l'affaire. À cette heure, ni l'armée, ni la justice n'ont confirmé

ou infirmé le nombre de militaires impliqués dans cette affaire.

Dans les faits, c'est lors d'un contrôle douanier opéré à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) que les enquêteurs ont remonté la filière, après l'arrestation, en novembre 2020, d'une « ressortissante ukrainienne en possession d'une importante somme d'argent et d'une grande quantité de préservatifs ». La jeune femme a rapidement affirmé se livrer à la prostitution sous le contrôle d'un réseau basé à Nîmes. Dès lors, l'enquête a été confiée à la juridiction interrégionale spécialisée (Jirs) de Marseille. Laquelle aurait établi que ces militaires et anciens képis blancs organisaient la venue de jeunes femmes, elles aussi ressortissantes d'Europe de l'Est, sur le sol français et s'occupaient de tout l'aspect organisationnel du réseau : publication d'annonces sur internet, location



de tout le pays, collecte des fonds issus des rapports sexuels tarifés...

Dans les rangs de l'armée, imaginer des légionnaires impliqués à un si haut niveau de criminalité, et avec un tel degré d'organisation, surprend. « De voir un légionnaire se trouver en marge d'un réseau de

prostitution ne me surprend pas. Quand cela arrive, il dégage et on n'en parle plus. En revanche, si ce qu'écrit la presse est exact, il est hallucinant que des légionnaires puissent tenir un rôle central dans un tel réseau sans qu'ils aient été démasqués plus tôt », avance un

**Les militaires et anciens képis blancs incriminés organisaient la venue de jeunes femmes originaires d'Europe de l'Est.** JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

gradé qui a aujourd'hui quitté la Légion.

Cet hiver, l'institution a notamment été secouée après que plusieurs légionnaires avaient publié sur les réseaux sociaux des photos et des vidéos dans lesquelles on pouvait les voir faire des saluts hitlériens et autres signes d'approbation à l'idéologie nazie. En outre, localement, notamment dans le Gard où servent plus de 2 000 képis blancs, la chronique des faits divers est régulièrement alimentée par des étrangers au service de la France impliqués dans des rixes ou des affaires de violences conjugales.

## Un organisme spécialisé

« On a tendance à idéaliser la Légion qui se nourrit de son propre mythe. La réalité, c'est que beaucoup de soldats sont issus de milieux très pauvres et cherchent dans ses rangs une deuxième chance. Ils viennent en France avec leur passé qui est souvent difficile », poursuit un autre officier toujours en poste. Pour cet autre militaire qui a quitté la Légion, « un organisme spécialisé est chargé de faire des contrôles réguliers chez les légionnaires pour vérifier qu'ils ne se rendent pas coupables de crimes ou délits. Ils vont très loin dans leurs investigations. Il me paraît invraisemblable que les militaires soupçonnés soient passés au travers de ces enquêtes. Ils ont vraiment dû se montrer très malins ».

« Si l'institution a manqué un épisode, il y aura à coup sûr une enquête pour comprendre où il y a eu un manquement », assure un autre militaire. Mis en examen, les six hommes interpellés en fin de semaine dernière ont été écroués sur demande du parquet de Marseille. Contacté dimanche, Dominique Laurens, procureur dans la Cité phocéenne, n'a pas donné suite aux sollicitations du *Figaro*, pas plus que le service communication de la Légion étrangère installé à Aubagne. ■

# Le climat s'invite à l'agenda des maires européens

Tempêtes, inondations... À Nice, 250 maires de communes des pays de l'UE se sont réunis pour faire face, ensemble, à ces périls.

**VINCENT-XAVIER MORVAN**  
@vincentxaviermo  
NICE (ALPES-MARITIMES)

**SÉCURITÉ URBAINE** Sécurité urbaine, acte II. Lors de la 7<sup>e</sup> édition de la conférence internationale Sécurité, démocratie et villes, qui s'est achevée vendredi à Nice, les 250 communes membres de l'European Forum for Urban Security (EFUS) ont adopté un manifeste tenant compte du changement climatique. Depuis l'acte I, signé en 2017 à Barcelone, le terrorisme islamiste n'est plus l'unique préoccupation des élus. Ironie du sort, la présidence de l'EFUS est aujourd'hui assurée par le bourgmestre de Liège, ville durement touchée cet été par des inondations. L'un des vice-présidents n'est autre que Christian Estrosi, le maire de Nice,

La ville de Liège (Belgique) dont le bourgmestre assure la présidence de l'EFUS, a été durement touchée par des inondations l'été dernier. NICOLAS PORTNOI/HANS LUCAS VIA AFP



dont la métropole a elle-même été meurtrie, il y a un an, par des crues catastrophiques.

« La ville de Liège a été concernée par une attaque terroriste, puis la pandémie, un hacking informatique très déstabilisant et enfin des inon-

dations, le tout dans un très court laps de temps », confie au *Figaro* Willy Demeyer, le bourgmestre de Liège. Les crues du 15 juillet, dans les vallées de l'Ourthe et de la Vesdre qui se jettent, à Liège, dans la Meuse, ont fait 38 victimes, un disparu et des milliers de sinistrés. Deux décès ont été enregistrés dans la commune de Liège, « deux de trop » pour le bourgmestre, reconnaissant qu'« à certains moments, on était à la limite d'être dépassé par la fureur des flots ». Comme la tempête Alex, le 2 octobre 2020 en France, l'événement a surpris par son intensité et son caractère soudain. Des études scientifiques font le lien, pour l'épisode belge, entre le réchauffement climatique et l'ampleur des crues.

Face à ce nouveau péril, les élus locaux sont en première ligne. « Au bout du compte, on se tourne

toujours vers nous », constate Willy Demeyer. Lors de son discours, prononcé en présence d'Ylva Johansson, commissaire européenne aux affaires intérieures, Christian Estrosi, a érigé en « modèle d'agilité et de transversalité » l'agence de sécurité sanitaire et environnementale, créée en juillet 2020 au sein de la Métropole de Nice, louant sa « réactivité » après la tempête Alex.

## Financement européen

Face à des événements climatiques si imprévisibles, et conscients que les problèmes sécuritaires relèvent d'une « coproduction » entre de multiples acteurs, les membres de l'EFUS ne veulent pas en rester au partage de bonnes pratiques. Ils en appellent à l'Europe et à ses finances. En matière de terrorisme, Nice a été aidée par des fonds européens

dans l'installation de plots anti-intrusion sur la promenade des Anglais après 2016. « Fort de cette déclaration commune, nous pourrions militer pour que des opportunités de financement européen soient créées pour aider directement les territoires à mieux anticiper », ces crises climatiques, a suggéré Christian Estrosi lors de la conférence.

Les maires engagent aussi leur responsabilité pénale. En Belgique, après les crues du 15 juillet, un juge d'instruction a été saisi d'une enquête sur d'éventuels homicides involontaires. Rien de tel à Nice à propos de l'épisode de 2020. En revanche, un maire de la région est mis en examen pour « violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité ou de prudence » depuis les crues du 3 octobre 2015, responsables de 20 morts sur la Côte d'Azur. ■

# LE FIGARO

## santé

lefigaro.fr/santé



**PSYCHO**  
LA COLLECTION, UNE PASSION  
ET UN DOUDOU POUR ADULTE ?

PAGE 14

**DOSSIER**  
LES TROUBLES DISSOCIATIFS  
DE L'IDENTITÉ, UNE PATHOLOGIE GRAVE  
MALMENÉE PAR LA FICTION PAGES 12 ET 13



ANNE PRIGENT  
@AnnePrigent1

**PNEUMOLOGIE** Cet été, Kafrio et Symkevi, deux médicaments contre la mucoviscidose, obtiennent leur remboursement. Début octobre, un communiqué de l'Académie de médecine qualifiait ces traitements, les modificateurs du canal CFTR, de « révolution thérapeutique ». Il faut dire qu'avec cette classe de médicaments dont le premier représentant a été commercialisé il y a une dizaine d'années, on peut enfin espérer voir la mucoviscidose, cette maladie qui pendant longtemps a été fatale pour les enfants et adolescents atteints, devenir une maladie chronique.

La mucoviscidose est une maladie génétique rare qui fait sécréter du mucus anormalement épais, obstruant les voies respiratoires et le système digestif. Ces dernières années, le dépistage néonatal, l'amélioration des traitements symptomatiques et l'amélioration des techniques de greffes ont permis d'augmenter l'espérance de vie des patients. Il y a un demi-siècle, les patients mouraient avant l'âge de 10 ans, indique l'association Vaincre la mucoviscidose. « Aujourd'hui,

« Je peux enfin respirer, courir et vivre comme les autres enfants. Je n'ai plus besoin d'oxygène et d'alimentation la nuit : c'est formidable ! »

UN JEUNE PATIENT

sur les 7 250 patients atteints de mucoviscidose, 57 % sont des adultes. Ce qui était inconcevable il y a une dizaine d'années. Cependant malgré les progrès réalisés la réalité reste terrible », rappelle le Dr Pierre Foucaud, médecin pédiatre retraité et président de Vaincre la mucoviscidose. La médiane de survie des malades peine encore à dépasser les 30 ans...

Mais avec les modificateurs du canal CFTR, qui agissent sur la cause de la mucoviscidose et non plus sur les symptômes, une étape importante a été franchie dans la lutte contre cette maladie. Pour l'atteindre, il aura fallu trente ans de recherche, depuis la découverte en 1989 du gène responsable de la maladie.

Le gène CFTR code une protéine du même nom, présente dans la membrane des cellules des muqueuses. Cette dernière fonction-

## Un formidable espoir contre la mucoviscidose

En agissant sur les causes de la maladie et non sur les symptômes, de nouveaux traitements améliorent sensiblement l'état des patients.



SCIEROU/STOCK-ADOBEE.COM - VOSSIRANG/STOCK-ADOBEE.COM - MELITA/STOCK-ADOBEE.COM

Plus de 80 % des malades français sont éligibles aux nouveaux traitements : dans un premier temps, 3 000 patients seront concernés, un chiffre qui montera à 5 000 une fois rendue effective l'extension de l'autorisation aux plus jeunes.

ne comme un canal qui permet l'échange de différents ions entre l'intérieur et l'extérieur de la cellule. « Lorsque son gène est muté, le canal dysfonctionne. Le mucus devient alors visqueux et collant », explique le Pr Jean-Christophe Mercier, professeur émérite de médecine et membre de la commission de transparence de la Haute Autorité de santé. Ce phénomène entraîne l'apparition des symptômes de la mucoviscidose. Au niveau pulmonaire, le mucus encombre les bronches et entraîne une toux chronique ainsi qu'une gêne et une diminution de la fonction respiratoire qui conduit à terme à une insuffisance respiratoire.

Lors de la découverte du gène, tous les efforts de recherche se sont portés sur la thérapie génique. Mais les essais cliniques se

sont révélés décevants. « Les équipes de recherche se sont alors tournées vers la thérapie protéique qui vise à corriger les défauts du canal CFTR. Une voie particulièrement complexe, car il existe plusieurs classes de mutations avec des conséquences différentes », explique le Dr Foucaud.

Dès 2012, le premier modificateur du canal CFTR, le Kalydeco, commercialisé par le laboratoire Vertex, montrait une efficacité remarquable. Mais il agit sur une mutation que l'on retrouve chez seulement 2 % des patients... Les traitements qui ont obtenu leur remboursement en juillet dernier ciblent des anomalies présentes chez plus de 80 % des malades français.

Les effets constatés, soit dans le cadre d'essais cliniques en vue de leur autorisation de mise sur

le marché, soit à titre compassionnel chez des malades à l'état très dégradé, sont spectaculaires. C'est ce que mettent en exergue les témoignages recueillis par la Haute Autorité de santé pour évaluer les médicaments : « Une résurrection ! J'étais arrivé au bout de ce que mon corps pouvait accepter. L'inscription sur liste de greffe était imminente. L'effet a été extrêmement rapide. J'ai vu l'étonnement dans les yeux des médecins en même temps que la phrase : "Je n'entends plus rien à l'auscultation, enfin si, l'air qui circule." C'est merveilleux ! », racontait l'un d'eux. « Je peux enfin respirer, courir et vivre comme les autres enfants. Je n'ai plus besoin d'oxygène et d'alimentation la nuit : c'est formi-

dable ! », rapportait un autre. Dans un premier temps, ces traitements concernent 3 000 patients puis à terme, avec l'extension d'autorisation pour les plus jeunes, autour de 5 000.

Reste à évaluer en vie réelle si ces médicaments tiennent leurs promesses, à la fois sur la qualité et l'espérance de vie des patients. « Par ailleurs, nous sommes toujours démunis pour les quelque 1 000 à 1 500 patients chez qui les mutations du gène sont telles qu'il n'y a pas du tout de production de protéine CFTR », ajoute Paola de Carli, directrice scientifique de Vaincre la mucoviscidose. Pour ces patients, les pistes de recherches s'orientent en amont de la production de la protéine. Avec notamment des traitements basés sur l'ARN messager. ■



Johnny

## Le bruit dans mes oreilles a disparu !

Johnny est à la retraite. Avec sa femme, il est très occupé à rénover sa maison et, quand il a du temps libre, il aime aller pêcher ou faire un tour au golf.

### Négligent

Mes problèmes d'oreilles ont commencé il y a environ 5 ans. J'avais fréquemment l'impression d'être au milieu du grondement de la ville alors que j'étais au beau milieu de la campagne. J'ai dû trop négliger la protection de mes oreilles, dit-il.

### 1 mois seulement

Johnny a ressenti une réelle différence un mois après avoir commencé Tone, ce qui n'est pas surprenant car ces comprimés contiennent, entre autre, du

Ginkgo qui aide à une bonne audition. Quand il est vraiment stressé ou très fatigué Johnny peut parfois entendre certains bruits, mais cela ressemble plus à un léger bourdonnement.

### Apprécier le silence

Maintenant je peux enfin apprécier le silence, dit Johnny, ce silence si particulier qui précède le lever du soleil sur la mer. Je sais aussi maintenant que toutes les publicités ne sont pas exagérées, dit-il en faisant l'éloge de Tone !

### Une invention suédoise

Sur la base des dernières avancées scientifiques, les laboratoires de recherche végétale New Nordic ont inventé tone : un comprimé aux ingrédients fortement concentrés (sarrasin, myrtilles, galanga, houblon, Vit B3, C, Magnésium) et contenant en particulier du Ginkgo qui contribue au maintien d'une bonne audition.



COMMUNIQUÉ



Disponible en pharmacie et espace diététique

tone :  
Préserver l'audition

Questions ?  
Les experts New Nordic vous répondent au 01 89 16 11 13 (tarif local) ou sur [www.vitalco.com](http://www.vitalco.com)

Tone 60 et 180 comprimés codés  
ACL 608 74 56 et 601 67 94

"Pour votre santé, mangez au moins cinq fruits et légumes par jour" [www.mangerbouger.fr](http://www.mangerbouger.fr)

# Les troubles dissociatifs de l'identité, une pathologie grave malmenée par la France

Sous-estimés en France, les TDI sont officiellement reconnus dans les pays anglo-saxons ou en Suisse.

NATHALIE SZAPIRO-MANOUKIAN

**PSYCHIATRIE** De *L'Étrange* cas du Dr Jekyll et de Mr. Hyde au héros du film *Split*, ils sont un classique de la fiction... au point que l'on se fait d'eux une idée totalement biaisée et que l'on en vient parfois même à douter de leur existence réelle... Les troubles dissociatifs de l'identité (TDI) sont pourtant bel et bien une pathologie mentale, à mille lieues de l'image que le grand public en a.

Ces troubles se caractérisent par la présence de plusieurs identités, ou «alters» (états alternatifs de conscience), qui se partagent des temps de conscience. «Ils font suite à des traumatismes complexes, c'est-à-dire répétés, installés, au point de modifier les rapports de la personne au monde : son attachement, sa réactivité, sa façon d'être, sont perturbés. La dissociation est une caractéristique forte du trauma complexe», explique le Dr Stéphanie Khalfa (laboratoire de neurosciences cognitives, CNRS-Université Aix-Marseille). En cause, un «câblage» du cerveau qui ne se fait pas normalement : «Le tout-petit dépend de ceux qui prennent soin de lui et ne pouvant pas fuir, son seul mécanisme de défense en cas de maltraitance et/ou d'abus sexuels par des proches est d'apprendre à ne pas ressentir les sensations rapportées par son corps, grâce à la dissociation. Mais le recours fréquent à ce mécanisme de défense a des conséquences sur les connexions qui s'établissent normalement entre le cerveau replet de fonctions vitales, le cerveau limbique des émotions et le néocortex qui régit les fonctions abstraites utiles à la conscience de soi et à la compréhension du monde», précise le Dr Laurence Carlier, neurologue

et psychothérapeute au CHU de Caen, et chercheuse à l'Inserm.

Contrairement aux Anglo-saxons, qui s'y intéressent depuis des décennies, la France a pris du retard : pour les malades, cela se traduit trop souvent par une errance diagnostique et/ou la prise de traitements inadaptés si un autre diagnostic est posé. «Ce trouble concerne au moins 1% de la population, soit presque autant que la schizophrénie (que ce soit aux États-Unis ou dans les pays où il est étudié)», insiste Eric Binet, psychologue clinicien, maître de conférences à l'École des psychologues praticiens et président de l'Association francophone du trauma et de la dissociation (AFTD), co-auteur du premier livre en langue française destiné aux professionnels de santé sur les TDI (*Évaluer et prendre en charge le trouble dissociatif de l'identité*, Éditions Dunod, à paraître).

« Il existe très souvent des comorbidités psychiatriques : dépression, anxiété, addictions, etc. »

ERIC BINET, PSYCHOLOGUE CLINICIEN

Reconnaître un TDI est d'autant moins évident que le principal concerné n'a généralement pas conscience de l'existence de ses alters. «Je n'ai encore jamais reçu un patient venant consulter au motif qu'il a plusieurs identités», confirme Eric Binet. Il faut d'ailleurs plusieurs entretiens pour comprendre que la souffrance pour laquelle il consulte peut être l'expression d'un TDI.

Pour poser le diagnostic, les psychologues se basent sur des questionnaires de plus d'une centaine de



Les TDI se caractérisent par la présence de plusieurs identités ou états alternatifs de conscience.

DEAGREEZ - STOCK.ADOBE.COM / PHOTOMONTAGE LE FIGARO

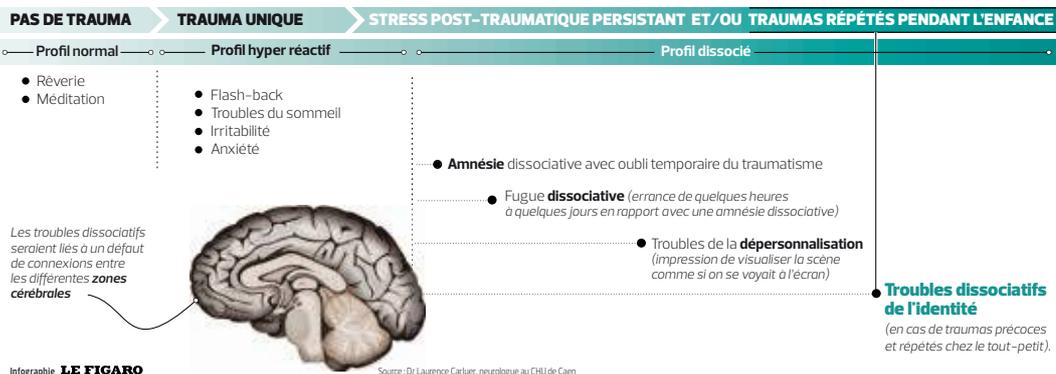
questions sur les symptômes physiques, psychiques, les relations interpersonnelles, les répercussions dans la vie quotidienne, etc.

Parmi les événements qui traduisent des pertes de mémoire inhabituelles (amnésies dissociatives) et qui peuvent alerter, il y a par exemple le fait de se retrouver à un endroit sans comprendre comment on est arrivé là. Trouver des objets chez soi sans avoir le moindre souvenir de leur achat. Tomber sur des notes dont on ne reconnaît ni l'écriture, ni le contenu. Se voir accuser d'avoir changé

d'avis sans se rappeler l'avoir donné. Remarquer des traces d'automutilations sans se souvenir de les être infligées. Oublier temporairement un savoir (comment se servir d'un ordinateur)... Parfois encore, c'est l'impression de visualiser la scène comme si on se regardait sur un écran (détachement ou dépersonnalisation) qui alerte. Un symptôme physique grave (douleur rebelle, paralysie d'un membre, pseudo-crise d'épilepsie, etc.) pour lequel aucune explication médicale n'est trouvée, est également évocateur. «Des diffi-

cultés à réguler ses émotions, avec des réponses émotionnelles extrêmes et des troubles de l'attachement, sont présentes», ajoute le Dr Khalfa. Enfin, des pensées intrusives ou des voix intérieures sont parfois entendues et peuvent être prises à tort pour des hallucinations auditives évocatrices d'une schizophrénie, avec le risque d'être traité sans résultats par neuroleptiques. «Il existe très souvent des comorbidités psychiatriques (dépression, anxiété, addictions, etc.) qui font que les soignants se focalisent sur ces problèmes», explique Eric Binet.

## La dissociation est un continuum, du bénin au trouble grave



## Comment les traumas répétés affectent le cerveau

LA DISSOCIATION est un continuum : «Tout adulte sain peut vivre une expérience dissociative sans être malade, indique le Dr Anne-Catherine Pernot-Masson, pédopsychiatre (hôpital Trousseau, Paris). En voiture par exemple, cela arrive à tous de se retrouver devant sa place de parking sans se rappeler avoir conduit : une partie du cerveau a piloté, déconnectée du reste du cerveau.» Dans ce cas, il s'agit d'une expérience isolée.

Les choses sont très différentes en cas de psychotraumatismes répétés. «Ils attaquent la capacité du cerveau à fabriquer du sens, c'est-

à-dire à intégrer les différents processus cognitifs, émotionnels, physiques, en un tout cohérent. Comme il n'existe pas de perception de soi unifiée avant 5-6 ans, des traumas répétés avant cet âge vont casser ce processus de représentation d'un tout et c'est ainsi que naissent les TDI», décrit le Dr Laurence Carlier, neurologue, psychothérapeute et chercheur à l'Inserm (CHU de Caen).

### Pathologie complexe

Cela se voit d'ailleurs à l'imagerie cérébrale, comme l'explique le Dr Stéphanie Khalfa (Laboratoire

de neurosciences cognitives, Marseille) : «Quand les traumas sont répétés et donc que le stress perdure, il y a globalement une diminution de l'activité dans le cortex préfrontal qui régule le traitement émotionnel et une augmentation de l'activité de l'amygdale chargée de détecter les menaces. L'activité de l'hippocampe qui joue un rôle dans la mémorisation du contexte, dans le temps et dans l'espace, est également abaissée, pouvant expliquer les difficultés d'ancrage, de repérage des personnes atteintes de TDI. Dans le cortex pariétal postérieur, le précuneus impliqué dans la

conscience de soi, dans l'intégration multisensorielle et dans la mémoire épisodique, est moins actif lui aussi. Or il est difficile de revenir en arrière.»

Une étude parue dans le *British Journal of Psychiatry* de 2018 suggérait que la neuro-imagerie permettrait de faire la différence entre personnes atteintes de TDI et personnes bien portantes avec une précision supérieure à celle attendue. Sans doute une voie de recherche pour raccourcir le délai nécessaire au diagnostic de cette pathologie si complexe. ■ N. S.-M.

## Réancrer le patient en de prudentes

AU VU des conséquences très sévères des TDI et de leurs liens avec les traumatismes répétés subits dans l'enfance, il y a extrême urgence à en faire beaucoup plus pour le repérage et la protection des enfants concernés, donc à risque de développer ce type de trouble. Mais la recherche doit également se poursuivre, car «à l'heure actuelle, il existe très peu d'études sur l'efficacité de thérapies, ou elles sont en cours», regrette Eric Binet, psychologue clinicien et président de l'Association francophone du trauma et de la dissociation (AFTD).

«Mais quelle que soit la thérapie engagée, c'est un processus par étapes qui est recommandé au niveau international», ajoute le psychologue. À raison d'une ou deux séances hebdomadaires, la psychothérapie a pour objectif d'aider la personne à créer une coopération entre les alters qui sont en elle, pour apprendre à vivre avec, au quotidien.

Première étape : établir une relation de confiance avec le praticien. Seconde étape : donner des outils au malade pour combattre l'anxiété (avec des exercices de relaxation, de cohérence cardiaque, etc.) et pour s'ancrer dans le présent ; «Sentir ses pieds sur le sol, ses mains posées sur le mur, se poser pour se demander quel jour on est, tous ces petits exercices peuvent contribuer à l'ancrage et sont essentiels», précise Eric Binet. Il arrive parfois qu'à cette étape, des souvenirs traumatiques refassent surface inopinément.

## fiction



Le psychologue met cependant en garde : « La présence de quelques symptômes évocateurs ne suffit pas » à diagnostiquer un TDI. « Le but n'est pas de mettre une étiquette pour une étiquette, car il n'y a pas les gens normaux d'un côté et les malades psychiatriques de l'autre, c'est un continuum, insiste aussi le Dr Anne-Catherine Pernot-Masson, pédopsychiatre attachée à l'hôpital Trousseau (Paris). Mais en reconnaissant la dissociation, on va pouvoir utiliser des outils adaptés à sa prise en charge. » ■

ent  
étapes

ment, en la perturbant : « Un regard de côté, une voix particulière (comme un robot) sont en faveur d'un alter qui s'exprime et il faut alors l'interrompre pour revenir à des exercices d'ancrage. C'est essentiel pour que l'adulte entende ce que l'enfant a vécu », rapporte le Dr Anne-Catherine Pernot-Masson, pédopsychiatre à l'hôpital Trousseau (Paris). Troisième étape : traiter les souvenirs traumatiques.

## « Risque suicidaire »

Cette troisième étape est la phase la plus délicate. Le psychologue peut faire appel au retraitement et désensibilisation par mouvement oculaire (EMDR), qui repose sur la réalisation de mouvements oculaires précis activant des zones du cerveau impliquées dans le traitement des informations reliées aux émotions. De quoi prendre de la distance. Mais dans les TDI, le recours à l'EMDR doit être beaucoup plus progressif que pour un événement traumatique unique responsable d'un syndrome post-traumatique. « Sans adaptation, cette technique pourrait s'avérer trop violente. » Il faut aussi faire très attention à la réaction du patient lors de la levée de la dissociation, et en garde le Dr Pernot-Masson : « Elle est presque toujours très douloureuse, avec un risque suicidaire élevé puisque cette dissociation avait une fonction de protection. C'est une période où la prescription d'antidépresseurs peut être nécessaire. »

N. S.-M.

1 à 1,5%

de la population serait concernée par un TDI, selon des études menées dans les pays anglo-saxons

ATTENTION  
AUX TDI  
IMITÉS

À côté des vrais TDI, il existe quelques « faux positifs » ou « TDI imités ». Rien d'étonnant à cela : ces troubles fascinent, et affirmer avoir plusieurs identités permet de braquer l'attention sur soi. « C'est néanmoins peu crédible quand une personne dit s'être autodiagnostiquée », met en garde Eric Binet, psychologue clinicien, car le patient n'a habituellement pas conscience de son trouble. Ces « TDI imités » ne doivent pourtant pas semer le doute sur l'existence des authentiques TDI. « Des études réalisées avec un groupe de patients ayant un TDI, un groupe contrôle et un groupe d'acteurs simulant le TDI, montrent que l'imagerie du groupe "simulateur" est proche de celle du groupe contrôle, mais pas des vrais TDI », confirme le Dr Laurence Carlier, neurologue, psychothérapeute et chercheur à l'Inserm (CHU de Caen). Enfin, gare aux images véhiculées dans les romans ou films de fiction : des films comme *Split*, où l'un des alters est un tueur (une éventualité exceptionnelle en réalité), viennent encore stigmatiser un peu plus les malades, alors que ce sont eux les victimes. N. S.-M.

## SANTÉ

## Rendre aux malades psychiques le contrôle de leur vie avec la réhabilitation psychosociale

**PSYCHIATRIE** Le Dr David Masson et le Pr Nicolas Franck, auteurs d'un ouvrage destiné à mieux faire connaître la réhabilitation psychosociale (*Des soins porteurs d'espoir en psychiatrie. La réhabilitation psychosociale*, Éditions Le Coudrier), nous expliquent comment cette approche thérapeutique aide les patients à mieux vivre avec la maladie.

DOCTEUR  
DAVID MASSON

• Psychiatre, responsable du centre référent de réhabilitation psychosociale CURRe Lorraine au centre psychothérapique de Nancy

PROFESSEUR  
NICOLAS FRANCK

• Psychiatre, chef de pôle au centre hospitalier Le Vinatier, à Lyon, et responsable du centre ressource national en réhabilitation psychosociale

LE FIGARO. - Qu'est-ce que la réhabilitation psychosociale ?  
David MASSON et Nicolas FRANCK. - Ce sont des outils de soins destinés à renforcer le pouvoir d'action et de décision des personnes souffrant d'une maladie psychique sévère, pour favoriser leur rétablissement. L'objectif n'est pas de guérir les malades, ni de remplacer les médicaments (qui, même si on cherche à les optimiser, restent souvent nécessaires en traitement de fond), mais de leur permettre de vivre au mieux. Les personnes atteintes d'une maladie psychiatrique n'ont pas des désirs très différents de la population générale : elles veulent travailler, avoir un toit, former une famille... Mais leurs symptômes peuvent amener beaucoup de gêne dans le quotidien. Les patients sont aussi très stigmatisés et trop souvent, eux-mêmes se perçoivent comme trop malades pour avoir une vie épanouie. On va donc mobiliser divers outils pour leur montrer qu'il y a chez eux des choses qui fonctionnent bien, qu'ils ont des capacités, et les amener à s'autonomiser pour parvenir à faire ce qu'ils souhaitent et reprendre le contrôle de leur vie. Parfois, l'objectif de la personne peut sembler dérisoire, par exemple faire un tatouage : cela n'a l'air de rien, mais il faut choisir un motif, trouver un tatoueur, disposer d'argent, planifier le trajet... Toutes les compétences requises pour réaliser ce projet pour lequel le patient est motivé pourront ensuite être mobilisées sur d'autres choses.

Cette approche s'adresse-t-elle à tous les malades ?

Cela s'adresse aux patients les plus sévères : pour le moment, le cahier des charges des agences régionales de santé prévoit de proposer le programme aux patients avec une schizophrénie, un trouble bipolaire, un trouble borderline sévère ou un trouble du spectre autistique sans déficience (ceux que l'on appelait autrefois les « autistes Asperger »). Les patients avec des troubles anxieux ou une dépression ont besoin d'être in-



La réhabilitation psychosociale permet au patient de s'approprier ses capacités pour s'autonomiser et reprendre le contrôle de sa vie.

formés sur leur maladie, parfois d'un renforcement d'une compétence cognitive, mais ils n'ont pas besoin de réhabilitation psychosociale. Elle pourrait en revanche être utile dans d'autres troubles mentaux, comme les troubles addictifs ou du comportement alimentaire. Il existe aussi des programmes pour enfants, la difficulté étant que beaucoup d'outils passent par l'écrit et que les fonctions exécutives ne sont pas mûres du tout, il faut donc raisonner par rapport à ce qui est attendu pour une tranche d'âge donnée.

Cette approche est-elle répandue en France ?

Ça existe depuis une douzaine d'années, mais cela ne fait que deux ou trois ans que c'est véritablement structuré sur toute la France. Au début, nous avons créé un réseau de centres ressources, mais nous essayons désormais d'imprégner toute la psychiatrie française. L'objectif serait que ces soins puissent être proposés à tout patient qui en aurait besoin, dans n'importe quel centre psychiatrique. La réhabilitation psychosociale est cependant encore peu connue du public : il y a quelques mois, une enquête menée sur les réseaux sociaux montrait que moins de la moitié des familles de proches de patients en avaient entendu parler, et que seuls 5% avaient pu en bénéficier !

Concrètement, comment cela se passe-t-il ?

D'abord, nous informons les patients que ça existe, et faisons en sorte qu'ils soient motivés pour demander ces soins. La réhabilitation psychosociale n'est pas quelque chose que l'on peut prescrire, il faut que le patient soit moteur. Ensuite, on fait avec lui un bilan de son projet

de vie, pour voir où il en est, quels sont les obstacles et les moyens thérapeutiques mobilisables. On va ensuite restituer cet état des lieux pour que le patient s'en saisisse, en mettant en lumière ce qui fonctionne pour qu'il puisse s'appuyer dessus. Une étape systématique est la psychoéducation, qui consiste à informer la personne et ses proches sur le trouble dont elle souffre et sur les raisons des traitements entrepris. Nous avons aussi des programmes pour réduire l'auto-stigmatisation des malades, qui passent notamment par la thérapie narrative ; cela permet aux patients de se réapproprier leur histoire. Les thérapies cognitives et comportementales visent à moduler les croyances, perceptions, émotions et comportements du patient ; il peut s'agir par exemple d'apprendre à reprendre le contrôle en cas d'hallucinations, de savoir reconnaître et exprimer des émotions, d'apprendre à participer à une conversation... Ensuite, des techniques de remédiation cognitive permettent de renforcer des capacités utiles dans la vie quotidienne. Si l'on reprend l'exemple du tatouage évoqué plus haut, réussir à s'organiser pour arriver à prendre le bus pour aller d'un point A à un point B peut être extrêmement compliqué pour certains malades. Nous allons alors proposer à la personne des exercices sur papier ou sur ordinateur centrés par exemple sur la planification, pour l'aider à trouver les stratégies qui marchent bien pour elle. Elle devra ensuite les mettre en pratique, éventuellement avec l'aide d'un proche. Ce qui est très gratifiant, c'est que plus ça fonctionne, plus les gens prennent confiance, et plus ils osent faire des choses ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
SOLINE ROY

## LE PLAISIR DES LIVRES

## Un « petit AVC » bien encombrant

PAULINE FRÉOUR @p\_freour

MARGOT TURCAT est une enseignante heureuse en couple et en famille, dont le monde s'écroule le 17 novembre 2018 au matin. Malgré son jeune âge (elle a 33 ans), un caillot de sang vient brutalement obstruer l'irrigation de son cerveau : c'est l'accident vasculaire cérébral. Ou plutôt, son « petit AVC », comme elle le surnomme avec dérision dans une bande dessinée consacrée à son histoire. Symbolisée par un petit personnage à la silhouette cérébelleuse coiffé d'un pansement, ce compagnon malencontreux sert de guide à la narration dans cet ouvrage aussi sympathique que didactique.

Avec seulement un carnet, un crayon à papier et deux feutres noirs (le seul matériel dont elle disposait à l'hôpital), la professeure d'arts plastiques a rédigé le journal de bord de sa douloureuse expérience dans le monde de l'hospitalisation, du handicap et de la dépendance. Destinée initialement à ses proches pour qu'ils comprennent

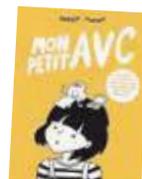
ce par quoi elle passe loin d'eux (elle va rester cinq mois en centre de rééducation), l'ouvrage trouvera par la suite une autre raison d'être : sensibiliser le grand public à cette pathologie dont on sait encore trop peu qu'elle peut aussi toucher les jeunes. C'est aussi un pied de nez à la maladie qui - c'est omniprésent dans le récit - a volé à Margot Turcat sa capacité à s'exprimer comme elle le souhaite. Les mots sortent de sa bouche dans le désordre, se mélangent, traînent... Enfer et frustration. « Le reste des séquences, je m'en foutais, mais l'aphasie, ça me hantait au plus haut point ! », explose-t-elle après une remarque maladroite d'un médecin.

## L'intime et le savant

Spontanée dans son tracé comme dans son récit, l'auteur évoque librement les sujets personnels (son bébé, ses parents, son « barbu », d'amoureux),

les relations nouées avec d'autres résidents du centre et des soignants - certaines plus épanouissantes que d'autres. Margot Turcat adopte le même ton simple pour expliquer des concepts médicaux complexes centraux dans la vie des malades (douleurs neurologiques, hémiparésie, foramen ovale perméable, sautes d'humeur...). Comme si une amie racontait ses expériences intimes, on rit avec elle des mille et un petits tracas de la cohabitation en milieu médical, et on compatit à ses baisses de moral.

Heureusement, la jeune femme ne manque pas de ressources, et l'on suit avec intérêt ses initiatives pour se rééduquer par elle-même en plus de son suivi traditionnel, en chantant sous la douche (son Everest : *Bohemian Rhapsody*, du groupe Queen) et, bien sûr, en dessinant. Un ouvrage thérapeutique à plus d'un titre.

MON PETIT AVC  
MARGOT TURCAT  
LAROUSSE

# La collection, un doudou pour adulte ?

Des timbres, des cartes postales, des figurines ou des étiquettes de boîtes à camembert... Les collections sont aussi nombreuses que les collectionneurs. Mais d'où nous vient cette passion de l'accumulation ?

SÉGOLÈNE BARBÉ

**PSYCHO** Jacques Attali accumule les sabliers, Angelina Jolie les poignards, Tom Hanks les machines à écrire... Chez les stars comme chez les anonymes, la collection à la cote : en 2021, près de 40 % des Français en complètent une et 79 % en ont tenu au moins une au cours de leur vie, selon une étude eBay/Ifof parue en avril 2021. Objets les plus prisés : pièces de monnaie, timbres, cartes postales, disques vinyles ou figurines... Mais pourquoi sommes-nous si nombreux à amasser des séries d'objets hétéroclites qui n'ont souvent pas grande utilité ni valeur monétaire ? Jusqu'à quel point cette passion un peu obsessionnelle nous est-elle bénéfique ?

« On collectionne pour posséder, dominer, maîtriser, c'est-à-dire imposer ses vues sur un corpus qui, par construction, ne pourra être soumis qu'à son "créateur" », analyse Marc Verspyck, consultant financier et passionné par le sujet auquel il vient de consacrer un livre (*Dans la même collection, histoires de collectionneurs d'hier et d'aujourd'hui*, L'Harmattan,

2021). En amassant des objets, on remplit un vide, on se rassure, on décroche des galons d'expert dans un domaine qui n'appartient qu'à nous. La collection nous apprend aussi la patience, le temps long, par opposition au zapping et aux moments fragmentés qui occupent souvent nos vies quotidiennes : sorte de refuge, elle représente une occupation de longue haleine - gage d'une certaine stabilité - à laquelle on peut revenir dès qu'on le souhaite. « C'est aussi un moyen de laisser une trace, de fixer et de transmettre quelque chose du passé, à travers des objets qui, contrairement à nous, ne vieilliront jamais », suggère Marc Verspyck.

## Créer des liens

Pour le psychanalyste américain Werner Muensterberger, auteur de *Collectionneur, anatomie d'une passion* (1996, Payot), la collection serait à l'adulte ce que le doudou est à l'enfant : une manière de colmater une angoisse liée au rejet ou à l'éloignement des parents pendant l'enfance, « une manœuvre défensive avant pour but initial de transformer la déstabilisation et le sentiment d'impuissance en action visant un ob-



On est collectionneur ou on ne l'est pas. C'est pour cela que c'est une passion difficile à comprendre pour les autres. **HUBERT VAN GIJSEGEM, PSYCHOLOGUE**

jectif ». Elle est aussi parfois une manière de revivre avec nostalgie les premières années de notre vie, lorsque amasser, regrouper et trier des objets nous permettait de comprendre le monde qui nous entourait, d'en prendre « possession ». Lui-même collectionneur et auteur de *La Psychologie du collectionneur* (Groupéditions, 2014), le psychologue Hubert Van Gijsegem estime pour sa part que le collectionnisme est inné : « On est collectionneur ou on ne l'est pas. C'est pour cela que c'est une passion difficile à comprendre pour les autres, et impossible à transmettre à ses enfants s'ils n'en ont pas le goût », assure celui qui indique aussi que sur dix collectionneurs, neuf sont des hommes. La collection, une passion masculine ?

Hubert Van Gijsegem distingue deux principaux profils de collectionneurs : les « insecure »,

qui cherchent à faire taire un manque, et les grands narcissiques pour qui les objets collectionnés sont autant de miroirs, de doubles de soi. Certains amassent leurs trésors en secret, d'autres aiment les exhiber... « Comme le disait Sacha Guitry, il y a les collectionneurs "placard" et les collectionneurs "vitrine" », s'amuse le psychologue. La majorité appartient à la seconde catégorie : beaucoup utilisent leurs collections comme une occasion de contacts, de voyages... » En faisant découvrir aux autres ses objets fétiches, on dit aussi quelque chose de soi, de ses souvenirs, de ses passions. Collectionner permet souvent de créer des liens avec d'autres passionnés, de se sentir appartenir à une communauté.

Mais entre la passion et l'obsession, la frontière est parfois ténue. Auteur d'une thèse de doctorat sur le collectionnisme en 1921, le

psychiatre Henri Codet discernait déjà chez les collectionneurs une certaine « pathologie du classement ». Obsédés par leurs prochaines trouvailles, devenus incapables de travailler à autre chose qu'à leur collection, certains souffrent même de « syllogomanie », ou « thésaurisation pathologique », un trouble de la personnalité qui se caractérise par l'accumulation excessive d'objets inutiles. Et même lorsqu'elle n'a rien de pathologique, la collection est une passion encombrante et intrusive, qui peut jouer les troubles-fêtes au sein du foyer : source de dispute conjugale pour 32 % des couples, elle aurait même mené 7 % d'entre eux à la rupture, selon l'étude eBay/Ifof. Parmi les motifs de friction : la place qu'elle occupe dans le logement, son impact sur la décoration intérieure... ou le budget qui lui est consacré. ■

# À quoi sert de porter un appareil dentaire ?

Souvent perçue comme un moyen d'arborer un beau sourire, l'orthodontie permet surtout de traiter des problèmes de fond.

CÉCILE THIBERT  
@CecileThibss

**DENTS** C'est un peu devenu un passage obligé à l'adolescence : chaque année, des dizaines de milliers d'enfants et d'adolescents ressortent du cabinet d'un orthodontiste avec un appareil dentaire, selon la Fédération française d'orthodontie. S'ensuit une période d'un à trois ans souvent pénible, parfois douloureuse et assez disgracieuse. Mais avec à la clé la promesse faite à ces jeunes d'un visage et un sourire plus harmonieux. Car pour les adolescents comme pour leurs parents, c'est souvent l'intérêt esthétique qui prime, au-delà de toute considération thérapeutique. Or, des critères très précis doivent conditionner la pose d'un appareil dentaire.

## « Un diagnostic précis »

« Chez l'enfant et l'adolescent, l'esthétique n'est pas la finalité du traitement, d'autres bénéfices sont attendus en premier lieu, confirme le Dr Alain Béry, docteur en chirurgie dentaire et spécialiste qualifié en orthopédie donto-faciale. Il ne s'agit pas uniquement d'aligner les dents et les mâchoires, mais aussi d'améliorer la qualité de vie du patient en lui permettant de traiter des troubles fonctionnels tels que la déglutition, la respiration, la mastication, l'occlusion et le sommeil. » Surtout, précise le praticien, « la pose d'un appareil n'est pas systématique et doit découler d'un diagnostic précis ».

Prenons l'exemple de la déglutition. Dans les premières années de vie, l'enfant a recours à une déglu-



tion primaire : au moment d'avaler, la langue s'interpose entre les incisives du haut et du bas. Celle-ci doit normalement laisser place, vers l'âge de 5 ou 6 ans au plus tard, à la déglutition secondaire, où adulte : les mâchoires sont serrées, la langue s'éleve contre le palais pour pousser les aliments vers le fond de la bouche. Mais il arrive fréquemment que le passage d'une déglutition à l'autre ne se fasse pas correctement et cela peut entraîner tout un ensemble de répercussions néfastes : mâchoires étroites et/ou qui ne s'emboîtent pas, dents en avant (poussées par la langue) et respiration par la bouche, laquelle va à son tour entraîner un mauvais développement des mâchoires et d'autres troubles (comme l'apnée du sommeil). En effet, ce type de respiration va faire que la langue se place en position basse dans la bouche, or la po-

sition haute de la langue (permise par la respiration nasale) permet au palais de s'élargir avec le temps.

Bref, toutes ces mauvaises habitudes - qui passent très souvent inaperçues mais finissent par se voir sur le sourire - peuvent être corrigées grâce à l'intervention conjointe d'un orthophoniste et d'un orthodontiste. Le premier aidera dans un premier temps à rétablir une respiration et une déglutition normale, permettant ensuite au second de redonner leur place aux dents et aux mâchoires.

Autre avantage d'un traitement orthodontique : des dents alignées sont plus faciles à brosser que des dents mal mises, ce qui diminue le risque de carie. À terme, cela contribue également à la protection des gencives et donc prévient le risque de déchaussement dentaire. Un traitement orthodontique peut également permettre

Au-delà de questions d'ordre esthétique, il s'agit en priorité d'améliorer la déglutition du patient, sa respiration, sa mastication ou encore son sommeil. **LIGHTFIELD STUDIOS / STOCK.ADOBE.COM**

d'empêcher la perte des dents de devant lors d'une chute quand celles-ci sont en avant.

De façon générale, il faut garder en tête que l'orthodontie est un traitement préventif qui vise à éviter des interventions plus lourdes à l'âge adulte, comme l'extraction de dents définitives. Un traitement orthodontique peut débuter dès 3 ans jusqu'à l'âge adulte, mais certains types d'anomalies peuvent être prises en charge relativement tôt dans l'enfance tandis que d'autres peuvent attendre l'adolescence. L'idéal est cependant de le faire avant la fin de la période de croissance, c'est-à-dire pendant l'enfance ou l'adolescence. Si cet âge est dépassé, la correction du défaut reste possible, mais sera plus complexe.

## Des effets indésirables

En outre, les soins ne sont (sauf rares exceptions) pris en charge par l'Assurance-maladie que lorsqu'ils débutent avant le seizième anniversaire du patient, à hauteur de 193,50 euros par semestre dans la limite de trois ans de traitement. La période de contention, c'est-à-dire la consolidation des résultats préalablement obtenus grâce à l'appareil dentaire, est prise en charge pour deux ans. Les coûts restants peuvent faire l'objet d'une prise en charge totale ou partielle de la part de la mutuelle. Pour les adultes, qui représentent un peu moins d'un tiers des consultations, selon la Fédération française d'orthodontie, le traitement n'est pas remboursé et il faut compter entre 600 et 1200 euros par semestre (les honoraires sont fixés librement par l'orthodontiste).

Comme toute intervention médicale, l'orthodontie n'est pas anodine et peut entraîner des effets indésirables. « Lorsque l'on a des bagues sur les dents, cela peut favoriser l'accumulation de bactéries en raison d'une difficulté à bien les brosser, explique le Dr Alain Béry. Ces bactéries produisent de l'acide capable de détruire l'émail, ce qui aboutit à l'apparition de taches blanches. » La période pendant laquelle le jeune porte son appareil dentaire est également propice à l'apparition de caries et à l'inflammation des gencives. « Pour éviter cela, il faut suivre scrupuleusement les recommandations de brossage », poursuit le praticien. Les traitements orthodontiques peuvent aussi endommager les racines des dents, en raison de la force exercée sur ces dernières. « Les dents peuvent bouger un peu, c'est normal, mais cela ne signifie pas qu'elles risquent de tomber. Au contraire, ces traitements doivent permettre de les garder le plus longtemps possible », souligne le Dr Béry.

Enfin, il peut y avoir des récidives après le traitement : les dents peuvent progressivement revenir à leur position initiale. « En orthodontie, le plus dur n'est pas de corriger une position, mais de la maintenir », prévient le Dr Béry. D'où la nécessité de porter des appareils de contention (fixes ou amovibles) plusieurs années après la fin du traitement actif, voire toute la vie. « Tout cela doit être bien exposé au patient et à ses parents dès le départ. Une information claire et transparente est primordiale pour obtenir son consentement et sa coopération », conclut le praticien. ■



**RTL**

**REVIVRE ENSEMBLE**

# La chute du plus puissant narcotrafiquant colombien

« Otoniel » était le principal fournisseur de cocaïne des cartels de la drogue mexicains.

PATRICK BÉLE pbele@lefigaro.fr

**NARCOTRAFIC** Dario Antonio Usuga, alias Otoniel, a été arrêté ce samedi 23 octobre dans la région de Necoclí dans le nord-ouest de la Colombie, près de la frontière avec le Panama. Sur les images diffusées par les autorités colombiennes, Otoniel apparaît serein, entouré des policiers qui lui ont passé les menottes. 500 militaires et 22 hélicoptères auraient été mobilisés pour cette capture que le président Ivan Duque présente comme « la plus importante » depuis que Pablo Escobar est mort sous les balles de la police.

Depuis des mois, le chef du Clan del Golfo, était traqué par la police et l'armée colombienne. Il a vécu de nombreuses années sans être inquiété dans les nombreuses résidences qu'il possédait en Colombie. Il avait dû depuis plusieurs mois quitter le confort douillet de ses maisons, craignant un bombardement par l'armée colombienne. Se sachant traqué, il changeait de lieu de résidence chaque jour jusqu'à finir par se réfugier dans la forêt de la région de Necoclí, sans téléphone, ni contacts extérieurs. Il ne communiquait avec ses troupes que par l'intermédiaire de clés USB ou de messages écrits sur papier, les services de renseignement

colombiens étant connus pour leur efficacité.

Selon les autorités colombiennes, la traque contre lui l'avait contraint à dormir à même le sol au milieu de la forêt sans accès à l'eau, ni contacts avec sa famille. Il aurait été localisé en raison d'une insuffisance rénale : il se faisait livrer ses médicaments par des proches que la police a réussi à suivre. Pourtant, les images de sa capture montrent un homme bedonnant, habillé correctement et apparemment peu angoissé à l'idée de comparaître devant la justice de son pays. Ultime bravade du plus important trafiquant de drogue de Colombie ? Ou signe que les choses ne se sont pas passées exactement comme les autorités colombiennes le racontent ?

## Ancien guérillero

La vie de Dario Antonio Usuga témoigne de l'histoire agitée de la Colombie. Ses premiers faits d'armes sont associés à un groupe de guérilla, l'Armée populaire de libération (EPL). Ce groupe se démobilise en 1991 à l'occasion des premiers accords de paix que le gouvernement colombien signe avec plusieurs guérillas. Une nouvelle Constitution sera écrite à cette occasion.

De nombreux hommes politiques influents aujourd'hui ont été membres de guérillas, comme Gustavo Petro, an-



Des membres de l'armée colombienne escortent Dario Antonio Usuga (au centre) après sa capture, le 23 octobre, à Bogota.

ancien du M19 démobilisé en 1991 et actuellement en tête des sondages pour la présidentielle qui se déroulera l'année prochaine. Dario Antonio Usuga suivra une route très différente. Après avoir quitté son mouvement de guérilleros, il se rapproche rapidement des paramilitaires des ACCU (Autodéfensas campesinas de Córdoba y Urabá) dont l'objectif est de lutter contre les guérillas encore en activité dans le pays et en premier lieu les Farc. Les exactions commises par ces paramilitaires souvent proches d'hommes politiques influents comme l'ancien président Alvaro Uribe, ont provoqué la mort de milliers de paysans.

Parallèlement à la lutte antiguérilla, les Autodéfensas se sont mis au service des grands propriétaires terriens pour chasser ou soumettre les petits paysans.

Sous la présidence d'Alvaro Uribe, les chefs paramilitaires ont signé des accords de démobilisation. Ces groupes armés n'ont pas disparu sur le terrain mais ont souvent réorienté leurs activités vers le trafic de drogue. Les accords de paix entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et la guérilla

des Farc en 2016 ont libéré de vastes territoires souvent plantés de coca que ces groupes armés se sont empressés d'investir. Le clan del Golfo avait acquis un poids essentiel ces dernières années dans le trafic de drogue, se substituant aux Farc.

Si cette capture est importante, la comparaison faite par le président Ivan Duque avec la mort de Pablo Escobar semble excessive. Quand Escobar tombe, c'est lui qui est à la tête du trafic international de cocaïne. Désormais, le trafic de cocaïne mondial est géré par les cartels mexicains et les mafieux colombiens, comme Dario Antonio Usuga, ne sont que les employés de ces puissants groupes mexicains.

La mort de Pablo Escobar n'avait pas mis fin au trafic de cocaïne en provenance de Colombie. La capture d'Otoniel ne changera rien. Comme le disait l'ancien président colombien Juan Manuel Santos dans les colonnes du *Figaro* il y a quelques mois : « Chaque criminel extradé est remplacé ; chaque hectare éradiqué est replanté. La stratégie de tout répressif a échoué. » ■

## EN BREF

### Yémen : 264 rebelles tués en trois jours près de Marib

La coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen a affirmé dimanche avoir tué ces trois derniers jours dans des raids aériens plus de 260 rebelles houthises près de la ville stratégique de Marib. Dernier bastion des forces gouvernementales dans le nord du Yémen, dont la majeure partie est sous contrôle houthise, Marib est depuis février au cœur d'une bataille sanglante qui s'est intensifiée ces dernières semaines avec les avancées des rebelles face aux forces loyalistes soutenues par la coalition. « Trente-six véhicules militaires ont été détruits et plus de 264 terroristes ont été éliminés », a indiqué la coalition.

# Erdogan durcit le bras de fer avec l'Occident

Le président turc a annoncé l'expulsion d'une dizaine d'ambassadeurs occidentaux, dont ceux de la France, de l'Allemagne et des États-Unis.

ANNE ANDLAUER  
ISTANBUL

**TURQUIE** Dans les capitales occidentales et au sein de leurs chancelleries installées en Turquie, la nouvelle a choqué ceux qui s'étaient pourtant habitués aux affronts de Recep Tayyip Erdogan. Elle signale qu'une nouvelle étape a été franchie dans ce pays devenu imprévisible, dont la politique étrangère semble dépendre plus que jamais des aléas de sa politique intérieure.

Samedi, devant une foule de partisans, le chef de l'État turc a annoncé que dix ambassadeurs devaient plier bagage « au plus vite ». « J'ai donné des instructions (...) pour que ces dix ministres des Affaires étrangères... pour que ces ambassadeurs soient déclarés persona non grata, a-t-il déclaré, commettant un lapsus. Ils vont connaître la Turquie, la comprendre... Sinon, ils la quitteront ! »

Les ambassades en question, parmi lesquelles celles de France, des États-Unis, d'Allemagne, des Pays-Bas et du Canada, avaient publié en début de semaine dernière une lettre appelant Ankara à respecter un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme réclamant la libération d'Osman Kavala. Cet homme d'affaires et philanthrope de 64 ans, né à Paris, est incarcéré depuis quatre ans sans condamnation. La justice et le pouvoir l'accusent d'avoir financé les manifestations du parc Gezi en 2013 et d'avoir joué un rôle dans le coup d'État manqué de 2016, ce qu'il dément, dénonçant inlassablement un dossier vide de preuves.

Selon la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, une fois que les ambassadeurs auront été officiellement déclarés « persona non grata », leurs pays

respectifs devront les rappeler. L'agence de presse indépendante Anka affirme que pendant plusieurs jours, des responsables du ministère des Affaires étrangères sont intervenus auprès de leur ministre pour qu'il tente de dissuader Recep Tayyip Erdogan. En vain, à l'évidence.

Une telle décision, inédite dans l'histoire diplomatique de la Turquie, a des conséquences sur ses relations avec les pays concernés, mais aussi sur sa fragile économie. Sept de ces États sont membres de l'Otan, comme l'est aussi la Turquie. Parmi eux, l'Allemagne est son principal partenaire commercial, les Pays-Bas sont la première source d'investissements étrangers dans le pays depuis 2003, et les États-Unis restent son premier fournisseur d'armes.

### Corde nationaliste

Recep Tayyip Erdogan, loin d'apaiser des relations déjà tendues - comme certains l'avaient espéré -, continue en fait d'exploiter les tensions et le sentiment anti-occidental d'une partie de ses concitoyens. Raison pour laquelle il a annoncé sa décision devant des partisans, en direct à la télévision, et non par des voies diplomatiques. Tout son discours jouait sur la corde nationaliste. « Ou vous croyez-vous ?, a-t-il lancé aux diplomates. Ici, c'est la Turquie ! Ce n'est pas un État tribal ! C'est la glorieuse Turquie ! »

L'opposition l'accuse de chercher à détourner les Turcs de leurs problèmes économiques, notamment l'inflation et le chômage élevés. Au pouvoir depuis bientôt dix-neuf ans, Recep Tayyip Erdogan assiste à une érosion inédite de sa base électorale, qui compromet ses chances de réélection. Le prochain scrutin législatif et présidentiel aura lieu en juin 2023, à moins qu'il ne soit avancé. ■



6,90 €

NOUVEAU

En vente chez votre marchand de journaux et sur boutique.lefigaro.fr

madame FIGARO

# Fabio Quartararo, le jour de gloire est arrivé

À 22 ans, le Niçois est devenu le premier Français champion du monde dans la reine des compétitions moto.

CÉDRIC CALLIER | ccallier@lefigaro.fr

**MOTO** Des larmes de joie, symbole d'un bonheur immense. « Je n'ai pas les mots, je n'arrive pas à réaliser », lâchait Fabio Quartararo au micro de Canal+. À 22 ans, le Niçois venait tout juste de devenir le premier Français champion du monde de la catégorie reine, le MotoGP. Une consécration survenue dimanche, lors du Grand prix d'Émilie-Romagne, au terme d'un scénario complètement fou, sur une chute de son ultime rival, Francesco Bagnaia, à cinq tours de l'arrivée alors que la victoire paraissait promise à l'Italien. En difficulté tout le week-end, Fabio Quartararo, lui, a échoué au pied du podium (4<sup>e</sup>), après une belle remontée cependant, lui qui était parti de la 15<sup>e</sup> place sur la grille. « Je n'ai pas réussi à faire la course que je voulais mais je suis champion du monde, c'est incroyable », confiait-il cependant. « Quand j'ai franchi la ligne, j'ai perdu le contrôle. C'était mon plus grand rêve et je l'ai réalisé. » Deux courses avant la fin, donc, puisque avec ses 65 points d'avance, il ne peut plus être rattrapé ni contesté.

Néanmoins, s'il a dominé cette saison de la tête et des épaules, comme avait pu le faire ces dernières années Marc Márquez avant sa sérieuse blessure de l'an passé, Fabio Quartararo a dû passer par des étapes plus délicates avant cette consécration sur le plan personnel. Notamment lors de ses deux années en Moto2, en 2017 et 2018, qu'il a terminées au 13<sup>e</sup> puis au 10<sup>e</sup> rang mondial. Loin de ses ambitions initiales. Surtout lors de sa première saison, dont se souvient Christian Sarron, champion du monde 250 cm<sup>3</sup> en 1984 : « Il avait intégré l'équipe de Sito Pons, qui était alors sans doute la meilleure du plateau, et son meilleur résultat avait été une 7<sup>e</sup> place lors de son premier grand prix au Qatar. Ensuite, il n'était pas parvenu à faire mieux et on pensait alors qu'il avait du mal à s'adapter aux catégories supérieures, comme cela était arrivé à de nombreux autres pilotes talentueux. » Une saison d'autant plus délicate que son coéquipier, Franco Morbidelli, décrochait, lui, le titre.

Un grand écart en termes de résultats qui aurait pu briser la suite de sa carrière et l'envoyer directement au cimetière des grands talents sans avenir. Mais Quartararo n'est pas du genre à renoncer à son rêve. Et il a un avantage : celui d'être bien entouré, comme le rappelle Sarron fort justement : « Je me souviens de l'avoir rencontré pour la première fois quand il avait 15 ans et qu'il allait débiter en Moto3 au Qatar. Il m'avait agréablement surpris car malgré son jeune âge, j'ai senti qu'il était extrêmement déterminé, qu'il savait où il voulait aller et ce qu'il devait faire pour y parvenir. En plus, il était déjà extrêmement bien encadré avec un coach sportif, un psychologue, un diététicien... Il avait toute une équipe autour de lui, ce qui avait impressionné l'autodidacte que j'avais été dans ma carrière. Certains avaient décidé de miser sur



Fabio Quartararo célèbre son titre de champion du monde après le Grand Prix d'Émilie-Romagne, dimanche, à Misano Adriatico. ANDREAS SOLARO / AFP

lui très tôt en pressant qu'il avait un talent particulier. »

Des fidèles au premier rang desquels on retrouve son manager, Éric Mahé, qui a œuvré pour lui trouver une place en MotoGP. Du côté de Yamaha et de Petronas, au sein de leur équipe satellite. « Que Petronas lui propose une place en MotoGP avait été surprenant car il sortait de plusieurs saisons lors desquelles il avait connu des hauts mais aussi beaucoup de bas », remet dans le contexte Christian Sarron. « On ne voyait pas très bien pourquoi une telle chance lui était donnée, même si on le savait talentueux. » Et c'est à ce moment précis que la carrière du Niçois, alors âgé de 20 ans, allait brusquement décoller pour atteindre des sommets. Sur une moto, la M1, pourtant vivement critiquée par Valentino Rossi et Jorge Lorenzo, tous deux champions du monde, Quartararo allait rapidement pouvoir exprimer son potentiel lors d'une saison 2019 qu'il terminait à la 5<sup>e</sup> place au classement général. Avec au passage cinq deuxièmes places et une pole position à Jerez le 4 mai qui faisait de lui le plus jeune pilote de l'histoire à réaliser une telle performance, détrônant ainsi Marc Márquez. « Sa saison de référence », selon les propres termes d'Éric Mahé.

Dans la foulée, il débutait l'exercice 2020 par deux victoires en deux courses, ce qui mettait fin à une disette de vingt ans - depuis le succès de Régis Laconi au Grand Prix de Valence le 19 septembre 1999 - pour la France dans la reine des compétitions moto. Après un tel début de saison, tout le monde le

propulsait alors en candidat au titre, ce qu'une seconde moitié de saison difficile venait contrecarrer. Au final, il échouait au 8<sup>e</sup> rang d'une saison tronquée par le contexte sanitaire et rendue délicate pour lui par des problèmes techniques sur sa monture. Un acte manqué, qui ne remettait cependant « rien en cause pour la suite », comme le précisait Éric Mahé. À juste titre puisque vingt 2021, une saison où il est apparu « en totale maîtrise alors qu'auparavant il avait un caractère explosif, il laissait transparaître toutes ses émotions, il criait... », analyse Olivier Jacque,

« Fabio a su tirer les leçons de ses saisons précédentes et il a réussi à corriger ses erreurs. »

OLIVIER JACQUE, CHAMPION DU MONDE 250 CM<sup>3</sup> EN 2000

champion du monde 250 cm<sup>3</sup> en 2000. « C'était sympa à voir mais parfois cela lui faisait perdre un peu ses moyens. Là, il a radicalement changé. Il a vraiment su tirer les leçons de ses saisons précédentes et il a réussi à corriger ses erreurs. Si bien que cette saison, il a réuni tous les ingrédients nécessaires pour mener un championnat et aller jusqu'au bout pour remporter le titre. »

Maintenant, s'il est le premier champion du monde français de l'histoire de la MotoGP, Quartararo n'en demeure pas moins un pur produit de l'école... espagnole. À l'image, d'une certaine façon,

d'Antoine Griezmann en football. « On va s'approprier son succès, mais il a fait toutes ses gammes en Espagne », rappelle Olivier Jacque. « Il a effectué tout son apprentissage dans les championnats espagnols de jeunes, qui ont un super niveau. C'est plus ou moins pareil pour Johann Zarco, qui a fait ses classes en Italie, je crois. On se rend compte que nous avons d'excellents pilotes en France, sauf qu'il faudrait une filière mieux adaptée pour pouvoir sortir nous-mêmes les jeunes talents, sans attendre qu'ils se forment ailleurs. C'est triste de voir qu'un jeune pilote talentueux en France doive partir à l'étranger s'il veut un jour atteindre le meilleur niveau. »

Pour Christian Sarron, peut-être que ce premier titre mondial pourra changer la donne. Au moins en partie. « Ce que réalise Fabio aide énormément car cela entraîne plus de retombées médiatiques autour de lui, et donc autour de la moto. Cela peut générer des vocations chez des jeunes garçons. Mais il reste le problème du manque de moyens de la Fédération française de motocyclisme, qui, en plus, ne fait pas grand-chose pour le secteur de la vitesse. Du coup, si vous voulez percer et vous faire remarquer, c'est en Espagne que vous devez aller. Cela, il faudra des années pour que ça change, même avec le titre de Fabio. » Ou peut-être les titres, car le champion du monde de 1984 veut croire en un futur radieux pour Quartararo. « Il a été excellent toute la saison et je pense qu'il va continuer à l'être pendant encore pas mal de saisons. Il va continuer de progresser et il va rester l'homme à battre. » ■

## 1<sup>re</sup> JOURNÉE LIGUE 1

ST.-ÉTIENNE (20)	2-2	ANGERS (6)
NANTES (7)	2-1	CLERMONT (14)
LILLE (10)	1-1	BREST (18)
NICE (3)	3-2	LYON (9)
LENS (2)	4-1	METZ (19)
LORENT (11)	1-1	BORDEAUX (17)
REIMS (16)	1-2	TROYES (15)
RENNES (4)	1-0	STRASBOURG (12)
MONACO (8)	3-1	MONTPELLIER (13)
MARSEILLE (5)	hier	PARIS SG (1)

## EN BREF

### L1 : Nice reverse Lyon

Nice a arraché devant son public une victoire renversante sur Lyon, 3 à 2, après avoir été mené 2 à 0 jusqu'à la 80<sup>e</sup>, lors de la 11<sup>e</sup> journée de L1. Même amputée d'une tribune complète, l'Allianz Riviera (25 000 spectateurs) a rugi de plaisir quand, dans les arrêts de jeu, l'attaquant Evann Guessand, tout juste entré à l'offert (90<sup>e</sup> + 3) la victoire à l'OGCN.

### Ski : rentrée par la grande porte pour Odermatt

Le Suisse Marco Odermatt, étoile montante du ski, a remporté le géant inaugural de Sölden, confirmant d'emblée qu'il serait un rival redoutable pour détrôner le numéro 1 mondial, Alexis Pinturault, 5<sup>e</sup> de cette course de rentrée. Mikaela Shiffrin a remporté sa 70<sup>e</sup> victoire en Coupe du monde (Tessa Worley a terminé 8<sup>e</sup>).

### Top 14 : Bordeaux, Stade Français et Clermont, valeurs en hausse

Toulouse a récupéré les rôles du Top 14 après avoir assommé Castres, samedi, lors de la 8<sup>e</sup> journée qui confirme le regain de forme du Stade Français, vainqueur de son troisième match consécutif. De Bordeaux-Bègles sans pitié et d'un Clermont à réaction. Les Auvergnats se sont métamorphosés à la pause pour battre Pau. Le demi de mêlée Morgan Parra a vu s'arrêter à son record de coups de pied consécutifs réussis.

## 8<sup>e</sup> JOURNÉE TOP 14

BIARRITZ (12)	37-9	BRIVE (8)
CLERMONT (6)	42-20	PAU (11)
BORDEAUX-B. (2)	39-13	PERPIGNAN (14)
ST. FRANCOIS (9)	23-18	LYON (3)
RACING (4)	21-32	MONTPELLIER (7)
TOULOUSE (1)	41-0	CASTRES (5)
LA ROCHELLE (10)	hier	TOULON (13)

## En moto, la vitesse ne fait pas (toujours) le bonheur

177 CENTIMÈTRES et 66 kilos. Telles sont les mensurations officielles de Fabio Quartararo, selon le site de la MotoGP. De quoi en faire un poids welter en boxe, mais, sans vouloir lui manquer de respect, son gabarit n'a rien d'herculéen. Pourtant, c'est bien avec cet archétype de « M. Tout-le-Monde » que le Niçois de 22 ans est devenu champion du monde en devenant à dompter le monstre à deux roues qu'est sa Yamaha M1.

Soit un moteur de 1000 cm<sup>3</sup>, développant une puissance de plus de 240 chevaux et une vitesse de pointe pouvant dépasser les 350 km/h. Et encore, la moto japonaise n'est pas la plus rapide du paddock... Ce mérite revient conjointement à Ducati et à la surprenante KTM puisque le re-

cord de vitesse a été battu par le Français Johann Zarco (Ducati) au Qatar en début d'année avec une pointe en ligne droite mesurée à 362,4 km/h, avant d'être égalé le 29 mai dernier par le Sud-Africain Brad Binder (KTM) au Grand Prix d'Italie. Avec leurs longues lignes droites, les circuits de Losail (Qatar) et Mugello (Italie) se prêtent à ce type de performances, qui permettent de bien se rendre compte de l'évolution des machines ces dernières années.

Le mur des 360 km/h - qui représente symboliquement 100 mètres parcourus par seconde - paraissait être une limite insurmontable. Valentino Rossi, du haut de ses neuf titres mondiaux dont six en MotoGP, avait fait part

de ses craintes sur le sujet quand le record est tombé : « Pour moi, 330 km/h, c'était déjà dangereux. Voir qu'aujourd'hui on atteint les 360 km/h, c'est juste incroyable ! Tous les fans de sport mécanique sont forcément très excités par ces chiffres parce que c'est impressionnant, mais cette vitesse pose un certain nombre de questions. »

### Le bon équilibre

Même si elle est un facteur très important dans la performance, la vitesse n'est pas une garantie de succès. Quartararo en a fait la preuve cette saison en remportant le titre tout en restant loin de cette lutte pour le record. « Je suis très bien que je ne battrais pas le record de vitesse

au guidon de la Yamaha, car ce n'est pas sa force principale. Mais l'important, c'est d'avoir un bon feeling sur la moto, d'avoir une bonne adhérence sur la piste, d'être rapide et à l'aise dans les virages. » Bref, d'avoir un bon équilibre biologique.

Quant à la sécurité des motards, Zarco avait confié au Figaro en avril dernier ne pas être un défenseur d'imposer des limites. « Dans les années 1970, les motos atteignaient déjà les 250 km/h, ce qui était jugé fou au vu des technologies utilisées pour les freins, le châssis ou, encore pire, les pneus qui étaient des bouts de bois. Aujourd'hui, nous avons la chance de disposer d'un matériel qui encaisse le choc et nous pouvons nous permettre d'atteindre de tels records. » ■ C.C.

# 18 LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

par courriel [carnetdujour@media.figaro.fr](mailto:carnetdujour@media.figaro.fr)

par téléphone 0156 52 27 27

## deuils

Mme Claude Barba, son épouse, Patrick et Juliette, Gendrine et Guillaume, ses enfants et beaux-enfants, Amélie, Côme, Pauline, Camille, Achille et Elliot, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Claude BARBA**

survenu le 22 octobre 2021, à l'âge de 93 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Grâce-de-Passy, à Paris (16<sup>e</sup>), le mercredi 27 octobre 2021, à 10 heures.

Sœur Monique, Pierre Barry de Romanet, ses enfants, et sa famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Micheline BARNY de ROMANET** née Loriot de Rouvray,

le 15 octobre 2021.

Elle a rejoint dans la Paix du Seigneur son époux, **Jacques Barry de Romanet**

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

44, rue des Abbesses, 75018 Paris.

Bourges (Cher).

M. Jacques Defontaine, veuf de Suzanne Grabek (†), son époux en secondes nocces, M. Willy Seynhaeve (†), son époux en premières nocces,

Stéphane et Solène Seynhaeve-Chaleur, Alain et Emilie Seynhaeve-Chablin, Jean-Marc Seynhaeve et Margaux Lamarque, ses enfants, Marine, Maud, Anne-Flore, Gauthier, Lisolotte, Judith, ses petits-enfants,

Patrick et Françoise Defontaine, Annick et Christian Bonhomme-Defontaine, Christiane Defontaine, ses beaux-enfants, et leurs enfants et petits-enfants,

Maria et Raoul Vandewege-Bruynooghe, Jef Bruynooghe (†), Lieve et Jan Thurman-Bruynooghe, Frans Bruynooghe (†) et Marie-Jeanne Dehaene-Bruynooghe, Josiane Bruynooghe-Vannootte (†), Kaatje et Michel Vernimme-Bruynooghe, Jan et Does Bruynooghe-Vandriessche, Hildegarde Bruynooghe (†), Grietje Bruynooghe et Gérard Moerman, Pieter Bruynooghe, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs de Belgique et leurs enfants et petits-enfants

ont la douleur de faire part du décès de

**Kristin DEFONTAINE-BRUYNOOGHE**

survenu le 22 octobre 2021, à l'âge de 75 ans, à Bourges, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame, à Bourges, le jeudi 28 octobre 2021, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Antony, près de son époux Willy Seynhaeve, le vendredi 29 octobre 2021, dans la stricte intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes, des dons aux Petites Sœurs des Pauvres. [jacdef9@gmail.com](mailto:jacdef9@gmail.com)

Michel Corblot, son père, Kathleen Corblot, sa sœur,

ses enfants, Natacha Mérida, sa fille, et son époux, Cyril Corblot, son fils,

Deborah Vighi, sa fille, et son époux, Benjamin Corblot, son fils, et ses petits-enfants, Tobias, Selma, Tatiana, Lorens et Maddy,

ont la douleur de vous faire part de la disparition de

**Stéphane CORBLET**

dans sa 73<sup>e</sup> année, le 21 octobre 2021, à Bordeaux.

Une messe aura lieu à Cannes, en l'église Notre-Dame-des-Pins, le mardi 2 novembre, suivie de l'inhumation au cimetière du Grand-Jas, à Cannes, dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Marielle et Henri Saint-Genis, Antoine et Bénédicte Dollfus, Clarisse Dollfus et Jean-Loup Bussièrre, Cyrille Dollfus et Laurence Bataille, ses enfants et leurs conjoints, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Mme Jacqueline DOLLFUS**

le 19 octobre 2021, dans sa 96<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 27 octobre, à 14 h 30, en l'église de Plougouvelin (Finistère).

Mme Christian Dorange, ses enfants, M. et Mme Hubert Dorange, M. Philippe Dorange, Mme Albane Dorange, M. Stéphane Dorange, ses petits-enfants, Victoire et son époux Hadrien, Elliot, Marin et Ambre,

vous font part du rappel à Dieu du

**lieutenant-colonel (e.r.) Christian DORANGE**

à Pornic, à l'âge de 89 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 27 octobre 2021, à 15 heures, en l'église de Sainte-Marie-sur-Mer (Loire-Atlantique).

Rayonne (Pyrénées-Atlantiques), Versailles.

Sophie et Benoit Grimaldi, Diane Fouques Duparc-Sottas,

Marie et Arthur, Zacharie, Hugo et Laure, Timothée et Josephine, Antoine, Amaury, Côme, Philippine,

son frère, ses sœurs, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Geneviève LAMBERT** née Patois,

le 21 octobre 2021, à l'âge de 95 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le père Samuel Gandon, le mardi 26 octobre 2021, à 14 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 27 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste d'Arcangues (Pyrénées-Atlantiques).

La comtesse Hervé de Gouyon de Colpel, née Marie-Annick du Halgouet, son épouse,

Florence et Régis (†) de Vaujoux-Langan, Gillies, Caroline de Gouyon, Alex et Jean-Pascal Sanolet, Séverine et Vincent Julien, ses enfants et beaux-enfants,

Yann, Aymeric, Titouan et Marie-Dominique, Alexis, Tannogy, Marie, Côme, Cyril, Philippe, Gaspard, Lucie, Augustin et Mathis, ses petits-enfants,

son frère et ses sœurs, sa belle-sœur, son beau-frère

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu le 22 octobre 2021 du

**comte Hervé de GOUYON de COPEL** inspecteur général des Finances, officier de l'Ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 27 octobre, à 14 h 30, en l'église de Daumery (Maine-et-Loire), suivie de l'inhumation au cimetière de Hully.

Frédéric Jardin, Marie-Barbara Hervey-Chenut, Alexandre Jardin, ses enfants,

ainsi que Hugo, Victor, Robinson, Virgile, Aurélien, Roméo et Liberté, ses petits-enfants,

sont tristes d'annoncer la mort de

**Stéphane-Marie JARDIN-CARO** née Sauvage, (1936-2021),

douée pour la vie, énigmatique, considérable et aimée des hommes.

L'inhumation aura lieu ce lundi 25 octobre 2021, au cimetière de Verdolot (Seine-et-Marne), dans la plus stricte intimité.

Catherine et Claude Treuil, Didier et Béatrice Lambert, Thierry et Christine Lambert, Marie-Dominique et Bertrand Venot, Marie-Agnès et Frédéric Commandeur, ses enfants,

Sépoline et Alexis Lucas, Anne-Sophie et Thibaut Delafontaine, Aymeric et Anne-Christine Treuil, Marie-Emilie et Reindert Van der Zaal, François-Xavier Treuil, Thibault Lambert et Fati Senhajji, Clément et Lucie Lambert, Marie-Fleur Lambert, Pauline Lambert, Antoine Venot et Alexis Lanternier, Xavier et Astrid Lambert, Thomas et Mahaut Lambert, Jean-Baptiste et Juliette Lambert, Clémence Lambert et Augustin Ranger, Antoine Venot, Laure et Pedro Da Costa, Mathilde et Mathieu Rouget, Camille Venot, Florence Venot, Flore et Arthur Tincelin, Cloé Commandeur, Martin Commandeur, Samuel Commandeur, ses petits-enfants,

Thérèse, Sixtine, Domitille, Antoine, Clément, Benjamin, Éléonore, Maximilien, Maxence, Eloïse, Brune, Gabriel, Timothée, Marin, Colombe, Gustave, Ferdinand, Alice, Antoinette, Soliz, Quiterie, Emilie, Felix, Bastille, Augustine, Gaspard, Célestine, ses arrière-petits-enfants, ses sœurs, son frère, ses belles-sœurs et beaux-frères, ses neveux et nièces

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**sœur Françoise de REVIERS de MAUNY** mère Marie de la Délivrande, supérieure générale de la congrégation de 1981 à 1999,

le 21 octobre 2021, à la veille de ses 98 ans, dans la 76<sup>e</sup> année de sa profession religieuse.

La célébration eucharistique et l'inhumation auront lieu à la Délivrande, Maison-Mère, le mercredi 27 octobre, à 14 h 30.

Mère de Revières repose à la communauté. Accueil de 14 h 30 à 17 heures.

Madeline Teboul, sa sœur, Sylvie Teboul, sa sœur, Micheline Timsit, sa belle-sœur,

José et Julie Timsit, Hervé et Michèle Boulard, ses neveux et nièces, Jean-David et Noémie, Antoine, Agathe, Nathalie, Chloé, Cécile, ses petits-neveux et petites-nièces, Rebecca, son arrière-petite-nièce,

ont la tristesse de faire part du décès de

**docteur Jean TEOUL**

survenu le 22 octobre 2021, à l'âge de 95 ans.

Les obsèques auront lieu au nouveau cimetière de Saint-Germain-en-Laye, le mercredi 27 octobre 2021, à 11 heures.

José Timsit, 50, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris.

Jean-Luc (†) et Isabelle Meunier, Brigitte et Lionel Hintzy, François et Marie-Line Meunier, Marie-Laure et Jacques-Henry Pinhas, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Jeanine MEUNIER**

survenue dans sa 99<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 octobre 2021, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne-Billancourt.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 16 heures, au cimetière d'Orléans (Loiret).

Monique de Montagnac de Chauvance, son épouse,

Eric et Christelle de Montagnac de Chauvance, Patrick et Anne-Elisabeth de Montagnac de Chauvance, ses enfants,

Agathe, Isaura et Héloïse de Montagnac de Chauvance, Stanislas et Laurence Baudaud, Emmanuel de Montagnac de Chauvance et Lucie Colineau, l'enseigne de vaisseau Hélène de Montagnac de Chauvance, Alix de Montagnac de Chauvance, ses petits-enfants,

Jacques Baudaud, son arrière-petit-fils,

font part du rappel à Dieu de

**Emmanuel de MONTAGNAC de CHAUVANCE**

le 19 octobre 2021, à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, au Chesnay (Yvelines), ce lundi 25 octobre, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu le mardi 26 octobre, à 11 heures, au cimetière de Crédin (Morbihan).

Douvrès-la-Délivrande (Calvados).

La supérieure générale et les sœurs de Notre-Dame de Fidélité, Bernard et Marie Christine de Revières de Mauny, leurs enfants et petits-enfants, et toute la famille

dans la reconnaissance et l'espérance, vous font part de l'entrée dans la Vie de

**M. Pierre TROADEC** engagé le 1<sup>er</sup> juillet 1940 à Londres dans les Forces françaises libres, ancien de la 2<sup>e</sup> DB, Presidential Unit Citation (libération de Saverne et Strasbourg),

survenu le 20 octobre 2021, à Angers.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Liesse de Saint-Renan (Finistère), le mardi 26 octobre, à 14 h 30. La famille tient à remercier les sœurs et le personnel de la Maison des Augustines d'Angers pour leur accompagnement spirituel et matériel.

## remerciements

Alain et Ratree Defrance, Dominique et Alain Bach, ses enfants et leurs conjoints,

Julia, Phetrada, PhaWan, Antoine, Frédérique, Pierre et Marie, ses petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

**Jacqueline et René DEFANCE**

le 15 et le 19 octobre 2021, vous prient de trouver ici, leurs sincères remerciements.

Michèle Porteu de la Morandière, née Cazes, son épouse, Laurence et Christian Bénézit, Amélie Porteu de la Morandière, Marie-Noëlle et Bertrand du Marais, Vincent et Anaïs Porteu de la Morandière, ses enfants, ses petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

**François PORTEU de la MORANDIÈRE**

vous prient de trouver ici, leurs sincères remerciements.

# Cultiver sa liberté, c'est cultiver sa curiosité.



Recevez Le Figaro chaque jour et ses magazines le week-end.

Accédez aux versions numériques du journal, des magazines et des hors-séries culturelles ainsi qu'à l'application Jeux.

239€ pour 6 mois au lieu de 528,40€

LE FIGARO La culture de la liberté depuis 1826

## ABONNEZ-VOUS AU FIGARO

À renvoyer dans une enveloppe affranchie à : LE FIGARO ABONNEMENT 45 avenue du Général Leclerc 60643 CHANTILLY CEDEX

OUI, je m'abonne à la Formule CLUB pour 239€ au lieu de 528,40€, soit 55% de réduction. Je reçois pendant 6 mois Le Figaro du lundi au samedi, accompagné des cahiers thématiques et des magazines du week-end. J'accède à leurs versions numériques et aux hors-séries culturelles ainsi qu'à l'application Jeux.

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Pour accéder aux versions numériques, il est indispensable de compléter votre adresse mail : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ en majuscules

Je joins mon règlement par : \_\_\_\_\_ Date et signature : \_\_\_\_\_

Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Figaro

CB N° \_\_\_\_\_

Expire fin : \_\_\_\_\_ FAP2102

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés valable jusqu'au 31/12/2021. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case . Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case . Nos CGV sont consultables sur [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr)

À la tête du gouvernement depuis seize mois, l'ancien édile de Prades imprime sa marque. Discrètement, il poursuit son tour de France des départements. La macronie a appris à apprécier ce premier ministre sans ambition personnelle.



TRISTAN QUINAULT-MAUPOIL  
tquinault@lefigaro.fr

Envoyé spécial à Prades  
(Pyrénées-Orientales)

ici, on l'appelle Jean. Le tutoiement y est de rigueur. Les embrassades sont légion. On s'enquiert de l'avenir du petit dernier. De la santé d'une épouse âgée. À 900 kilomètres de Matignon, à l'ombre du pic du Canigou, on cerne à Prades la personnalité d'un premier ministre nommé il y a seize mois par surprise.

Chez Fefé, le bar central de la petite ville catalane, il est d'usage de commencer sa journée avec un café crème et de prendre le pouls de la vie locale avec le patron du club de rugby. « Quand j'étais maire, j'étais soigné aux petits oignons. Quand les croissants n'étaient pas prêts, j'attendais chez Fefé et (la boulangère) me les apportait », conte Jean Castex.

Aujourd'hui, la vedette du bourg, Pépito, n'est pas là. Mais André, Catherine, Robert et nombre d'administrés sont descendus saluer Jean Castex quand ils l'ont aperçu déambuler dans la rue ce vendredi matin, où il présente au Figaro « (ses) terres ». Avant la décision d'Emmanuel Macron d'envoyer leur maire à Matignon, les Pradéens avaient l'habitude de le retrouver le samedi matin au milieu du marché où il « recevait sans rendez-vous ». « Ça me manque beaucoup. C'est une taille de collectivité où on prend tout en direct », confie celui qui a été élu pour la première fois en 2008. Le premier ministre est là dans son élément.

En contrebas, La Têt coupe Prades en deux. Dirigeant d'une puissance mondiale, il n'aurait raté pour rien au monde la pose de la première pierre de la passerelle piétonne. Il avait « des fourmis dans les jambes ». Le projet a mis un temps fou à se concrétiser. « On a même demandé aux grenouilles leur avis », s'excuse Jean Castex. La future gendarmerie qu'il visite, casque de chantier sur la tête, a connu les mêmes retards. Mais la voilà qu'elle sort de terre.

Il ne vient pas aussi souvent qu'il le voudrait mais l'édition quotidienne de *L'Indépendant* est chaque matin posée en évidence sur son bureau parisien. Le correspondant local du journal sait d'ailleurs que le chef du gouvernement prendra toujours le temps de répondre à un SMS. Encore conseiller municipal – même s'il ne participe plus aux réunions –, son ancien cabinet de maire l'attend. Les murs jaunes, l'ordinateur posé sur le bureau rustique... Rien n'a changé. Yves Delcor, son successeur, s'impatiente. « J'ai un CDD. J'espère qu'il reviendra », souffle-t-il avant que le premier ministre nous ouvre les portes de cette charmante bâtisse entourée d'un parc où gambadent les bambins de la crèche. « C'est une de mes réalisations. »

#### « Chaleur humaine à la sauce gaullienne »

Loïn de chagriner les habitants, son arrivée à la tête de l'État les rend fiers. Même s'ils regardent avec suspicion les caricatures parisiennes faites de l'homme du pays – que Nicolas Canteloupe imite chaque soir sur TF1 avec des vestes trop larges, volontairement mal taillées. Bien souvent, la macronie a été la première à se gausser avant d'apprendre à apprécier l'ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Nicolas Sarkozy. « Il remet au goût du jour une chaleur humaine à la sauce gaullienne », observe Olivia Grégoire, la secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable. Même si le Catalan préfère s'inspirer de Georges Pompidou, dont il a relu les mémoires peu de temps après sa nomination.

Quand Jean Castex était le directeur de cabinet de Xavier Bertrand au ministère de la Santé, Olivia Grégoire le côtoyait comme jeune conseillère. Quinze ans plus tard, « il n'a pas changé ». « Il ne sait pas se grimer. Il n'a pas voulu gommer sa chaleur, son côté tactile, son appétence pour le dialogue. Il ne s'est pas effacé derrière les apparences de la fonction. Quelques bobos se moquent de ses costards mais on n'attend pas d'un premier ministre qu'il fasse la *Fashion Week*! Sa force, c'est justement qu'il est sans chichis et qu'il ressemble aux Français. Sa fonction ne lui monte pas à la tête », insiste-t-elle.

Ainsi décrit, on en oublie presque sa formation (ENA, Sciences Po) et un CV que ne renierait pas un technocrate. « Il apporte quelque chose que nous n'avions pas », juge cependant un ministre très proche du président de la République. Un accent, une spontanéité, une pédagogie singulière quand il s'adresse aux Français. « Un angle mort du macronisme », argue le même. Une relation sincère tissée avec les territoires à travers 240 déplacements. Ses plus proches conseillers, Thibault de Cacqueray et Florian Bossier, y veillent. Le premier ministre s'est donné pour objectif de se rendre dans chacun des départements avant son départ. Il y est presque. La Corse et les départements d'outre-mer devraient clôturer une tournée de plus en



Jean Castex, vendredi à Perpignan, lors de la remise en service du train dit « des primeurs ».

J.-C. MILHE / PHANOS LUCAS VIA REUTERS / GONNET

# De Prades à Paris, Jean Castex savoure la parenthèse Matignon

plus délaissée par les médias nationaux mais toujours très convertie par la presse locale.

« J'aime bien voir si ce que j'annonce se réalise », insiste Jean Castex devant les nouveaux wagons du « train des primeurs » Perpignan-Rungis. Stéphane Layani, le président du plus grand marché frais au monde, est aux anges : « C'est sa volonté politique. Je n'aurai pas la cruauté de rappeler comment, il y a deux ans, on m'a annoncé sans préavis que le train s'arrêtait », glisse-t-il. Passionné par les questions ferroviaires, Jean Castex en a fait une priorité pour réparer « cette insulte au bon sens et à l'avenir ». Mais loin de lui l'idée de claironner. « Je ne suis pas là pour imposer ma patte. Ce qu'il faut surtout, c'est que l'économie du pays redémarre. Mais avec une transformation, des investissements qui préparent l'avenir », livre le chef du gouvernement en saluant les cheminots. Surtout, il ne prétend pas rivaliser avec les priorités du président : « J'ai toujours dit que je serais le premier ministre de l'intendance et de l'exécution. Donc je m'occupe d'intendance et d'exécution. » On lui demande si d'une certaine manière il est un « super maire » à Matignon. « Ça ne me déplaît pas, comme formule. Je ne la renie pas », rigole-t-il.

Ses anciens homologues, Castex a pris l'habitude de les recevoir à Matignon. Par petits groupes, les édiles viennent déjeuner ou dîner. Alors que la chienne Luna flâne parfois entre les convives et les cuisines, il « prête de l'attention à chacun. Il est beaucoup dans l'écoute », raconte Gil Averous (Châteauroux). Président du comité des maires LR, il loue son « intérêt sincère » et ose une comparaison : « Quand on rencontrait Edouard Philippe, nous avions des discussions sur les stratégies politiques nationales. Avec Jean Castex, on discute avec un maire ancré dans les préoccupations quotidiennes. » Olivia Grégoire juge que « Prades lui donne une vision, une façon d'être avec les gens qui est différente. Ce n'est ni Le Havre, ni Evry, ni une métropole impersonnelle. C'est un gros village comme il y en a tant en France. »

Ce n'est pas l'avis de Louis Aliot, le maire RN de Perpignan, la ville préfecture du département des Pyrénées-Orientales : « Parfois je lui écris pour faire avancer des dossiers locaux. Je n'ai pas de réponse. » Il a son accent mais il ne s'occupe pas beaucoup de Perpignan ni du département. Le ressenti général, c'est que ça ne l'intéresse pas des masses. Il n'a pas tapé du poing sur la table pour faire avancer le TGV », critique l'élu.

À l'inauguration du « train des primeurs », les deux hommes se tiennent à distance. « Mon pays vient de se ramasser une crise historique. Il va mieux mais il ne s'est pas guéri. Vous croyez que c'est en tirant vers le bas, en

« outrançant » (sic) le débat qu'on va arriver à en sortir ? Certains le croient, visiblement. C'est leur affaire, mais moi je suis là pour régler les problèmes les uns après les autres en traquant des perspectives d'avenir », développe Jean Castex. Il préfère « faire confiance à (ses) concitoyens » même si « les problèmes sont nombreux ». « Ni sinistrose, ni optimisme béat. On ne met pas la poussière sous le tapis », résume-t-il. « On a surmonté la crise sanitaire de façon exemplaire », poursuit celui qui s'est fait connaître des Français en pleine deuxième vague de Covid-19. « Il y a dix mois, on m'a dit qu'ils ne se vœuieraient pas. Aujourd'hui, on est un des pays au monde les plus vaccinés », martèle le premier ministre.

Il ne sait pas encore quelle place il occupera pendant la campagne présidentielle. Il dit ne pas s'en soucier. Les macronistes semblent plus préoccupés par celle d'Edouard Philippe. « Castex, ça sera surtout l'incarnation du « on agit jusqu'au bout » », tranche un proche du président. En une courte phrase, il effleure l'échec présidentielle dans son discours à Perpignan : « Si vous êtes contents de nous aujourd'hui et que vous craignez demain, vous n'avez qu'à conserver les mêmes. » Rien de plus. Pas d'effet de manche chez Catalan.

#### La suite reste un mystère

À mesure que la campagne approche, le chef du gouvernement est témoin des grandes ambitions de ses ministres qui rêvent de conserver leur mandat. Pour lui-même, la question est tranchée : « Si le président de la République venait à se représenter et s'il était réélu, vous savez très bien comme moi qu'il faudrait repartir avec un nouveau souffle, un nouvel élan. En 2022, il est clair que mon mandat s'achève ». Il ne rêve pas de maintenir à son poste : « Il faut de l'énergie, se donner à fond pour exercer ces fonctions. Il ne faut pas être épuisé, il faut partir à 200 % ».

Pour l'heure, il ne se donne qu'un but : « J'éclairer l'horizon. » Toute allusion à un nouveau parti politique est fortuite. Sa loyauté et son désintéressement affiché rassurent une majorité qui a souvent craint que le quinquennat l'échappe au profit des recrues venues de la droite. « Il sert plus la France qu'une obédience politique », salue un membre du gouvernement.

La suite que Jean Castex souhaite donner à son parcours reste un mystère, y compris à l'Élysée. Ses amis phosphorés pour lui. Une circonscription de député ne l'intéresse pas. Le Sénat revient davantage dans les discussions. « Ça lui irait bien mais il a besoin d'action », commente un fidèle. Et puis il y a cette fameuse interdiction du cumul des mandats. L'ancien maire devenu premier ministre est dubitatif. « C'est un bon principe mais dans les communes de taille moyenne il est fort utile d'avoir les pieds sur terre. Sinon, ça coupe un peu. Il ne faut pas d'un côté les élus nationaux et de l'autre les élus locaux », dit Jean Castex, qui ne serait pas contre un « aménagement ». « Je pense qu'il aura toujours à cœur de servir son pays », pronostique un macroniste qui l'imagine retrouver le dossier dont il avait la charge au début du quinquennat : l'organisation des Jeux olympiques de 2024. Et ainsi refermer la parenthèse de Matignon aussi discrètement qu'elle s'était ouverte. ■



Il ne sait pas se grimer. Il n'a pas voulu gommer sa chaleur, son côté tactile, son appétence pour le dialogue. Il ne s'est pas effacé derrière les apparences de la fonction

OLIVIA GRÉGOIRE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, SOLIDAIRE ET RESPONSABLE  
SÉBASTIEN SORIANO / LE FIGARO

# La primauté du droit européen sur la Constitution? Récente, masquée, contestable

**A**ux yeux de ceux que l'on appelait autrefois les Français moyens, la primauté du droit européen n'est qu'une question juridique aride et obscure, de celles que l'on abandonne sans regrets aux spécialistes ou aux futurs candidats à l'élection présidentielle. Il s'agit pourtant d'un point politique capital : en novembre 1988, c'est précisément la contestation de ce principe, celui de la primauté du droit soviétique, formulée par la République fédérale d'Estonie dans une retentissante « déclaration de souveraineté », qui sonna le glas de l'URSS et finit par entraîner sa chute.

Sans doute n'en sommes-nous pas là : mais les récentes prises de position du président Macron, en écho à la jurisprudence du tribunal constitutionnel polonais et aux déclarations devant le Parlement européen du premier ministre Morawiecki, n'en suscitent pas moins une certaine perplexité.

Pour Emmanuel Macron, partisan inconditionnel d'une « souveraineté européenne » appelée selon lui à se substituer à celle des États membres, la primauté du droit de l'Union européenne est une évidence indiscutable et non négociable.

Et de fait, c'est bien de souveraineté dont il s'agit ici : le principe de primauté signifiant tout simplement que la totalité du droit européen (aussi bien le droit dit « primaire », qui figure dans les traités signés par les États membres,

que le droit dit « dérivé », produit par les institutions issues de ces traités) prévaut sur la totalité du droit interne des États, Constitution comprise (celle-ci incluant en outre les libertés et les droits fondamentaux).

Les choses paraissent simples, également, lorsque, le 18 octobre dernier, le président Macron rappelle que « l'Europe, c'est nous qui l'avons faite et qui l'avons choisie. C'est nous qui l'avons construite. Tous les textes auxquels nous sommes soumis, nous les avons bâtis dans nos discussions, puis signés, puis ratifiés

« S'il y a bien une certitude, c'est que le principe de primauté, dont on nous répète sans cesse qu'il est au fondement du droit européen, ne figure pas dans les traités de Rome de 1957, au point de départ de la construction européenne

souverainement ». Tout simplement ? Sauf qu'il suffit de gratter un peu pour s'apercevoir de la supercherie. Pour constater que cette primauté, qu'il présente comme le résultat d'un choix conscient et d'une décision souveraine, fut en réalité introduite subrepticement, presque clandestinement, puis maintenue quasi frauduleusement.

S'il y a bien une certitude, en effet, c'est que le principe de primauté, dont on nous répète sans cesse qu'il est au fondement du droit européen, ne figure pas dans les traités de Rome de 1957, au point de départ de la construction européenne. Si tel avait été le cas, il est d'ailleurs certain que le général de Gaulle, qui revient au pouvoir l'année suivante, en juin 1958, les aurait dénoncés sur-le-champ. Le fondateur

de la Ve République était trop jaloux de la souveraineté nationale pour admettre passivement un tel tour de passe-passe. En revanche, il était trop distant à l'égard du « juridisme », et avait trop de chats à fouetter, pour prêter attention à un arrêt rendu à la mi-juillet 1964 par la Cour de justice des communautés européennes, la décision Costa c/ ENEL, qui affirme pour la première fois, de façon implicite et biaisée, le principe de primauté du droit communautaire sur les « textes internes ».

Six ans plus tard, le 17 décembre 1970, la Cour de justice réaffirme le principe en déclarant, cette fois, la supériorité globale des règles communautaires, y compris sur les droits fondamentaux inscrits dans les Constitutions des États membres.

Mais là encore, à part la poignée de spécialistes qui a pris le péme de décortiquer l'arrêt Internationale Handelsgesellschaft, personne ne s'en rend compte. Bref, cette Europe-là, n'en déplaise au président, ce n'est pas « nous qui l'avons faite », discutée, construite et ratifiée souverainement : ce sont des juges européens, en catimini ; des juges dont l'intervention, reconnaît le président Macron, a « précédé » la construction politique de l'Union européenne ».

En somme, il s'agit d'une importation frauduleuse : ou en tout cas, contraire à la volonté originelle des États signataires des traités, et d'ailleurs durablement refusée, en France, par les plus hautes juridictions, du moins sur le point essentiel

de la subordination de la Constitution au droit européen. Pour tenter de régulariser cette importation, il faut attendre le traité de 2004 sur la Constitution européenne, dont l'article 6 proclame enfin, fièrement, le principe de la primauté absolue du droit de l'Union. Malheureusement, c'est sans doute en bonne partie à cause de cela que les Français vont massivement rejeter le traité par le référendum du 29 mai 2005.

Pourtant, on le sait, ce dévauve démocratique n'empêchera pas de réintroduire le principe, en douce, dans le traité signé à Lisbonne le 13 décembre 2007. Cette fois, en revanche, on prendra bien garde de ne pas le placer en vedette – il est discrètement relégué dans une « déclaration n° 17 » figurant en annexe au traité –, et surtout, de ne pas consulter directement les Français : c'est aux parlementaires que l'on posera la question, à des gens qui savent, et ceux-ci adopteront à une écrasante majorité un principe refusé deux ans plus tôt par près de 55 % des Français.

Voilà donc comment, à travers le « dialogue des juges au niveau européen » célébré par le président Macron, le principe de primauté a pu s'imposer comme le fondement mythique de l'Union européenne – et donc, de l'Etat de droit et de la démocratie, etc.

Ce qui, du coup, autorise la Commission à menacer la Pologne de lui couper les vivres, au cas où elle aurait le mauvais goût d'obéir à la décision de ses propres juges constitutionnels. Et de considérer, comme les Français la dernière fois qu'on a osé leur poser la question, que les normes technocratiques européennes ne se situent pas au-dessus des Constitutions nationales.

\* Délégué général de la Fondation du Pont-Neuf (think-tank conservateur).



FRÉDÉRIC ROUVILLOIS

Voilà la Pologne dans la ligne de mire de Bruxelles. S'agissant de la France, le principe de primauté absolue du droit européen, rejeté lors du référendum de 2005, a été consacré de façon sournoise à l'occasion du traité de Lisbonne adopté par le Parlement en 2008. Est-ce loyal envers les Français ?, s'interroge le professeur des universités\*.

# Pour faire face à la pénurie d'énergie, une seule solution : développer le nucléaire !

**L'**Europe vit une pénurie d'énergie. Les causes en sont multiples et, pour partie, extérieures. L'économie mondiale est brusquement repartie. La Chine méridionale a été privée d'hydroélectricité durant une période de sécheresse. Dans l'ensemble de la Chine, la production de charbon a reculé du fait d'un règlement de sécurité destiné à éviter les trop nombreux accidents. L'hiver européen de 2020-2021, assez long, a fait baisser les stocks de gaz, ce que les industriels cherchent à reconstituer malgré des manipulations russes. En Grande-Bretagne et en Allemagne, une carence de vent, au premier semestre de cette année, a fait tomber la production éolienne. Quelle imprudence d'avoir mis massivement sur cette ressource aléatoire ! Et pourtant, la France veut imiter cette erreur.

Chaque fois, la déficience d'une source d'énergie a provoqué un report de demande sur les autres. La spéculation s'en est mêlée. Sur le marché français au comptant, le mégawattheure d'électricité (soit mille kWh) a atteint 260 euros et oscille encore aux environs de 85 euros – à comparer aux 50 euros moyens de 2019, dernière année avant la pandémie. Par ses interconnexions avec ses voisins, dont il était si fier, notre pays est en proie aux mêmes difficultés qu'eux, alors que l'importance de son parc nucléaire devait lui assurer une meilleure situation.

Parmi les facteurs de hausse de prix de l'électricité, certains cessent de jouer, mais d'autres perdureront ou se répèteront. À terme, le développement du numérique, celui des véhicules électriques,

le haut. RTE Réseau de transport d'électricité s'attend à une hausse de 40 % à 50 % de la consommation française d'ici à 2050. Certains experts estiment ces pourcentages trop faibles... Comment faire face ?

Tout d'abord, il devrait être possible, au niveau européen, d'infléchir la tendance par des mesures de sagesse : interdiction des SUV, électriques ou thermiques, car la planète ne peut plus se permettre ce luxe ; prohibition des bitcoins, cette dangereuse monnaie non régulée, gourmande en électricité. Au niveau national, il conviendrait de favoriser la récupération de chaleur, laquelle a sur l'électricité l'avantage de pouvoir se conserver durant plusieurs jours (pompes à chaleur, capteurs thermiques préférables aux capteurs photovoltaïques, récupération de la chaleur des centres de données et de celle des égouts).

« En Grande-Bretagne et en Allemagne, une carence de vent, au premier semestre, a fait tomber la production éolienne. Quelle imprudence d'avoir mis massivement sur cette ressource aléatoire ! Pourtant, la France veut imiter cette erreur

Parmi les sources d'électricité, seules devraient être encouragées celles qui ne sont pas intermittentes, et ne nécessitent donc pas un complément gazier polluant. Quelques possibilités existent encore du côté de l'hydroélectricité. La méthanisation des déchets agricoles bénéficie d'un engouement politique, mais doit être considérée avec prudence, en raison de son coût élevé et du risque que des quantités de méthane ou d'autres vivres n'y soient engouffrées.

La principale réponse au défi de la consommation électrique ne peut donc être trouvée que du côté du nucléaire, seule source capable de fournir des quantités de courant à la fois massives et régulières. Le stockage en profondeur offre une solution raisonnable au problème des déchets. Le président de la République nous laisse espérer, outre Flamanville 3, six nouveaux

réacteurs de grande taille, plus des petits réacteurs modulaires.

Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, tient néanmoins le raisonnement suivant : même si ce programme encore incertain est lancé dès maintenant, les nouveaux réacteurs n'entreront pas en service avant une quinzaine d'années (ou plutôt une dizaine) ; d'ici là, il faut donc poursuivre à marche forcée, et malgré les protestations des habitants, les implantations d'éoliennes et de capteurs photovoltaïques.

Ce raisonnement est pernicieux. Une éolienne terrestre ne fonctionne, en moyenne, dans notre pays, qu'à 24 % de sa puissance. Un capteur photovoltaïque, moitié moins. Où trouver le complément d'électricité nécessaire ? Nos voisins, qui veulent supprimer à la fois leurs réacteurs et leurs centrales à charbon, seront tous en difficulté. Peut-

on alors admettre, comme certains le proposent, que le nucléaire devienne l'accès aux renouvelables, et que les réacteurs, équipements lourds, soient éteints et rallumés en fonction inverse du vent et du soleil ? Le besoin grandissant d'électricité rend cette idée absurde. Les réacteurs, anciens ou nouveaux, devront fonctionner de façon continue – sous réserve des pauses pour entretien et des visites de sécurité.

Pour compenser l'intermittence des renouvelables, il ne reste plus que le gaz, affecté de trois défauts : il est devenu coûteux pour une durée difficile à prévoir, il est de plus en plus russe, ce qui nous mettrait dans la dépendance de Moscou, et il est polluant. Par conséquent, au lieu de bénéficier au climat, la prolifération des éoliennes et des capteurs photovoltaïques lui nuirait.

Si des raisons politiques la rendaient néanmoins inévitable, il faudrait la limiter de façon stricte : le photovoltaïque ne pourrait s'installer que sur les friches industrielles (150 000 hectares) ; l'éolien terrestre ne

pourrait se développer qu'en remplacement des engins anciens par d'autres plus puissants mais pas plus hauts, au même endroit.

S'ajoutant aux différentes solutions évoquées, les nouveaux réacteurs devraient normalement couvrir les besoins de la quinzaine d'années qui viennent. Mais à une condition : qu'ils s'ajoutent aux réacteurs en place, au lieu de s'y substituer. Barbara Pompili évoque l'arrivée de ceux-ci en fin de vie, et déjà les experts commencent à discuter des modalités de leur démantèlement. Or, aux États-Unis, six réacteurs ont été autorisés à fonctionner jusqu'à leur quatre-vingtième anniversaire : deux en Floride, deux en Virginie, deux en Pennsylvanie. Leur technique est similaire à la nôtre. L'âge moyen de notre parc est inférieur à 40 ans. Cela lui laisse donc, logiquement, une espérance de vie d'une quarantaine d'années.

Les deux réacteurs de Fessenheim ont été arrêtés à l'âge de 43 ans, alors qu'ils fonctionnaient parfaitement. D'après l'exemple américain, trente-sept années supplémentaires étaient possibles. Sur cette durée, et en retenant un prix de vente modéré de 50 euros le mégawattheure, EDF aura perdu, du fait de la fermeture du site, la bagatelle de 22 milliards d'euros de recettes. Le début des opérations matérielles de démantèlement n'est prévu que pour 2025. Vite, rouvrons Fessenheim !

Les réacteurs à neutrons rapides, qui créent plus de combustible qu'ils n'en consomment, ont de bonnes chances de parvenir à un stade commercial nettement avant 2050. La France s'est mise hors jeu deux fois, en abandonnant Superphénix (1997) puis le projet Astrid (2019). Elle sera trop heureuse, le moment venu, d'acheter cette technique aux États-Unis, à la Russie ou à la Chine. Puis viendra sans doute la fusion nucléaire, qui résoudra presque tous les problèmes d'énergie.

\* Ancien élève de l'ENA. Ancien directeur de la législation fiscale à la Direction générale des finances publiques du ministère des Finances. Vient de publier « La Peste éolienne » (Éditions Hugo, 2021, 156 p., 9,95 €).



PATRICE CAHART

La hausse des prix de l'électricité s'explique par une pénurie qui a des causes en partie structurelles. Pour se préparer à la hausse spectaculaire de la consommation d'énergie, il faut conserver les réacteurs nucléaires actuellement en activité, rouvrir la centrale de Fessenheim et limiter de façon drastique les éoliennes, énergie intermittente peu fiable, démontre l'inspecteur général des finances honoraires\*.



CHRONIQUE

Nicolas Baverez  
@NicolasBaverez

# Il n'y a pas d'Europe sans valeurs

L'Union européenne vit un moment critique. Après un temps de sidération et de confusion, l'épidémie de Covid lui a permis de faire la preuve de son utilité pour les nations qui la composent comme pour leurs citoyens. La gestion mutualisée des vaccins a permis de traiter les trois quarts de la population, tandis que le plan de relance Next Generation EU et la stratégie monétaire expansionniste de la Banque centrale européenne ont enclenché une reprise dynamique de l'activité de 5 % en 2021 et contenu le chômage à 6,9 % de la population active. Simultanément, une prise de conscience s'est opérée et les initiatives se multiplient pour relancer

l'investissement dans l'industrie et la recherche, accélérer la transition écologique, réduire la dépendance aux États-Unis pour la technologie et à la Chine pour les biens de consommation courante, renforcer la sécurité du continent. Mais la naissance d'une Europe plus politique et mieux armée pour affronter les défis du XXI<sup>e</sup> siècle menace d'être brisée net par la sécession de certains pays d'Europe centrale et orientale, qui contestent tant les valeurs démocratiques que le primat du droit européen.

Le péril que représente pour l'Union la démocratie illibérale inventée par Viktor Orban et adoptée par la Pologne du PiS a longtemps été sous-estimé. La corruption intérieure de la construction

européenne par les régimes illibéraux et les mouvements populistes qui s'en réclament est plus dangereuse encore que le Brexit, qui tourne à la déroute et joue désormais en faveur de l'intégration européenne. Le statu quo n'est dès lors plus tenable.

Le défi lancé par la démocratie illibérale à l'Union n'est pas juridique mais politique. La décision du Tribunal constitutionnel polonais du 7 octobre 2021 qui revendique le primat de la Constitution polonaise sur le droit européen n'est qu'un leurre. Sous l'apparent conflit autour de la hiérarchie des normes et des juridictions pointe le véritable contentieux qui touche à la liberté politique. Le contentieux ne porte pas sur la souveraineté de la Pologne, qui n'est pas plus menacée que celle du Royaume-Uni, mais sur la démocratie. Or celle-ci ne se limite pas au suffrage universel mais implique le respect de l'État de droit, la protection des minorités et des libertés individuelles.

Nul ne conteste à la Pologne ou à la Hongrie, pas plus qu'aux autres pays membres, la possibilité de disposer d'un droit de la famille ou de la citoyenneté qui leur soit propre et corresponde à leur histoire et à leur culture. En revanche, la suppression des contrepouvoirs, la mainmise de l'exécutif sur la justice, le contrôle par l'État de l'économie, des médias ou des universités, l'institutionnalisation de la corruption, l'oppression des minorités, la discrimination des homosexuels ou des Roms sont incompatibles avec les principes fondateurs de l'Union.

Le grand marché et l'euro constituent des acquis majeurs de l'Union. Pour autant, la construction communautaire n'a jamais été réduite à un marché ou à un guichet. Son objectif, dès l'origine, fut politique : la reconstruction du continent

sur la paix et la liberté. En rejoignant, l'Espagne et le Portugal en 1986, puis les anciennes démocraties populaires en 2004 n'ont pas fait seulement le choix d'une économie sociale de marché et d'une aide puissante à leur redéveloppement mais d'abord d'un ancrage démocratique. Par ailleurs, le grand marché, l'euro ou l'espace de libre circulation ne peuvent fonctionner que pour autant qu'ils sont adossés à un droit européen qui s'impose aux États membres. Le refus de la primauté du droit européen est donc incompatible avec l'appartenance à l'Union.

L'Union, sauf à mettre en risque son existence, ne peut laisser la Pologne et la Hongrie continuer à violer les traités européens, nier leurs engagements et mépriser leurs partenaires, à l'image de la Turquie d'Erdogan vis-à-vis de ses alliés de l'Otan. Elle doit rompre avec sa passivité et sa pusillanimité pour les placer devant leurs responsabilités. Soit l'acceptation des principes européens et de la loi commune. Soit la suspension de leur droit de vote et des versements effectués au titre des fonds structurels et du plan de relance.

La clarification est indispensable à la survie de l'Union, comme le montre la contagion des propositions pour défaire les traités européens, notamment en France à l'occasion de la campagne présidentielle.

L'Union est unie dans la diversité ; elle ne peut être divisée par le nihilisme. Elle doit certes tirer les leçons de ses erreurs dans la gestion des chocs et des risques du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais elle doit avant tout réaffirmer les valeurs qui fondent sa civilisation face aux démocraties illibérales, en se rappelant que le premier signe de la mort d'une démocratie consiste toujours dans la désintégration de l'État de droit.

100 000 citations et proverbes sur [evene.fr](http://evene.fr)

## ENTRE GUILLEMETS

25 octobre 1415 : la « fleur de la chevalerie » française défile à Azincourt.



Jean Juvénal des Ursins,  
Chronique de Charles VII

Les archers d'Angleterre, légèrement armés, frappaient les Français (...) et churent les nobles français les uns sur les autres

# En Afrique, l'agriculture a besoin d'un « New Deal »

Nés au Sénégal, aux portes de l'Afrique de l'Ouest, à la jonction du Maghreb, de l'Europe et de l'Amérique, nous sommes intimement convaincus que les sociétés du Nord ne pourront indéfiniment se plier à une doctrine économique négligeant les ressources naturelles, les tenant pour inépuisables et ayant pour seule motivation l'intérêt matériel individuel. Cette vision a été créatrice de richesses. Elle a indéfiniment favorisé l'émergence d'une classe moyenne africaine. Mais elle a aussi fait preuve d'une capacité de destruction inouïe, notamment sur les plans de l'environnement et du climat. Et elle impose aux femmes et hommes de bonne volonté d'aujourd'hui des défis inédits et immenses.

En premier lieu, le défi social. L'Afrique, travaillée par une histoire tragique, par des tensions ethniques inapaisées et, souvent, par la confrontation brutale de ses religions, est menacée par le délitement de ses nations et de ses sociétés. Elle est interpellée par une jeunesse bouillonnante, connectée, exigeante et assoiffée de liberté. Il faut répondre à cet appel. Il ne faut, à aucun prix, décevoir cette jeunesse ardente. Ensuite, le défi environnemental. Nous entendons, bien sûr, le raisonnement de ceux qui s'indignent à juste titre de l'hypocrisie des nations nanties qui ont pillé la planète et exhortent, maintenant, le reste du monde à une sobriété nouvelle. Mais il n'empêche. La dévastation est là. Et elle exige un effort de tous. Le développement du continent africain ne peut s'affranchir de cet effort. Il ne peut s'envisager sans une préservation active, et accrue, de ce patrimoine de l'humanité

que sont les ressources naturelles. C'était l'idée de la Grande Muraille verte, relancée par le président Macron, en janvier 2021, lors du One Planet Summit de Paris.

Enfin, le défi économique. L'Afrique, de par son histoire, son potentiel humain, le savoir-faire et la résilience de ses populations, la montée en compétences de générations de jeunes cadres formés aux meilleures universités du continent et du monde, peut devenir une terre de progrès et de performances économiques.

Alors que d'autres régions du monde entrevoient un relèvement rapide de leurs économies, l'Afrique est en retard ; elle ne lutte pas à armes égales

La dernière pandémie nous a rappelé combien le destin des continents était interconnecté. Comment penser l'avenir de l'Afrique sans prendre en considération le partenariat avec l'Europe ? La prospérité de l'Europe, son destin, ne sont-ils pas liés à la tournure que prendra le développement en Afrique ? Les Africains doivent le savoir. Nous devons assumer nos responsabilités.

Dans le jeu économique mondial, la patrie de Senghor, Mandela et Krumah tient, nous en sommes convaincus, une place absolument centrale. Elle doit, bien sûr, nourrir ses populations. Mais elle aura aussi, tôt ou tard, la charge de nourrir d'autres régions du monde et, d'abord, sur le Vieux Continent. Pour cela aussi, nous appelons à un « New Deal » agricole pour l'Afrique.

Les Africains y sont-ils prêts ? Ce n'est pas sûr. D'un côté, le Fonds monétaire international estime qu'ils

auront besoin de 285 milliards de dollars de financements additionnels d'ici à 2025. Mais, de l'autre, il n'existe aucun plan de relance massif clairement identifié et permettant de faire face à cette échéance.

Alors que d'autres régions du monde entrevoient un relèvement rapide de leurs économies, l'Afrique est en retard ; elle ne lutte pas à armes égales ; et le risque existe qu'une crise économique et sociale ne lui permette pas d'offrir à sa jeunesse les opportunités qu'elle est en droit d'attendre.

L'agriculture et l'élevage doivent être bien davantage au cœur des politiques publiques des pays africains. Elles doivent avoir une place centrale dans les stratégies d'aide au développement. La souveraineté alimentaire est la condition sine qua non

de la sanctuarisation d'une classe moyenne sans laquelle il n'y a jamais, nul part, d'émergence économique.

Nous prônons une coordination plus étroite entre une vision politique ambitieuse et des engagements bien plus soutenus de la part des entreprises et des investisseurs privés. Nous plaçons pour un relèvement significatif du niveau de compétitivité des filières agricoles et d'élevage africaines. Nous rêvons d'une gouvernance qui fasse du respect de la biodiversité une valeur africaine à part entière.

Pourquoi ne pas imaginer, au Sahel septentrional, un plan d'urgence volontariste et ambitieux permettant de donner à la région toutes ses chances ? Ce nouveau modèle agricole que nous appelons de nos vœux, rendra l'Afrique plus attractive, ses identités plus rayonnantes et ses économies plus fortes. Telle est la tâche des générations actuelles.

## YOUSSOU N'DOUR, HAIDAR EL ALI ET ABBAS JABER

Les trois personnalités sénégalaises, respectivement chanteur de renommée internationale, ancien ministre de la Pêche puis de l'Environnement et capitaine d'industrie dans le secteur de l'agroalimentaire, jugent crucial que les politiques publiques des pays africains consacrent davantage de moyens à l'agriculture et à l'élevage.

## FIGAROVox

●●● TOUT-NUMÉRIQUE  
« Comment briser notre isolement collectif ? » : grand entretien avec le philosophe Éric Sadin, qui publie « Faire sécession, une politique de nous-mêmes » (Éd. L'Échappée).

●●● BRÉSIL  
« Bolsonaro ressort-il affaibli politiquement de la crise du Covid ? », entretien avec Virginie Jacobberger-Lavoué, auteur de « Brésil, voyage au pays de Bolsonaro » (Éd. du Rocher).

## Les rencontres du FIGARO



FABRICE LUCHINI ET MICHEL ONFRAY  
CONFÉRENCE EN LIGNE le 22 novembre à 18h  
Réservations : 0170 37 18 18 ou [www.lefigaro.fr/rencontres](http://www.lefigaro.fr/rencontres).

## LE FIGARO

**Dassault Médias**  
(actionnaire à plus de 95 %)  
14, boulevard Haussmann  
75009 Paris  
**Président-directeur général**  
Charles Edelstenne  
**Administrateurs**  
Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

**SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS**  
(société editrice)  
14, boulevard Haussmann  
75009 Paris  
**Président**  
Charles Edelstenne  
**Directeur général, directeur de la publication**  
Marc Feuille

**Directeur des rédactions**  
Alexis Brézet

**Directeurs adjoints de la rédaction**  
Géran de Capelle (Économie),  
Laurence de Charette (directeur de la rédaction du Figaro.fr),  
Anne-Sophie von Clær (Style, Art de vivre, F),  
Anne Huet-Wulméne (Edition, Photo, Révision),

Philippe Gélie (International),  
Étienne de Montety (Figaro Littéraire),  
Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision),  
Yves Theard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences),  
Vincent Trémolet de Villers (Politique, Société, Débats Opinions)

**Directeur artistique**  
Pierre Bayle  
**Rédacteur en chef**  
Frédéric Picard (Web)  
**Directeur délégué du pôle news**  
Bertrand Gie  
**Éditeurs**  
Robert Mergui  
Anne Pican

**FIGAROMEDIAS**  
9, rue Pilet-Will, 75430 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07  
**Président-directeur général**  
Aurore Domont  
**Direction, administration, rédaction**  
14, boulevard d'Haussmann  
75430 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 57 08 50 00  
[direction.redaction@lefigaro.fr](mailto:direction.redaction@lefigaro.fr)

**Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy**  
93290 Tremblay-en-France  
Mét. Print. 30500 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852  
**Commission paritaire n° 0426 C 83022**  
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :  
sam. de 9h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.  
Gérez votre abonnement, espace Client : [www.lefigaro.fr/client](http://www.lefigaro.fr/client)  
**Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine**  
Club : 469 € Semestrie : 235 € Week-end premium : 270 €

Imprime sur papier issu de forêts gérées durablement  
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écolabel européen sous le numéro F/011/001. Europrinting : Prot. 0,002 kg/tonnes de papier.



Ce journal se compose de :  
Édition nationale  
France 22 pages  
Châlier 2 Économie  
2 pages  
Châlier 1 Le Figaro  
et vous 10 pages

# Gavgani et Gergorin: « Face à la menace cyber, les entreprises doivent s'organiser »

Le directeur des systèmes d'information de BNP-Paribas et le consultant en stratégie alertent sur la cybercriminalité et invitent l'Europe à prendre des mesures.



Nicolas Barotte  
nbarotte@lefigaro.fr

**B**ernard Gavgani est directeur des systèmes d'information et membre du Comité exécutif du groupe BNP-Paribas. Jean-Louis Gergorin, chargé de cours à Sciences Po Paris et conseil en stratégie, est coauteur de *Cyber. La guerre permanente* (Editions du Cerf). Les deux hommes travaillent ensemble à la sensibilisation des responsables politiques et économiques aux risques cyber.

LE FIGARO. - Quel est l'état de la menace cyber qui pèse aujourd'hui sur les entreprises ?

**Bernard GAVGANI.** - Dans le monde entier et pas uniquement en France, le nombre d'attaques cyber ne cesse d'augmenter. Elles ciblent des entreprises mais aussi, depuis deux ans, les services publics, notamment celui de la santé. Certaines entreprises peuvent être directement ciblées, mais parfois c'est tout un secteur d'activité qui peut l'être. Les attaques proviennent de hackers à des fins d'espionnage et/ou de sabotage, et de fraudeurs. Ce mélange est complexe et dangereux.  
**Jean-Louis GERGORIN.** - Parmi tous ces méfaits, les plus perniciose sont les attaques par rançongiciels (ransomware) consistant à bloquer le système informatique de la cible et de plus en plus souvent à disséminer des informations confidentielles volées lors du raid jusqu'à paiement d'une rançon en cryptomonnaie. Cette piraterie moderne a le plus fort ratio historique de gain illi-



Bernard Gavgani et Jean-Louis Gergorin.

SEBASTIEN SCHIANO/LE FIGARO

RENCONTRE

« L'attaque contre Colonial Pipeline aux États-Unis, en mai, a suscité un sursaut outre-Atlantique. Les attaques par rançongiciels sont désormais considérées comme un enjeu de sécurité nationale aux États-Unis, mais pas encore en Europe », souligne Jean-Louis Gergorin

cite par rapport au risque encouru en raison de l'impunité presque totale dont jouissent leurs auteurs. Les maîtres d'œuvre de ces attaques se trouvent dans des pays qui n'ont pas signé la convention de Budapest contre le cybercrime. C'est le cas de la Russie, qui abrite des groupes organisés à l'origine de la majorité des rançongiciels les plus dévastateurs, de la Chine, où les groupes cybercriminels jusqu'alors focalisés sur l'espionnage se diversifient depuis peu dans les rançongiciels, et de la Corée du Nord, où ce type de prédation est effectué par les services étatiques.  
B.G. - On peut signaler aussi l'apparition d'un nouveau métier dans ce domaine, celui de négociateur. Des sociétés ont été créées et proposent de négocier à la place des victimes de cyberattaques. Elles sont donc rémunérées pour cette prestation et font désormais partie de l'écosystème de la cybersécurité.

**Comment expliquez-vous soit la sensibilisation à la menace cyber soit aussi lente à progresser ?**  
B.G. - Certaines entreprises ayant été visées par une cyberattaque ont encore du mal à partager leur expérience. Lorsqu'elles sont attaquées, les entreprises cherchent d'abord à restaurer leur service endommagé. Cela prend du temps et, pendant ce temps, elles sont fragilisées. Donc elles n'ont aucun intérêt à communiquer sur le sujet. Elles commencent à communiquer quand une attaque a un impact sur leurs clients. Une grande entreprise de conseil en technologie victime d'une attaque par rançongiciel, en juillet dernier, a, par exemple, dû communiquer via son réseau car la nouvelle se propageait. Mais il n'y a aujourd'hui pas d'obligation de communiquer au-delà de la réglementation européenne des données personnelles (GDPR). Au sein du secteur bancaire, nous échangeons régulièrement entre nous, dans le respect du secret bancaire, sur cette thématique et nous essayons d'apprendre les uns des autres.  
J.-L.G. - L'attaque contre Colonial Pipeline aux États-Unis, en mai, a suscité un sursaut outre-Atlantique. Les attaques par rançongiciels sont désormais considérées comme un enjeu de sécurité nationale aux États-Unis, mais pas encore en Europe.

**Comment expliquez-vous soit la sensibilisation à la menace cyber soit aussi lente à progresser ?**

B.G. - Certaines entreprises ayant été visées par une cyberattaque ont encore du mal à partager leur expérience. Lorsqu'elles sont attaquées, les entreprises cherchent d'abord à restaurer leur service endommagé. Cela prend du temps et, pendant ce temps, elles sont fragilisées. Donc elles n'ont aucun intérêt à communiquer sur le sujet. Elles commencent à communiquer quand une attaque a un impact sur leurs clients. Une grande entreprise de conseil en technologie victime d'une attaque par rançongiciel, en juillet dernier, a, par exemple, dû communiquer via son réseau car la nouvelle se propageait. Mais il n'y a aujourd'hui pas d'obligation de communiquer au-delà de la réglementation européenne des données personnelles (GDPR). Au sein du secteur bancaire, nous échangeons régulièrement entre nous, dans le respect du secret bancaire, sur cette thématique et nous essayons d'apprendre les uns des autres.  
J.-L.G. - L'attaque contre Colonial Pipeline aux États-Unis, en mai, a suscité un sursaut outre-Atlantique. Les attaques par rançongiciels sont désormais considérées comme un enjeu de sécurité nationale aux États-Unis, mais pas encore en Europe.

**Parfois, c'est tout un écosystème économique qui peut être visé par une attaque. Comment se protéger ?**  
B.G. - Face à la très forte croissance des attaques, il faut mentionner l'action essentielle de l'Autorité nationale en matière de sécurité et de défense des systèmes d'information (Anssi)

ainsi que l'organisation d'une solidarité volontaire entre les entreprises d'un même secteur. Il est important pour les entreprises de pouvoir partager avec les entreprises de taille intermédiaire (ETI) de leur secteur leurs bonnes pratiques et leurs expériences en la matière. Les entreprises doivent s'organiser. Elles pourraient aussi constituer, à partir de leurs équipes d'experts, un soutien aux entreprises du secteur subissant des attaques graves. Nous pouvons imaginer que ces capacités d'experts rassemblées au sein d'un même secteur pourraient se fédérer en une capacité nationale. Elle serait mise à la disposition de l'Anssi, s'il survenait par exemple plusieurs cyberattaques simultanées au sein du secteur d'activité concerné.

**Faut-il autoriser le « hack back », c'est-à-dire une forme de riposte des entreprises à une attaque cyber ?**

J.-L.G. - Ce serait une catastrophe. Il existe portant une tentation aux États-Unis. C'est la transcription dans le domaine cyber du 2<sup>e</sup> amendement qui donne à chaque Américain le droit d'avoir des armes à feu, et a abouti aux bavures que l'on sait. Je pense que, dans le domaine cyber comme dans celui des agressions militaires ou criminelles, les États doivent avoir le monopole de la riposte. Mais, pour riposter, il faut savoir qui est l'agresseur. Or l'attribution est la principale difficulté dans le domaine cyber. Cette capacité est un facteur clef de la hiérarchie des puissances. Les Américains ont un excellent niveau et il y a des raisons de penser que les Russes en sont proches. Cette capacité est évidemment une priorité pour les Européens qui veulent rester maîtres de leur sécurité, donc de la France. Le communiqué des responsables de 31 pays réunis virtuellement, sur les ransomwares, les 13 et 14 octobre à l'initiative de Washington liste des intentions très louables dont une, rendre beaucoup plus difficile l'utilisation des cryptomonnaies pour collecter et blanchir les rançons extorquées. Une autre clef est implicite. Elle consiste à utiliser « tous les moyens nationaux disponibles pour agir contre les auteurs des ransomwares menaçant des infrastructures critiques et la sécurité des populations ». Le modèle proposé est celui de la doctrine américaine qui permet désormais de riposter aux cyberattaques de cibles nationales, non seulement d'origine étatique, mais aussi, depuis cinq mois, à celles d'origine criminelle. À la France et à ceux des Européens qui, comme elle, en ont la capacité et la volonté, de prendre les actions prévenant l'Europe de devenir le cyber-punching ball du monde. ■

**RUTH ELKRIEF 2022**

**SOYONS IMPERTINENTS**

20H - 22H  
RUTH ELKRIEF 2022 AVEC PAUL LARROUTOUROU

**LCI**  
CANAL 26

CHRISTOPHE GUYON/LE FIGARO

# LE FIGARO économie

lefigaro.fr/economie

**EMPLOI**  
DUPOND-MORETTI  
PROMET LE TRAVAIL  
DANS LES PRISONS **PAGE 26**



**PRÉSIDENTIELLE**  
LE BIG DATA BOUSCULE  
LA CAMPAGNE  
**PAGE 30**

**> FOCUS**  
**L'ARABIE SAOUDITE VISE LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2060**

Premier exportateur de pétrole brut au monde, l'Arabie saoudite a annoncé samedi s'être fixé comme objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2060, à quelques jours de l'ouverture de la conférence internationale sur le climat (COP26) en Écosse. « J'annonce aujourd'hui l'objectif zéro émission de l'Arabie saoudite d'ici à 2060 grâce à une stratégie d'économie circulaire du carbone », qui vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement, a déclaré le prince héritier Mohammed Ben Salman dans une allocution au forum Saudi Green Initiative, qui s'est achevé dimanche à Ryad. De son côté, la compagnie pétrolière nationale, Saudi Aramco, s'est engagée samedi à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. L'Arabie saoudite émet 600 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, soit un peu plus que la France. Le prince héritier saoudien n'a toutefois pas dévoilé tous les moyens qu'il voulait mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs. En mars, Ryad avait présenté une vaste campagne pour réduire ses émissions, notamment en plantant des milliards d'arbres dans les prochaines décennies. Mohammed Ben Salman s'est engagé samedi sur une première étape de 450 millions d'arbres. Le royaume saoudien a aussi assuré qu'il participerait aux efforts internationaux pour réduire les émissions mondiales de méthane de 30 % d'ici à 2030. Ces annonces ne signifient pas que l'Arabie saoudite entend renoncer à son rôle de plus grand pays exportateur de pétrole. Elle entend parvenir à la neutralité carbone « tout en préservant et renforçant le rôle leader du royaume dans le maintien de la sécurité et de la stabilité des marchés internationaux de l'énergie, grâce aux technologies de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> », a précisé Mohammed Ben Salman. En un mot, elle parie sur les technologies de capture du CO<sub>2</sub> pour pouvoir continuer à exploiter le pétrole. Ce dimanche, le royaume du Bahreïn a également pris l'engagement d'une neutralité carbone d'ici à 2060.

G. G. (AVEC AFP)

## Restauration, distribution, santé... la nouvelle ère des robots

G. SOUVANT / AFP - D. MAREUIL / ANADOLU AGENCY VIA AFP - CHUNGKING / FANJIANHUA / STOCK.ADOBE.COM



La robotisation s'accélère dans les services pour pallier le manque de main-d'œuvre. Le Japon est à la pointe de ces innovations. **PAGE 24 ET 25**

## TGV Atlantique: nouvel appel à la grève

Mauvaise nouvelle pour les vacanciers de la Toussaint. Les conducteurs des TGV Atlantique, en grève déjà ce week-end pour le début des vacances, sont de nouveau appelés à la mobilisation le week-end prochain par les syndicats CGT-cheminots, SUD-rail et CFDT-cheminots. Le mouvement est prévu « sur la période du vendredi 29 octobre à 12 heures au lundi 1<sup>er</sup> novembre à 12 heures », précise un tract. Les trois organisations représenta-

tives des salariés ont déposé un préavis de grève unitaire illimité, permettant des grèves chaque semaine du vendredi à midi jusqu'au lundi à midi. Limité à l'axe TGV Atlantique, ce nouveau mouvement social concerne les TGV Inoui et Ouigo en provenance de et vers la Bretagne, les Pays de la Loire, le Centre-Val de Loire, la Nouvelle-Aquitaine et Toulouse. La première période de grève, ce week-end, a entraîné l'annula-

tion par la SNCF d'un TGV Atlantique sur dix vendredi, de deux trains sur dix samedi et d'un train sur trois dimanche. Le trafic doit revenir à la « quasi-normale » ce lundi, a précisé la SNCF. Le plan de transport des autres axes TGV du groupe ferroviaire n'a pas été impacté par la grève. Les clients concernés par les annulations avaient été informés par la SNCF et pouvaient se faire rembourser ou échanger leur billet sans frais. Pour justifier ce nouveau mouve-

ment social, les organisations syndicales évoquent le « constat d'échec » des négociations menées ces derniers jours avec la direction sur les conditions de travail et les rémunérations. Le relèvement des primes « serait un premier pas effectué pour montrer enfin une volonté d'apaisement de la part de la direction », note le tract unitaire des syndicats. La SNCF n'a pas encore publié ses prévisions de trafic à partir du vendredi 29 octobre. **C. C.**

### le PLUS du FIGARO ÉCO

**BLOC-NOTES**  
L'hélicoptère à billets du président Macron

PAR JACQUES-OLIVIER MARTIN  
PAGE 29

**LIBRES ÉCHANGES**  
La transition écologique va nécessiter une réforme d'ensemble de notre fiscalité

PAR JEAN-PIERRE ROBIN  
PAGE 29

**LIVRES & IDÉES**  
Quand le « bruit » brouille nos décisions et notre jugement

PAR URBENTIN PÉRIEL  
PAGE 29

### L'HISTOIRE

## La Chine veut généraliser la taxe foncière pour réduire les inégalités

Initié depuis plus de vingt ans, le projet de taxe foncière refait surface en Chine. L'enjeu est de freiner la spéculation immobilière qui a accompagné le boom de construction et de réduire la forte hausse des inégalités. L'objectif est d'étendre un dispositif pilote de taxation, jusqu'à présent très limité. Il est à l'essai depuis quelques années dans les villes de Shanghai (ci-contre) et Chongqing. Selon l'agence de presse officielle Chine nouvelle, le comité permanent de l'Assemblée nationale, organe législatif du pays, a approuvé samedi le dernier plan visant à promouvoir la « consommation rationnelle de logements ». L'urbanisation rapide et l'accumulation des richesses ont fait exploser les prix de l'immobilier qui ont été

multipliés par six en quinze ans. La question d'une meilleure répartition des revenus et le risque d'instabilité sociale sont devenus l'une des priorités du président Xi Jinping, qui prône la « prospérité commune ». Les autorités marchent sur des œufs avec ce projet de taxe foncière qui a toujours suscité beaucoup de réticences. Il est mal vécu des propriétaires fonciers qui se sont fortement endettés pour acheter leur bien. Le risque est aussi de précipiter la chute des prix et entraîner des ventes massives au moment où l'endettement abyssal du géant immobilier Evergrande met en péril le secteur. Le promoteur s'est voulu rassurant dimanche en annonçant la reprise des travaux sur dix chantiers. Les détails sur le lancement de la taxe et les zones ciblées seront donnés ultérieurement, a précisé Pékin. **A. C.**



## Nouvelle salve de révélations sur Facebook

La tornade n'en finit plus pour Facebook. Après les déclarations de la lanceuse d'alerte Frances Haugen devant le Congrès américain, un autre employé a témoigné contre le réseau social, l'accusant de faire passer ses profits avant la modération de ses contenus. Cet ancien membre de l'équipe d'intégrité civique a fait une déposition auprès de la SEC, le gendarme boursier américain, le 13 octobre, d'après le Washington Post. Dans ce document, il relate des propos tenus en 2017 par Facebook, face à la polémique liée à l'interférence de la Russie dans la présidentielle américaine de 2016, via sa plateforme. « Ce sera un feu de paille. Des élus vont râler. Et d'ici quelques semaines, ils seront passés à autre chose. En attendant, on imprime de l'argent au sous-sol et tout va bien », aurait déclaré Tucker Bounds, membre de l'équipe de communication.

Tout au long du week-end, des documents de la lanceuse d'alerte Frances Haugen, publiés par la presse américaine, ont révélé que les équipes de Facebook avaient bien conscience que la diffusion de messages haineux et de désinformation engendrait des émeutes, comme au Capitole, le 6 janvier 2020, à Washington, ou en Inde, en février 2020. Ces nouvelles révélations suggèrent la veille de la publication des résultats financiers de Facebook, ce lundi. Mark Zuckerberg devra défendre son image auprès des annonceurs, alors que ses revenus pourraient être touchés par les récentes mesures d'Apple contre la publicité ciblée. Une première étape avant la conférence du groupe jeudi sur la réalité virtuelle et augmentée. Il pourrait annoncer un changement de nom, pour mettre en avant ses ambitions dans les métavers, un monde virtuel en 3D. **C. C.**

# Des robots pour répondre à la pénurie de main-d'œuvre

*Restaurants, maisons de retraite, livraison à domicile... De plus en plus de secteurs confrontés à des difficultés de recrutement se tournent vers des solutions technologiques. Les machines compensent le manque de salariés dans des métiers en tension.*

ELSA BEMBARON @elsabembaron

**TECHNOLOGIE** Les machines sont parmi nous. La pandémie a accéléré la numérisation de l'économie. Cette mutation prend aussi une forme très concrète avec l'arrivée de robots dans l'espace public. Ils sortent des usines, des allées des entrepôts, pour venir au contact du public et accomplir des tâches là où la main-d'œuvre vient à manquer. La pandémie a aussi fait émerger de nouveaux standards, avec le besoin de limiter les interactions entre les personnes mais aussi de combler des postes restés vacants trop longtemps. Longtemps accusés d'être une menace pour l'emploi et mal

vus pour cette raison, les robots peuvent-ils soulager des secteurs en tension ?

Dans les allées d'un hypermarché Carrefour, une grosse machine destinée à laver le sol se faufile dans les rayons au milieu des clients. Jusque-là, rien d'exceptionnel, si ce n'est que la place du conducteur est inoccupée. Dans des restaurants à Londres, Séoul ou Tokyo, d'étranges tables à roulettes se glissent entre les tables pour apporter les plats aux convives. Les employés se concentrent sur d'autres tâches. Aux États-Unis, Ford multiplie les expériences de livraisons à domicile entièrement automatisées, alliant une voiture autonome avec un robot bipède pour porter les cartons sur

les derniers mètres. Dans des maisons de retraite, des robots compagnons Buddy font faire des exercices aux pensionnaires, les aident à exercer leur mémoire. Croulant sous les conteneurs, les ports de marchandises se tournent vers la robotique pour transformer leurs engins de levage en machines autonomes.

Si ces expériences font encore figure d'exception à l'échelle de l'économie mondiale, elles sont de plus en plus répandues, témoignant d'une réelle tendance de fond et une évolution des mœurs sans retour en

arrière possible. Des tâches traditionnellement dévolues aux humains, impliquant une interaction forte avec le public sont confiées à des machines plus complexes que de simples guichets automatiques. Peu à peu, les robots se glissent dans notre quotidien. Ils ne sont plus cantonnés aux usines.

## Pas de transfert de responsabilité

Cette transition pose la question de l'acceptabilité du robot, une interrogation soulevée depuis que le concept même a été posé par le père de la science-fiction moderne, Isaac Asimov. La principale différence vient de la forme des machines : il ne s'agit pas d'humanoides venant se mêler aux humains tel que l'auteur les avait imaginés. Le robot d'aujourd'hui est avant tout un outil autonome doté d'une forme d'intelligence artificielle. Il s'agit par exemple d'aspirateurs ou de tondeuses à gazon robots, devenus courant. Pas besoin d'un robot pour pousser un chariot quand l'objet lui-même est automatisé. Le fait que la machine effectue une tâche de façon automatisée ne change rien au transfert de responsabilité



## Auxiliaires de vie, serveurs, aides ménagères...

Dans une maison de retraite, une dame âgée discute avec ses petits-enfants. Mais personne n'est là pour lui donner une tablette, la mettre en contact avec ses proches : Buddy, le robot compagnon développé par la start-up française Blue Frog Robotics a tout fait tout seul. Pendant ce temps, les soignants peuvent se consacrer à d'autres tâches. « Avec la pandémie, nous avons enregistré une forte croissance de la demande d'Ehpad recherchant des solutions pour pallier le manque de personnel », relate Rodolphe Hasselvander, fondateur de Blue Frog Robotics. Cet exemple illustre une tendance de fond visant à décharger le personnel soignant de tâches qui peuvent être confiées à des robots. La surveillance de patients la nuit, la prise en charge de personnes à leur arrivée à l'hôpital, aller chercher une personne dans une chambre pour l'amener à un rendez-vous médical... De nombreuses fonctions peuvent être assumées par des automates en tout genre. Des fauteuils roulants autonomes sont même à l'étude pour faciliter les déplacements des personnes âgées dans les hôpitaux ou les Ehpad.

Le monde de l'éducation s'intéresse aussi aux robots pour permettre à des enfants malades, hospitalisés, de pouvoir continuer non seulement à sui-

vre des cours à distance, mais à interagir avec leurs camarades. Dans ce cas, le robot devient l'avatar de l'enfant pour l'aider à maintenir un lien social avec ses amis.

### Robot, deux cafés !

Les robots volent au secours des restaurateurs. Le coréen LG développe ainsi tout une gamme de robots Cloi, dont une version est dédiée à la restauration. Ceux qui s'attendent à voir une version moderne de C3PO - le célèbre robot majordome de Star Wars - en seront pour leurs frais. Le robot serveur des années 2020 est une simple desserte autonome. En cuisine, une personne y pose les plats ; charge aux convives en salle de les récupérer. Aux États-Unis, Peanut le robot vient lui aussi donner un coup de main aux serveurs. Il ne prend pas les commandes, mais apporte les plats aux clients.

Le nettoyage des lieux publics tend lui aussi à être confié à des robots. La grande distribution s'y essaye prudemment. Carrefour mène des expérimentations dans plusieurs de ses hypermarchés. L'usage de machines vient combler une pénurie de main-d'œuvre. Cela permet aussi de renforcer le nettoyage des allées, le sujet de l'hygiène ayant pris une importance croissante avec la pandémie. ■ E. B.

De nouveaux compagnons s'invitent dans notre quotidien, tel Buddy (en haut), qui se veut 100 % social. Ci-dessus de gauche à droite, le Cloi de LG version serveur, le livreur testé au Japon par Panasonic, celui de Ford, et de nouveau un Cloi de LG qui facilite cette fois le réapprovisionnement des rayons. BLUE FROG ROBOTICS ; LG ; PANASONIC ; FORD

Pendant le transport, l'automatisation permet au chauffeur d'organiser sa route, d'optimiser le remplissage de sa remorque, de préparer des éléments de facturation...

UN PORTE-PAROLE DE DAIMLER

## La logistique passe à l'automatique

Le Royaume-Uni cherche pas moins de 50 000 chauffeurs pour ses camions, les États-Unis demandent à leurs dockers de travailler plus pour débloquer les ports... La chaîne logistique mondiale est sous tension. Mais alors que les recrutements se font au compte-gouttes, les nouvelles technologies apportent de nouvelles solutions. « La promesse du numérique est d'augmenter la productivité, un moyen de pallier la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales », résume Helmut Reisinger, directeur général d'Orange Business Services.

Après avoir imaginé un monde fait de camions autonomes et de drones capables de venir déposer la pizza directement sur la table de la cuisine, le secteur de la logistique revient à des considérations plus terre à terre. Exit donc le camion sans chauffeur. « Les autres usagers de la route ne sont pas prêts à croiser des 33 tonnes sans une personne derrière le volant », résume un porte-parole de Daimler. Le constructeur allemand, très en avance dans le domaine, se concentre désormais sur l'automatisation de la conduite, dite aussi conduite déléguée. Il s'agit de libérer du temps pour

que le chauffeur puisse se consacrer à d'autres tâches sans prendre de risque pour sa sécurité et celle des autres. Les grandes lignes droites des autoroutes américaines s'y prêtent parfaitement, tout comme les embouteillages du Vieux Continent. « Pendant le transport, l'automatisation permet au chauffeur d'organiser sa route, d'optimiser le remplissage de sa remorque, de préparer des éléments de facturation, ou de prévenir d'un retard pour que le chargement-déchargement soit quand même possible par exemple », ajoute Daimler. L'idée est de permettre de gagner en efficacité, notamment en utilisant au mieux les capacités de transports des camions. À terme, cette optimisation doit permettre de transporter davantage de marchandises avec moins de camions.

### Amazon en tête

Amazon en tête, les ports du monde entier rêvent à davantage d'automatisation. Les cavaliers, ces immenses grues œuvrant à décharger les conteneurs des cargos et à les déplacer dans les zones de stockage sont de plus en plus autonomes. Ils peuvent être pilotés à distance, avec un opérateur

unique capable de superviser plusieurs de ces appareils. Ce principe se décline jusqu'aux petits robots qui circulent dans les allées des entrepôts, les AGV, pour « véhicules guidés automatiquement ». Si le secteur est dominé par des acteurs asiatiques et américains, Amazon en tête, les Français n'ont pas jeté l'éponge pour autant.

Exotec, une PME qui a vu le jour dans la région de Roubaix, a mis une solution de stockage, avec des racks spécialement conçus pour que ses petits robots, les Skypod, puissent récupérer les colis jusqu'à dix mètres de hauteur. Les Skypod fonctionnent en flottes et viennent aider les préparateurs de commandes en leur apportant les colis. Les drones volants, les quadricoptères, n'ont pas complètement disparu du paysage, mais ils sont plus souvent cantonnés dans les entrepôts, pour effectuer des inventaires, ou dans des zones précises de livraison. Plusieurs hôpitaux, notamment en Suisse et aux États-Unis, testent le transport par drone à destination des laboratoires, pour accélérer le traitement des analyses. Mais au-delà de l'effet d'annonce, la mise en place à grande échelle de ce type de solutions tarde. ■ E. B.

soit incarné par un humanoïde qui viendrait littéralement prendre la place d'un salarié en chair et en os contribuant à rendre cette interaction homme-machine d'un nouveau genre moins anxiogène.

Cette mutation est accélérée par les tensions sur le marché de l'emploi. « La transition vers l'automatisation est en route. Les besoins augmentent avec la pénurie de main-d'œuvre. Des emplois qui étaient occupés par des immigrants sont laissés vacants en raison des restrictions de déplacement mais aussi d'évolutions politiques. La substitution des hommes par les robots est de plus en plus probable, d'autant que les entreprises ont les liquidités nécessaires pour effectuer cette transition », souligne Gary Shapiro, PDG de l'influente Consumer Technology Association (CTA).

À cela s'ajoutent les avancées technologiques indispensables à l'efficacité des machines. Les connexions à distance sont améliorées avec le déploiement de la 5G. Les systèmes d'intelligence artificielle couplés à des capteurs en tout genre, caméras, radars, lidars, rendent les robots capables de comprendre leur environnement, de se déplacer et d'éviter les obstacles, y compris quand il s'agit des personnes. Les essais grandeur nature débouchent généralement sur un même constat : cette nouvelle génération de robots génère de la curiosité de part du grand public et même une certaine bienveillance. Les salariés concernés par leur arrivée sont aussi globalement satisfaits de pouvoir s'appuyer sur ces auxiliaires d'un nouveau genre, à condition qu'ils n'en fassent pas trop. Aujourd'hui, la question du risque de la destruction d'emplois par l'automatisation des tâches et la robotisation est reléguée au second plan dans des secteurs confrontés à de terribles difficultés de recrutement. ■



La substitution des hommes par les robots est de plus en plus probable.

GARY SHAPIRO,  
PDG DE LA CONSUMER  
TECHNOLOGY ASSOCIATION  
DAVID BECKER/GETTY IMAGES  
VA AFP



## Le Japon, une terre de prédilection

À l'autre bout du monde, les Japonais sont très en avance sur le sujet de la robotisation. L'Archipel se robotise à grands pas, contraint par une forte pénurie de main-d'œuvre liée au vieillissement de sa population et à la quasi-absence d'immigration. Les exemples se multiplient dans les domaines les plus variés. « La robotique n'est pas une question de réduction de coûts. Il s'agit de maintenir l'activité. L'automatisation n'est plus une alternative, mais une nécessité », insiste le patron d'un grand groupe japonais, dans une étude du cabinet Deloitte sur la robotique. Le ministère de l'Industrie japonais s'attend à ce que le chiffre d'affaires du secteur soit multiplié par 10, pour atteindre 75 milliards d'euros en 2035. Tous les secteurs sont concernés.

Panasonic teste la livraison entièrement automatisée de médicaments dans l'écoquartier de Fujisawa, non loin de Tokyo. Le livreur est une grosse boîte rectangulaire à roulettes, au design arrondi. La livraison a beau être automatisée, un opérateur supervise le robot à distance. « Il est important de pouvoir intervenir et contrôler le robot. Pendant les premières phases de test, les enfants venaient au contact du robot et commençaient à parler avec l'opérateur. Nous avons réalisé qu'il était possible de créer une réelle interaction entre les gens et les robots », rapporte Panasonic. ■ E. B.

À une autre échelle, le fabricant d'engins de chantiers Komatsu développe des bulldozers et pelleteuses semi-automatiques. Face à de terribles difficultés de recrutement dans le BTP, il a mis au point des machines capables d'effectuer seules les gestes complexes relatifs au maniement d'une pelle de chantier, quand l'homme se contente de conduire l'engin. Ce qui permet de recruter des non-spécialistes. Les grutiers faisant aussi cruellement défaut, des expériences sont menées permettant à un pilote de contrôler plusieurs grues très fortement automatisées à distance. « En trois ans, le Japon est passé de l'idée au déploiement effectif de ces solutions. Le sujet de l'autonomisation des gros engins de chantier est le plus mature », rapporte Pierre Mustière, président de Bouygues Asia.

### Version moderne du Tamagoshi

Ainsi, le robot japonais ne se limite pas au petit animal de compagnie Kawai (« mignon » en japonais). Mais ils n'ont pas disparu du paysage pour autant. Sony fait régulièrement parler de lui avec Aibo, son célèbre chien robot. Panasonic a développé Nicobo, « sourire », en japonais, une sorte de version moderne du Tamagoshi qui a profité de la pandémie pour grandir. Son rôle ? Aucun. Ou plutôt être dépendant de son propriétaire, qui ainsi se sent utile. ■ E. B.

## Tourisme : la France en reconquête

L'Alliance France Tourisme s'engage pour l'attractivité de la destination.

MATHILDE VISSEYRIAS @MVisseyrias

**ATTRACTIVITÉ** Ériger le tourisme au rang de priorité nationale, relancer l'investissement, repenser la formation et l'apprentissage pour valoriser les métiers, réussir la transformation numérique... Alors que les voyages reprennent progressivement sur la planète, l'Alliance France Tourisme (Accor, Compagnie des Alpes, Galeries Lafayette, Louvre Hotels, Kering, Groupe ADP...) formule des propositions concrètes pour la relance du secteur. Pourtant, première destination touristique mondiale, la France est de plus en plus concurrencée.

Face aux grandes capitales mobilisées pour reconquérir les visiteurs internationaux, la volonté de la mairie de Paris de s'attaquer au coût carbone des vols long-courriers et à la pollution des aéroports Charles-de-Gaulle et Orly, inquiète. L'absence de ligne claire pour un secteur représentant plus de 7 % du PIB n'a jamais autant pesé. « Déjà avant la crise, notre pays perdait des parts de marché, rappelle Dominique Marcel, président de l'Alliance et de la Compagnie des Alpes. La France a plus que jamais besoin d'avoir une stratégie globale, fédérant tous les acteurs, professionnels et pouvoir pu-

blics. Les entreprises de l'Alliance sont prêtes à se mobiliser pour relever le défi. » L'association de professionnels propose d'adopter « une stratégie nationale à dix ans, dont l'objet premier sera la structuration de l'offre globale de services ». Elle préconise en particulier de conquérir de nouveaux marchés à l'international « à la faveur de l'héritage des grands événements sportifs qui se dérouleront en France » : la Coupe du monde de rugby en 2023 et les Jeux olympiques en 2024. « Ce n'est pas le moment de dire qu'on veut moins de touristes internationaux, insiste Alexandre Liot, directeur général des Galeries Lafayette Haussmann. Il faut au contraire réaffirmer que Paris et la France sont la vitrine du tourisme international. »

### Digital et plus responsable

Au-delà des mesures d'aides d'urgence (PGE, chômage partiel...), Emmanuel Macron a promis cet été un plan de reconquête, destiné à soutenir le secteur et sa nécessaire transformation vers un tourisme plus responsable et digital. Des annonces sont attendues pour bientôt. Les professionnels veulent apporter leur contribution à la réflexion. « En 2015, Laurent Fabius avait donné un cap, déclare Alexandre Liot. Depuis, il n'y a pas d'ambition claire. Chacun a sa vi-

sion (Atout France, office du tourisme...) et l'argent est dépensé de façon décousue. » Pour encourager un tourisme plus durable, l'Alliance préconise notamment de mieux répartir l'offre dans l'espace et dans le temps et valoriser de nouveaux sites. « Il faut encore plus développer le tourisme domestique, mais c'est une illusion de penser qu'on pourrait pour autant se priver du tourisme international », souligne Dominique Marcel. « Il y a plusieurs séquences à respecter », poursuit Sébastien Bazin. La première est de remettre le secteur d'aplomb. « Certains acteurs sont encore à genou. S'ils ne survivent pas, c'est la fin d'une France, leader mondial du tourisme, prévient le PDG d'Accor. En même temps, il faut trouver des solutions pour faire revenir les collaborateurs. » L'Alliance propose à ce sujet « une réduction des charges salariales progressive et proportionnelle au nombre de salariés dans l'entreprise », qui présenterait l'avantage d'inviter à l'embauche.

« Ensuite, il faut réfléchir sur le tourisme de demain, pense Sébastien Bazin. On combat les réponses : quête de sens, de nature, de flux mieux répartis sur le territoire. Il faut que Paris fasse les choses aussi bien que Rome et Berlin. On s'occupera plus tard du tourisme de masse. » ■

SHEET: 4839912600057

## Mobilisez vos équipes autour de votre client

avec Customer 360 et Slack.



salesforce

Rendez-vous sur <http://salesforce.com/bonjour360>

# Éric Dupond-Moretti veut développer le travail dans les prisons

Quelque 350 entreprises seulement sous-traitent une partie de leur production en centre pénitentiaire.

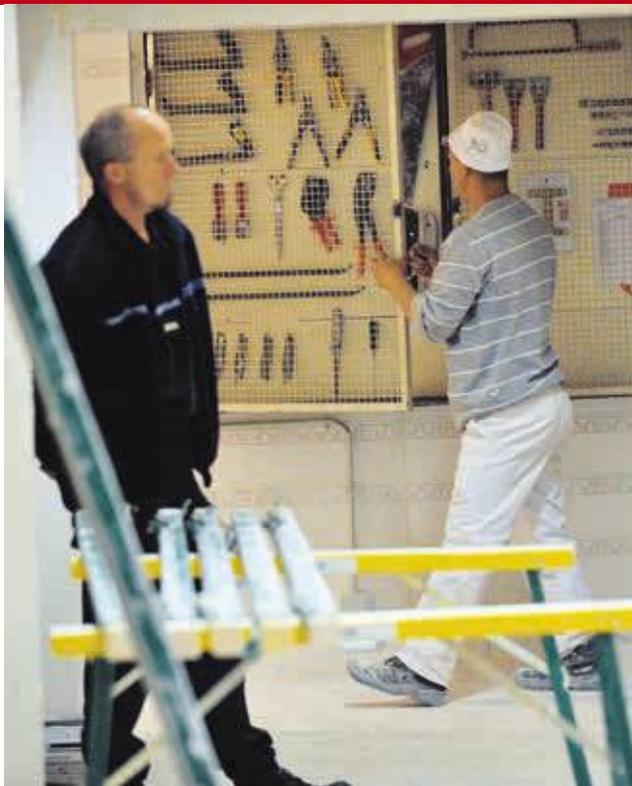
CORINNE CAILLAUD @corinnecailaud

**ENTREPRISE** « Je suis venu draguer les patrons ! », s'était exclamé fin août Éric Dupond-Moretti, devant plus de 2000 entrepreneurs médusés lors de la traditionnelle université de rentrée du Medef. Plus prosaïquement, le ministre de la Justice a profité de sa venue pour inciter les chefs d'entreprise à se tourner beaucoup plus vers le travail pénitentiaire. Et sa déclaration a fait mouche. Dans les heures qui ont suivi, le portail travail-prison.fr a enregistré un pic inédit de consultations sur les 600 ateliers proposés en concession aux entreprises ou pour sous-traiter, à bas coût, une partie de leur production. L'INA, par exemple, a passé un marché pour... numériser de vieux documents.

Mais l'intérêt des dirigeants n'a guère dépassé le stade de la curiosité, comme a pu le constater l'Agenc-

ce du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (Atigip). Créée en 2018, cette structure rattachée au ministère de la Justice a pour mission de renforcer le travail en milieu carcéral. Et il y a du boulot... Moins de 30% des 70000 détenus actuellement en milieu fermé travaillent et quelque 350 entreprises ont passé des marchés. « Il y a plus de demandes que d'offres. Nous devons créer les conditions d'une meilleure insertion professionnelle de ce public, car elle fait diminuer la récidive », pointe Albin Heuman, le directeur de l'Atigip. Un défi de taille, 53% de détenus n'ayant aucune qualification.

De fait, il revient aussi à l'Atigip de dynamiser la formation, pour la rendre plus qualifiante. À son arrivée, un détenu peut rentrer dans un processus de formation. L'Éducation nationale est présente dans tous les établissements, où le taux d'illettrisme est de 21% - soit trois fois plus que dans l'ensemble de la po-



pulation - et peut grimper à 34% avec les difficultés linguistiques. Les enseignants procèdent à des remises à niveau, notamment dans le cadre des dispositifs d'apprentissage.

## Certains détenus ont obtenu un CAP

À la centrale de Poissy, certains détenus incarcérés depuis dix ans ont obtenu les CAP qui leur étaient proposés. « Entre 60% et 70% du public, qui est là pour de longues peines, est occupé », indique Émeline Douceret,

sa directrice. Aucun cri ne s'échappe de cet ancien bâtiment situé dans la vieille ville, qui peut accueillir jusqu'à 240 personnes (il en compte actuellement 198). « Les détenus sont cadrés : ils ont adopté un rythme et sont habitués à se lever le matin. Proposer des activités permet de maintenir le calme. Ici les gens viennent des quatre coins de la France et sont peu visités par leurs familles qui n'envoient pas toujours de mandat. Alors travailler leur permet aussi d'avoir un peu d'argent pour cantiner », justifie

Un détenu travaille sous la surveillance d'un gardien dans le cadre d'un stage de formation professionnelle qualifiante de plâtrier, au centre pénitentiaire de Nantes. F. PERRYV/AFP

Émeline Douceret. Une partie de leur rétribution est également fléchée pour réparation vers l'indemnisation de leurs victimes.

Brian, 33 ans, incarcéré depuis 2012, travaille depuis quatre ans pour Wattelez, PME spécialisée dans l'élastomère industriel qui dispose d'une concession dans l'établissement. Deux autres postes, installés en enfilade derrière lui, sont occupés par des détenus qui travaillent pour d'autres sociétés, sous la surveillance des gardiens, appelés « moniteurs ». L'espace de travail de Brian est composé d'une grande table et d'une presse hydraulique de 650 kg où il ébavure des pièces d'élastomère, les fixe sur des adhésifs, puis les découpe à la presse avant de les emballer. « C'est une façon de rester dans le même rythme qu'à l'extérieur. Avant, j'ai été employé dans une usine où je confectionnais des couvettes et des oreillers, ainsi que dans le bâtiment et la viticulture », confie ce père de deux garçons de 13 et 14 ans. Il aimerait, le moment venu, continuer à l'extérieur « pour reprendre la vie du bon pied ».

Une possibilité envisageable pour Didier Jodocius, président de Wattelez jusqu'à son départ en retraite il y a peu, mais qui continue de suivre Brian. « Il a acquis une autonomie dans la réalisation complète de dix modèles et il a la compétence pour faire autre chose », assure-t-il. Pour Wattelez, détacher une partie de l'activité en prison est avant tout devenu un projet d'entreprise. Si l'opération est rentable économiquement - les charges sont allégées et Brian ne perçoit que 5,50 euros de l'heure -, elle n'est pas exempte de contrainte pour l'entreprise. « On ne maîtrise pas la productivité. Le rôle des moniteurs n'est pas de chronométrer les détenus. Par ailleurs, les livraisons de matériel et l'enlèvement des produits finis sont fixés par l'Administration pénitentiaire. Et venir voir régulièrement la personne est important. C'est beaucoup d'énergie », assure Didier Jodocius. ■

# L'exécutif s'attaque à la validation des acquis de l'expérience

Élisabeth Borne, la ministre du Travail, veut dépoussiérer un dispositif utile qui n'a jamais trouvé son public.

WILLIAM PLUMMER @PlummerWilliam

**EMPLOI** La validation des acquis de l'expérience (VAE) pourrait s'avérer centrale dans la volonté du gouvernement d'améliorer l'employabilité des salariés et de faciliter leur mobilité. Cette procédure permet d'obtenir un diplôme, un titre ou une qualification reconnus par l'État grâce à son expérience professionnelle. Mais cette troisième voie d'accès à la certification pâtit d'une complexité administrative bien trop écrasante. « Le texte de loi encadrant la VAE a près de 20 ans et, il faut l'admettre, les démarches sont particulièrement compliquées », reconnaît sans mal l'entourage d'Élisabeth Borne, la

ministre du Travail. Même son de cloche du côté de Matignon, qui déplore « des procédures trop lourdes » qui empêchent le développement des VAE dans « certains secteurs d'activité ou pour certains niveaux de qualification ». L'exécutif, via le plan de réduction des tensions de recrutement présenté fin septembre, a récemment entamé des expérimentations pour « éclairer sur les évolutions à venir ». Et ce dans les domaines de l'autonomie et du grand âge.

« Notre ambition est de simplifier la procédure, en réduisant les délais entre chaque étape et en renforçant l'accompagnement des publics qui envisagent une VAE », résume la Rue de Grenelle. Le premier frein à lever réside dans la constitution du dossier avec des preuves constitu-

tives qui peut s'avérer rebutant pour ces publics le plus souvent peu qualifiés. Avec cette expérimentation qui devrait s'étendre jusqu'à début 2022, le gouvernement souhaite démarrer la procédure par un oral pour, dès le départ, accompagner l'actif dans sa démarche. Autre objectif, diminuer la temporalité de la procédure, les jurys qui valident la certification pouvant prendre aujourd'hui plus de... quatorze mois à se réunir.

## Pilotage défaillant

« Si cette expérimentation fonctionne bien, notre objectif sera de proposer sur cette base une réforme globale et complète », confie l'entourage d'Élisabeth Borne. Une vraie nécessité car le constat n'est pas des plus

rassurants : au-delà de n'avoir jamais décollé, la VAE connaît une perte de vitesse depuis quelques années. D'après les derniers chiffres disponibles, environ 55500 candidats ont déposé un dossier en vue d'obtenir une validation en 2019. Soit une baisse de 11% par rapport à 2018. Et après un bon écrémage et un fort taux d'abandon, 36100 candidats se sont présentés devant un jury. Enfin un peu moins de 22000 candidats ont obtenu la certification visée. Ce qui fait de 2019 l'année la plus faible en termes de diplôme ou de titre acquis depuis... 2004. Au-delà de cette baisse de vitesse, le dispositif n'a jamais atteint l'objectif fixé de 60000 certifications validées annuellement. Entre 2002 et 2015, seulement

330000 personnes ont pu valider un parcours, soit une moyenne de 25000 certifications annuelles.

Dans un rapport publié en 2016, l'Inspection générale des affaires sociales n'était pas tendre avec cet outil. « Le constat est manifeste de la stagnation du dispositif, alors qu'il a su trouver sa place chez certains de nos voisins européens », soulignaient les auteurs.

L'igas ciblait notamment une gouvernance éclatée et un pilotage défaillant du dispositif qui ne permettait pas d'analyser son efficacité. Le gouvernement a donc beaucoup à faire pour redonner du sens à un dispositif qui, sur le papier, a tout pour être attractif et résoudre bon nombre de problématiques de reconversion. ■

**25 000**

Nombre moyen des certifications annuelles entre 2002 et 2015, loin de l'objectif initial fixé à 60 000

# Fairmat veut donner une seconde vie aux matériaux composites

La jeune pousse prévoit de mettre en service une première usine de recyclage en France début 2022.

Nous faisons entrer

ces matériaux dans le cercle vertueux de l'économie circulaire

BENJAMIN SAADA, PDG DE FAIRMAT

VERONIQUE GUILLERMARD @vguillermard

**INDUSTRIE** Créée en novembre 2020, la deep tech Fairmat fait son entrée sur le marché du recyclage des déchets de matériaux composites. Massivement utilisés par l'aéronautique (fuselage), l'automobile (caisses et réservoirs à hydrogène), les fabricants d'œilleries (pales) ou encore les industries du loisir (jouets, cadres de vélos...), ces matériaux constitués de fibres de carbone tissées avec des plastiques spéciaux sont légers, souples et résistants mais très difficiles à recycler. « Dans 90% des cas, les composites en fin de vie sont enfouis, brûlés ou fondus à grand ren-

fort de produits chimiques. C'est cher et polluant. Le bilan carbone des composites est mauvais », explique Benjamin Saada, PDG fondateur de la jeune société.

Or, la demande en composites augmente en moyenne de 10% par an dans le monde depuis 2010. Elle est appelée à croître encore car l'industrie « met du carbone partout ». Ce qui, en bout de chaîne, promet des montagnes de composites à traiter en fin de vie. Ces déchets représentent aujourd'hui 160 000 tonnes par an dans le monde. « Le problème se pose déjà avec le démantèlement des A380 sortis des avions, qui ont été les premiers avions de ligne à utiliser ce matériau », relève Benjamin Saada.

## 8,6 millions d'euros levés

« Nous faisons entrer ces matériaux dans le cercle vertueux de l'économie circulaire. Le nouveau matériau obtenu peut se substituer au bois, à l'aluminium ou encore à la fibre de verre... ce qui démultiplie ses applications », résume le PDG. Le nou-

veau matériau peut être réutilisé pour fabriquer des pièces moins critiques dans l'aéronautique tels que les planchers ou les galeries (les meubles de plateau-repas) des avions, les tableaux de bord des voitures et répondre aux besoins de nouveaux marchés, notamment l'ameublement, la construction, l'électronique, la logistique... « Nous redonnons une seconde vie aux composites de façon plus écologique qu'avec les techniques d'enfouissement ou de brûlage, en créant le premier matériau composite recyclé à bilan carbone négatif », insiste Benjamin Saada.

Son procédé testé avec succès, Fairmat prévoit de passer à la phase d'industrialisation, en implantant une usine en France.

Cela, après avoir levé 8,6 millions d'euros auprès du fonds de capital-risque européen Singular. Des négociations sont en cours avec deux régions candidates : les Pays de la Loire, où sont installées de nombreuses industries, notamment Airbus à Nantes, ainsi que l'Occitanie, une des grandes régions aéronautiques françaises avec le QG d'Airbus à Toulouse. L'usine, qui doit entrer en service en 2022, vise, à plein régime, le traitement de 5000 tonnes de déchets de composites par an. Selon les calculs de Fairmat, qui a déjà signé des contrats avec plusieurs clients, chaque kilo de composites classiques recyclés permettrait une économie de 41 kg d'émission de CO<sub>2</sub>. ■

## ENTREPRISES

## L'Ukraine fait sa révolution numérique

Un ministre trentenaire mène la digitalisation de l'administration, une arme contre la corruption.

FABRICE NODÉ-LANGLAIS  
@fnodelanglois

**EUROPE DE L'EST** On s'attendrait à ce que cette innovation soit présentée par Singapour, la Corée du Sud ou les pays baltes, très en pointe en matière de numérisation de l'administration. Mais c'est l'Ukraine qui revendique d'être le premier pays au monde à avoir déployé le passeport numérique qui a la même valeur officielle que la pièce d'identité papier. De passage à Paris la semaine dernière, Mikhaïlo Fedorov, le « Cédric O ukrainien », ministre tout juste trentenaire, chargé du Numérique, montre sa carte d'identité affichée sur son smartphone. Authentifiée par un QR Code, « elle me permet de prendre un avion, d'ouvrir un compte en banque », explique le jeune vice-premier ministre.

Ce titre, accordé par le président Volodymyr Zelensky, témoigne de la priorité donnée à la transformation numérique de l'ex-République soviétique, couramment associée à une industrie lourde polluante et à l'agriculture intensive.

À Paris, Mikhaïlo Fedorov, créateur de SMM Studio, société de marketing en ligne, a visité - passage obligé - Station F. L'incubateur parisien n'a en réalité guère à envier à UNIT.City son pendant à Kiev, commente Pierre Person, député LRM qui s'est rendu à plusieurs reprises en Ukraine.

## Vivier de développeurs

UNIT.City, dirigé par un Français enthousiaste débarqué de la Silicon Valley, Dominique Piotet, est un quartier de la capitale en plein développement à la fois incubateur de start-up, centre de formation et lieu d'hébergement. « L'ensemble, déjà en partie préempté par des sociétés américaines, est vraiment impressionnant », souligne Pierre Person. Il s'appuie sur des informaticiens bien formés, héritage de l'éducation mathématique soviétique. Ce vivier de développeurs, aux talents recherchés par les Facebook et autres Google, n'est pas l'essentiel pour mener la transformation numérique du pays, assure Mikhaïlo Fedorov. « Il faut des gestionnaires qui sachent simplifier et aboutir », dit-il.

C'est dans cet esprit revendiqué de start-up qu'en deux ans, le mi-

Mikhaïlo Fedorov, le ministre ukrainien du Numérique, montre son passeport électronique le 20 octobre, à Paris.



F. NODÉ-LANGLAIS/LE FIGARO

nistre a développé, entre autres, Diia City, le portail numérique de l'administration ukrainienne, qui fédère des dizaines de services. « Diia compte 15 millions d'utilisateurs (sur environ 44 millions d'habitants), et rien qu'hier, nous en avons enregistré 120 000 supplémentaires », assure Fedorov.

Un « des enjeux majeurs » de la numérisation de l'administration, insiste Fedorov, est la lutte contre la corruption, profondément enracinée dans le pays. « Avant, pour lancer un chantier, on achetait le permis, raconte le ministre, désormais, on l'obtient

par le portail numérique, en transparence, sans intervention d'un fonctionnaire. »

Bien sûr, cette révolution à marche forcée se heurte à des résistances et à une insuffisance des infrastructures (réseaux, centres de données...). Pour améliorer l'administration en ligne, l'accès libre à des statistiques fiables est nécessaire. C'est pourquoi l'agenda parisien du ministre Fedorov comportait un rendez-vous avec l'Insee.

Dans son combat anticorruption, Mikhaïlo Fedorov mise aussi sur le développement de la hryvnia - la devise nationale -

numérique. « L'an prochain, les fonctionnaires de mon ministère seront payés en monnaie numérique, une opération pilote. » Pas question pour autant de reconnaître le bit-coin en tant que monnaie comme l'a fait le Salvador, mais l'Ukraine a légiféré pour encadrer les transactions en cryptoactifs en attribuant des licences aux opérateurs.

Le député Pierre Person se dit bluffé par « la vitesse de la transformation numérique de l'Ukraine », et même « un peu jaloux », lui qui, s'agissant de l'encadrement législatif des cryptoactifs en France, se « heurte à des réticences » ■

## LE FIGARO partner

## La banque privée, pourquoi pas vous ?

La banque privée Milleis casse les codes et s'adresse aux 2,5 millions de Français ayant un apport compris entre 100 000 et un million d'euros. Elle leur offre un service personnalisé, des produits de qualité sélectionnés avec rigueur et la possibilité de réaliser des investissements responsables.

Plusieurs millions de personnes pourraient, souvent sans le savoir, accéder à un banquier privé et donc bénéficier de nombreux services personnalisés. En effet, entre les banques privées réservées aux grandes fortunes et la banque de détail, Milleis a pris le parti de s'adresser aux clients souvent oubliés par ces établissements : la

clientèle dite « patrimoniale », qui dispose d'un apport débutant à 100 000 euros. Ces derniers s'estiment bien souvent mal accompagnés par les banques de détail.

Repositionnement stratégique, renfort des expertises, recrutement de banquiers privés et d'experts, refonte de sa gamme de produits... Depuis trois ans, Milleis - connue du grand public jusqu'en 2018 sous le nom de Barclays - réinvente le modèle de la banque privée. Une offre qui a déjà séduit 60 000 familles.

## Chercher les produits plus qualitatifs sur tout le marché

Confier son épargne à une banque privée c'est avoir la certitude de bénéficier d'un accompagnement personnalisé. En effet chez Milleis,

chaque banquier se concentre sur un portefeuille de 300 clients - contre environ 1 200 dans une banque de détail. Il est ainsi en mesure de leur proposer un véritable suivi dans le développement ou la transmission de leur patrimoine. Pour être au plus près des besoins de ses clients, Milleis est présente dans les grandes villes de France avec plus de vingt espaces patrimoniaux. Poursuivant cette logique de proximité, ses 200 banquiers se rendent chaque jour au domicile ou sur le lieu de travail de leurs clients. Alors que les banques de détail proposent presque exclusivement les produits financiers ou d'assurance de leurs filiales, Milleis sélectionne pour ses clients les produits et solutions les plus adaptés à leurs besoins. « C'est dans notre ADN d'aller chercher les produits les plus qualitatifs auprès des meilleurs gestionnaires d'actifs », explique Clément Le Léap, directeur commercial chez Milleis.

## Investissements responsables pour donner du sens à son épargne

Très attachée à l'impact de ses activités et de ses investissements, Milleis Banque a lancé un mandat responsable, c'est-à-dire un mandat de gestion portant sur des investissements qui intègrent, en plus des critères traditionnels de performances financières, des critères environnementaux, sociaux, et de gouvernance (ESG).

« La responsabilité environnementale n'est plus une option, c'est une réalité, insiste Clément Le Léap. Notre objectif est ainsi d'allier la recherche de performance financière à l'investissement responsable, ce qui nous paraît être le meilleur moyen d'aborder dès aujourd'hui le monde de demain. »

Cette offre répond à la fois à la conviction profonde de Milleis comme de ses clients que les entreprises doivent agir pour la société.

Pour plus d'information, entrez dans l'univers de la banque privée sur Milleis.fr

en partenariat avec

MILLEIS  
BANQUE

Publi-communié réalisé par 14HAUSSMANN

## Reprise d'Equans : la dernière ligne droite

La remise des offres pour racheter la filiale d'Engie aura lieu le 2 novembre.

EMMANUEL EGLOFF @eeegloff

**SERVICES** Le bon, la brute et le truand. Certes facile, la comparaison n'est pas infondée dans le dossier Equans, la filiale de services à l'énergie mise en vente par Engie. Ils ne sont plus que trois - le fonds d'investissement Bain Capital et les industriels Bouygues et Eiffage - à vouloir remettre une offre ferme le 2 novembre. Et, dans ce western capitaliste, chacun se voit dans le rôle du bon. Sous pression, le conseil d'administration d'Engie n'examinera pas les offres à la seule aune du prix. « Le conseil regardera les offres selon quatre critères, dont le projet industriel, les engagements sociaux et la capacité d'exécution », selon une source proche de l'énergéticien. Le conseil devrait créer un comité ad hoc. Et les modalités d'examen des offres pourraient être précisées dans la semaine.

## Bataille de promesses

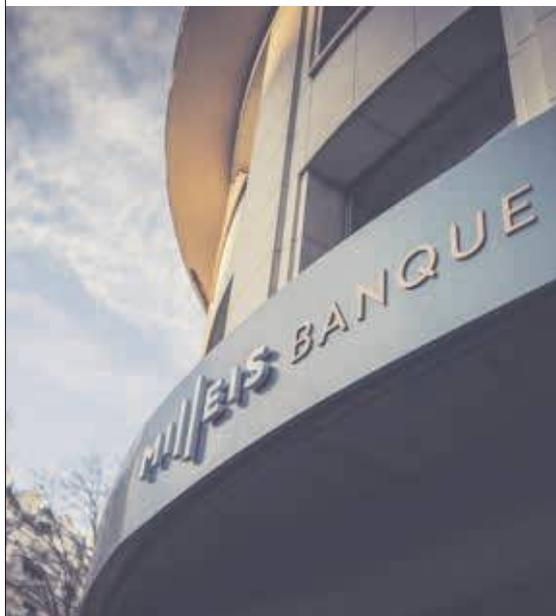
Dans cette dernière ligne droite, c'est Bain Capital qui tente le plus de faire bouger les lignes. Depuis le départ, il affirme qu'Equans restera une société française et que son objectif est de la coter à Paris dans les cinq ans. Il n'empêche : le fonds est bel et bien américain. Afin de colorer son offre en bleu-blanc-rouge, il a annoncé la semaine dernière un accord avec Fimalac, de l'homme d'affaires Marc Ladreit de Lacharrière, qui prendra 20% du capital d'Equans en cas de succès. Le Français Matthias Boyer-Chammard, directeur-associé chez Bain, a également accordé un entretien aux Echos. Une action jugée peu respectueuse par ses concurrents, alors qu'Engie leur demandait de ne pas prendre la parole officiellement. D'autant que Bain en a profité pour dresser une longue liste de promesses à destination des salariés d'Equans, avec notamment aucun départ contraint et 15 000 créations de postes nettes d'ici à cinq ans.

Sur ces sujets, Bouygues et Eiffage ont exactement la même vision, et

s'engagent également à ne procéder à aucun départ contraint et à créer 10 000 postes nets. Il n'y a guère de difficultés à se donner de telles obligations : le secteur des services à l'énergie affiche une croissance de 5 à 6% par an et ne cesse de recruter. Ce qui n'empêche que, même contractualisé, il ne s'agit que de promesses. Dont la crédibilité est surtout liée à la nature de celui qui la fait et à la solidité du projet industriel.

Le constat, partagé par les trois candidats, est qu'Equans est une belle entreprise, qui pâtit d'une palette très large d'activités et d'une rentabilité inférieure à ses concurrents. Bain est confiant dans sa capacité à la redresser, avec le management actuel d'Equans. Les outils : changer le reporting des contrats et intéresser financièrement les dirigeants. « Les 130 cadres dirigeants seront très fortement associés à la performance de la société », a souligné le dirigeant de Bain dans Les Echos. Avec une vision forcément plus court terme que les industriels, puisque le fonds vise une introduction en Bourse d'ici à cinq ans.

De son côté, Eiffage a depuis de nombreuses années axé sa stratégie sur les concessions, avec APPR dans les autoroutes ou l'aéroport de Toulouse. Benoit de Ruffray, son PDG, souhaite rééquilibrer le groupe. Les activités de services d'Equans vont l'y aider. La société met en avant sa culture et son organisation avec une hiérarchie légère, qui correspondent à celles d'Equans, où il faut être proche des clients en raison des nombreux petits contrats. Chez Bouygues, le métier des services à l'énergie deviendra stratégique. Une nouvelle branche sera créée qui, avec 16 milliards d'euros de chiffre d'affaires, deviendra même le premier métier du groupe. Le tout avec une vision de long terme, comme l'a montré la création des activités télécoms en 1994. « Nous avons le meilleur projet pour Equans, pour Engie et pour la France », martèle une source proche du géant de la construction. ■



PROPOS RECUEILLIS PAR  
MARC LANDRÉ [mlandre@lefigaro.fr](mailto:mlandre@lefigaro.fr)

**MANAGEMENT** Youssef Achour, 59 ans, est PDG du groupe Up depuis 2019. Signe particulier : le numéro trois des titres-restaurant et des chèques de services (535 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2019, 3500 salariés dans le monde) est une société coopérative dont les salariés sont actionnaires. Le groupe compte 800 000 commerçants affiliés, 200 000 entreprises clientes, 25 millions de bénéficiaires dans 28 pays et émet quelque 7,5 milliards d'euros de titres, sous forme papier ou carte, par an.

**LE FIGARO.** - En quoi le statut de coopérative du groupe Up est-il, selon vous, un atout ?  
**Youssef ACHOUR.** - Ce qui fait notre différence, c'est que nous associons le capital humain à un projet collectif de long terme où nous partageons la valeur créée. Cela évite de ne se concentrer que sur des décisions de court terme, même si nous sommes une entreprise comme une autre dans notre rapport à l'économie. Les coopératives répondent aujourd'hui à la quête de sens de beaucoup de personnes qui veulent allier projet d'entreprise et carrière personnelle.

**Quelles sont les valeurs du groupe Up, dans lequel vous travaillez depuis 21 ans ?**  
Nos valeurs depuis 57 ans sont basées sur l'égalité. Le principe d'« un homme, une voix » qui nous régit donne la même place et la même importance tant à l'assistante qu'au PDG. Il permet d'associer tous les collaborateurs aux décisions puisque ceux qui le dirigent sont élus par tous les salariés. Chez nous, un collaborateur devient sociétaire au bout d'un an. Il est invité régulièrement à des réunions, où l'entreprise lui rend compte de son activité et peut se présenter tous les quatre ans au conseil d'administration, qui nommera l'homme ou la femme chargé de diriger le groupe. Nous sommes aussi une entreprise citoyenne parce que nous faisons partie d'un écosystème dans lequel nos produits - des titres-repas, cadeaux ou sociaux - ont une utilité sociale et apportent du sens. Il y a une cohérence entre ce que nous sommes et ce que nous faisons.

**N'est-il pas compliqué d'être salarié et actionnaire ? Sans oublier les représentants du personnel, qui ont aussi une troisième casquette d'élus...**



# Youssef Achour

## « Un PDG ne doit pas tout gérer »

Le dirigeant du groupe Up, numéro trois mondial des titres-restaurant, vante les mérites du statut coopératif après la crise du Covid.

Il y a une alchimie à trouver et c'est parfois compliqué. Mais nos valeurs nous obligent à être intelligents : il y a un moment pour être salarié et respecter son contrat de travail et un moment pour être sociétaire et valider la stratégie du groupe. Certains collaborateurs cumulent d'autres fonctions : les membres du conseil d'administration et les élus du personnel, qui font vivre le dialogue social. Mais cela n'affranchit personne de ses obligations, de ses devoirs et de son exigence envers l'entreprise.

**Faut-il être militant pour travailler dans une coopérative ?**  
Dans les années 1960, oui. La coopérative portait un modèle alternatif de société et il y avait une approche militante, à l'origine du Chèque-déjeuner. Mais plus aujourd'hui. Les collaborateurs qui nous rejoignent veulent donner un sens à leur vie professionnelle, être associés à un projet collectif, et beaucoup sont engagés dans leur vie personnelle dans un projet collaboratif. La finalité de nos solutions, qui militent pour l'accès à une alimentation de qualité, à la culture et aux loisirs, nous unit. À nous d'inscrire cette réalité dans la durée pour les fidéliser.

**Vous dites ne recruter ou ne privilégier que des gens engagés. N'est-ce pas discriminatoire ?**

« Le principe "d'un homme, une voix" qui nous régit donne la même place et la même importance tant à l'assistante qu'au PDG », explique Youssef Achour.

SEBASTIEN SORIANO/  
LE FIGARO

Non. À compétences égales entre deux candidats, on retiendra plutôt celui qui a un engagement à l'extérieur parce qu'il colle mieux, a priori, à l'ADN d'un groupe coopératif comme le nôtre. Nous mobilisons aussi nos salariés sur des projets soutenus par la Fondation Up. Nous recrutons des collaborateurs qui deviendront sociétaires, ils doivent donc être plus « acteurs » que les autres dans la société...

**Le groupe Up, présent dans 28 pays, se recentre sur l'Europe. Pourquoi ?**  
Depuis que j'ai pris mes fonctions, il y a deux ans, nous avons été

confrontés à la crise du Covid, mais aussi à une crise de croissance après une période de développement et de diversification à l'international. Cela nous a conduits à nous interroger sur notre modèle et nous a convaincus que nous devions nous adapter à notre nouvel environnement. Nous nous sommes donc redéployés autour de quatre axes stratégiques : le recentrage sur l'Europe, que nous avions peut-être négligé en privilégiant l'Amérique latine ou la Turquie ; le recentrage sur notre métier de base (émettre de monnaies flechées), très porteur - seul un salarié sur cinq dispose d'un titre-restaurant ; la consolidation de la digitalisation de nos offres - 58 % des titres émis aujourd'hui le sont sous la forme de carte, et le développement de partenariats pour enrichir nos offres - la digitalisation nous oblige à associer des services complémentaires que nous ne pouvons pas développer nous-mêmes.

**Comment se passe la cohabitation entre le groupe, sous statut de coopérative, et vos filiales étrangères, qui ont un statut classique de société ?**  
Très bien. La coopérative est propriétaire d'une quarantaine de sociétés dans 28 pays, dont 10 en France, et a le même fonctionnement opérationnel que n'importe quel groupe. Le conseil d'administration confie l'exécution du

quotidien à un comité exécutif qui regroupe les directeurs supports (RH, communication...) et de zones. Nos filiales ont une grande autonomie et le groupe se comporte comme un holding qui gère son patrimoine et veille à un juste retour sur investissement.

**La gouvernance du groupe Up changera en 2022, après 57 ans de statu quo, avec la dissociation des fonctions de président et de directeur général. Pourquoi ?**  
Cela fait 21 ans que je suis dans le groupe et j'ai vu la coopérative évoluer. Les enjeux (d'internationalisation, de digitalisation, de concurrence, de RSE, de RGPD...) auxquels nous sommes confrontés sont devenus trop complexes pour être portés par un seul homme. Un PDG ne doit pas tout gérer. Ce qui était possible avant, avec un produit uniquement papier et duplicable partout dans le monde, n'est plus pour garantir la transformation et la pérennité d'un groupe international comme le nôtre. ■

## CONFIDENCES

**UN OBJET FÉTICHE SUR VOTRE BUREAU ?**  
Aucun, je ne suis pas fétichiste.

**VOTRE MODÈLE DANS LA VIE ?**  
Michel Rocard, que j'admiraais adolescent pour sa vision du monde.

**LA PRINCIPALE QUALITÉ D'UN MANAGER ?**  
La transparence, parce qu'elle induit l'exemplarité, la confiance, l'échange, la franchise, la clarté...

**LE TALK au vendredi**  
**LE « TALK DÉCIDEURS »**  
Aujourd'hui : Maya Noël, directrice générale de France Digitale  
En vidéo sur [lefigaro.fr/decideurs](http://lefigaro.fr/decideurs)

## TOP MANAGEMENT PAR Carole Bellemare

[www.decideurs.lefigaro.fr](http://www.decideurs.lefigaro.fr)



## LES DÉCIDEURS du groupe bancaire BPCE

**DATES CLES**  
**1986** Après HEC et Stanford, rejoint Indosuez  
**1997** Directeur financier de l'assureur AGF, puis directeur général en 2006  
**2007** Associé-gérant d'Oddo et Cie  
**2009** Directeur général de Natixis  
**2018** Président du directeur du groupe BPCE

Depuis trois ans à la tête du deuxième groupe bancaire français aux 22,5 milliards de produits net bancaire et aux 100 000 collaborateurs, Laurent Mignon, qui après avoir réorganisé et redressé Natixis, a mené à bien au printemps l'intégration de la filiale de gestion d'actif et de financement, ouvre un nouveau chapitre pour BPCE. « En juillet, le groupe a lancé son nouveau plan stratégique BPCE 2024, un plan de développement ambitieux qui vise à faire du groupe un des leaders de la banque, de la gestion d'actifs et de l'assurance », fait valoir le président du directoire, qui vient aussi de parachèver la réorganisation de son état-major avec l'entrée de nouveaux membres au comité de direction générale. Une task force renforcée qui sera totalement opérationnelle à compter du 1<sup>er</sup> janvier. « Donner à toutes nos entreprises, Banques populaires, Caisses d'épargne, Natixis et l'ensemble des filiales du

groupe les moyens d'accompagner nos clients dans la relance de l'économie, financer les transitions énergétique et numérique, sont les priorités de notre équipe de direction générale et de tous les dirigeants du groupe qui partagent l'esprit entrepreneurial, le sens du client et l'intérêt collectif », souligne le banquier de 57 ans. C'est pas à pas depuis 2018, que le successeur de François Pérol a revu son casting. Dès sa prise de commandes, il faisait monter au siège Christine Fabresse, la patronne de la Caisse d'épargne Languedoc-Roussillon, comme DG banque de proximité et assurance. En mai dernier, un autre visage féminin, Béatrice Lafaurie la rejoignait au directoire comme DG ressources humaines. Un retour pour cette Sciences-Dauphine qui avait débuté dans le groupe et dirigeait les RH de SNCF Voyagers. Revenu aussi, un an plus tôt, le grand argentier Jean-François Lequoy. Lau-

rent Mignon apprécie cet X-Ensaie, ancien d'AGF, qui pendant cinq ans, fut le « M. Assurances » de Natixis. Celui qui était devenu en 2019 président du Groupement français des bancassureurs pilote depuis un an finances et stratégie. Autre pointure incontournable auprès de Laurent Mignon, Nicolas Namias, son ex-numéro 2 avec qui il a redressé Natixis et à qui il a confié la direction générale de la banque. Essec-Sciences Po-Ena-Stanford, l'ancien de Bercy et de l'AMF roule pour BPCE depuis treize ans, hormis une parenthèse de deux ans (2012-2014) à Matignon, En juin, Laurent Benatar, X-Télécom Paris Tech, arrivé trois ans plus tôt d'Orange, a pris lui du galon comme DG technologies et opérations. Sans changement, l'HEC Jacques Beyssade, ex-Natixis aussi, régle depuis deux ans comme secrétaire général sur le juridique, la gouvernance, la conformité, le contrôle permanent et

les relations de place. Dans le saint des saints également, désormais, François Codet, le DG de Natixis Assurances, devenu aussi « M. Assurances » du groupe. Promotion récente aussi, celle de Catherine Halberstadt, une fidèle nommée en juin par Laurent Mignon DG solutions et expertises financières. À noter la montée de Stéphanie Paix, DGA inspection générale, qui en janvier prendra la direction risques du groupe. C'est Christine Jagclin, la banquière de la Banque palatine, qui lui succédera. Et des ce mois d'octobre, Yves Tyrode, un ex-Orange et SNCF dans le groupe depuis cinq ans, a vu son champ élargi comme DG innovation, digital, data, paiements et président d'Oney Bank. Enfin en janvier, Géraud Brac de La Perrière (risques) deviendra senior advisor du DG du pôle Global Financial Services et coprésident du comité de crédit de Natixis au côté de Nicolas Namias. C. B.



BLOC NOTES  
JACQUES-OLIVIER MARTIN @jocjom

## L'hélicoptère à billets du président Macron

Il n'y a pas d'argent magique, se plaît à dire Emmanuel Macron, soucieux d'afficher son sérieux budgétaire auprès de tous ceux qui pensent qu'il n'est pas bon de dépenser l'argent que l'on n'a pas. Faut-il le croire ? De plus en plus difficilement. Ne vient-il pas de donner les clés de l'hélicoptère à billets à Jean Castex pour que son premier ministre déverse 38 millions de chèques de 100 euros pour atténuer la hausse des prix des carburants ? Faisons les comptes : 3,8 milliards d'euros d'argent magique pour éviter la colère des Français à quelques mois de la présidentielle : le geste est ample...

Notons que dans cette affaire de flamée des prix, la France est le seul pays européen à distribuer des « coupons carburant » quand le baril de pétrole augmente. D'aucuns pourraient penser que nous vivons dans l'Etat le plus prospère du continent. Ils se tromperaient. Au palmarès des performances économiques, la France est championne de la dépense publique et des impôts (les deux vont généralement de pair), tutoie les sommets en matière de déficits et de dette publique. Pour le reste (chômage, richesse par habitant, excédent commercial...), notre pays n'a aucune raison de plastronner.

Ce chèque de 100 euros est en réalité un non-sens sur toute la ligne. La plupart des bénéficiaires le jugeront insuffisant et surtout un tel geste les confortera dans l'idée que l'Etat peut, même les prémunir contre l'inflation mondiale de l'énergie, de l'essence, du gaz... Cette politique à guichet ouvert nourrit la dépendance aux aides publiques, affaiblit financièrement notre pays et donc finit insidieusement par apparaître ses habitants.

Ajoutons que l'argent magique déversé par l'hélicoptère de Jean Castex ne tombe pas du ciel, ni d'un quelconque coffre-fort. Dans un pays où le déficit public dépasse les 8 %, il n'y a pas de caudex, comme certains voudraient nous le laisser croire. Non, c'est bien par de la dette que l'exécutif finance sa stratégie du chèque. Au risque de dégrader un peu plus notre souveraineté financière. Plus un pays emprunte et plus il dépend de ses créanciers pour moitié non-résidents. Enfin, l'indemnité inflation pas plus que le chèque énergie ne régleront le problème de pouvoir d'achat que ressentent nos

concitoyens. À vrai dire, les « gilets jaunes » dont le retour est aujourd'hui tant redouté ne réclament pas des subventions. Ils veulent avant tout que leur travail rapporte plus. Or, sur ce sujet, l'Etat est loin d'être démuné. Il peut même beaucoup. Comment ? En dépensant mieux et moins, il allégerait ses besoins, et par ricochet les prélèvements (impôts, charges et autres taxes) qui amputent en France plus qu'ailleurs les salaires. Le sérieux budgétaire améliorerait aussi la compétitivité des entreprises et les rémunérations des salariés. Cette politique est, il est vrai, beaucoup plus difficile à mettre en œuvre que de faire voler l'hélicoptère à billets. La transformation de la France et l'apaisement des « gilets jaunes » sont pourtant à ce prix. Emmanuel Macron le sait, mais, comme ses prédécesseurs, se laisse aller à la facilité d'une politique coûteuse et inefficace.

### MÉTAVERS, MÉTARISQUE

Il aura fallu six jours pour créer le monde et l'humanité. Combien en faudra-t-il pour bâtir l'univers numérique ? Mark Zuckerberg a promis de recruter 10 000 cerveaux pour participer à la fabrication du métavers, la double numérique de notre univers. Des start-up se créent par dizaines pour y participer également. De grandes marques s'y intéressent déjà.

Depuis trois décennies, les innovations numériques s'additionnent, se recombinaient et ouvrent de nouvelles voies, des filons qui attirent les pelles et les pioches 2.0. Il en fut ainsi de la blockchain, il y a peu, de la réalité virtuelle, de l'IA, de la « deep tech » et plus récemment des jetons non fongibles, les fameux NFT, qui secouent le mode de l'art et des collectionneurs de cartes « paninis » numériques.

Pour le fondateur de Facebook, le métavers est une innovation numérique révolutionnaire. Il est bon de l'écouter. Les innovateurs et les prospectivistes des nouvelles technologies se trompent rarement. Dans moins d'une décennie, munis d'un casque, de lunettes, ou d'un autre outil, nous vivrons donc aussi au travers d'un hologramme dirigé par notre cerveau dans un monde de virtuel où tout sera en théorie possible. Pour le meilleur (c'est la promesse), mais aussi pour le pire, comme les réseaux sociaux nous l'ont appris. Courage... ■

## La transition écologique va nécessiter une réforme d'ensemble de notre fiscalité

Compenser la taxe carbone par une aide aux plus pauvres ne suffira pas.

La fracture apparue en novembre 2018, à la naissance du mouvement des « gilets jaunes », entre ceux qui craignent « la fin du mois » et « la fin du monde » pour les autres, est de retour. Parviendra-t-on un jour à concilier la lutte contre le réchauffement climatique, qui implique qu'on le veuille ou non des prix de l'énergie élevés pour l'économiser, et la défense du pouvoir d'achat des plus modestes pénalisés de multiples façons par la cherté de l'énergie ?

Au-delà des bricolages de court terme proposés par l'échiquier politique - de l'écologiste Yannick Jadot partisan des chèques énergie à Marine Le Pen qui demande à l'Etat de « redonner l'argent aux Français » en abaissant les taxes - tout le monde est pourtant plus ou moins d'accord : la transition verte sera socialement équitable ou elle ne sera pas.

Il y a trois ans la taxe carbone gelée sine die par le gouvernement d'Édouard Philippe avait été la victime expiatoire de la révolte populaire. Depuis lors le problème a été identifié dans toute sa complexité économique et sociale. « Bien qu'impopulaire, pour de bonnes comme pour de mauvaises raisons, la tarification du carbone est indispensable à la transition car elle encourage l'adoption de comportements plus écologiques, et stimule la R&D verte de façon transparente et efficace », considèrent par exemple les économistes Olivier Blanchard, et Jean Tirole dans leur rapport de juin dernier sur les grands défis économiques. Mais ajoutent-ils dans la foulée « il faut se préoccuper des perdants potentiels, par exemple les ménages modestes vivant en zone périurbaine et rurale ».

Ce schéma de taxe unique pour tous avec « des compensations monétaires pour les plus pauvres » fait consensus. C'est une condition nécessaire pour « une transition juste » mais certainement pas suffisante pour qu'elle soit socialement et politiquement acceptable. Emmanuel Combet, économiste senior à l'Ademe (Agence de la transition écologique), explique pourquoi dans une étude du centre de réflexion En Temps Réel. « Quel projet politique pour une transition juste ? »

L'absence de véritable « projet politique » global est en effet à l'origine des échecs cuisants essuyés par les gouvernements de gauche et de droite depuis vingt ans. Il y a eu quatre tentatives de taxe carbone et chaque fois, « caramba, encore raté ! » comme dit le perroquet d'Hergé. Ainsi en 2000, le projet du gouvernement Jospin sur les activités polluantes est retourné par le Conseil constitutionnel du fait de trop nombreuses exoné-



LIBRES ECHANGES  
JEAN-PIERRE ROBIN

En 2010, la taxe carbone de 17 euros la tonne (Sarkozy-Fillon) est censurée par le même Conseil et pour la même raison. En 2013 (quinquennat Hollande), l'écotaxe censée taxer les camionneurs pour financer le transport fluvial est suspendue après la mobilisation des « bonnets rouges » pour être enterrée en 2016. Bis repetita en 2018 avec le mouvement des « gilets jaunes ».

Le dénominateur commun de ces déroutes est qu'on a chaque fois « confiné » le problème tout en étant conscient de ses difficultés, d'où les multiples exonérations, dérogations, compensations qui finissent par « miter » le projet initial. « Taxe carbone isolée = taxe carbone condamnée » avertit Emmanuel Combet. Il considère qu'au lieu de ramener la solution à un mécanisme « taxation/compensation », il convient de l'inscrire dans « un cadrage plus large des enjeux de transition qui est nécessaire pour éviter un embrasement social associé à une politique volontariste ».

### De multiples interactions

En 2009, le gouvernement Fillon, faute d'avoir mesuré au départ toutes les implications pour la compétitivité et l'emploi de certains secteurs et pour les foyers modestes les plus dépendants des énergies fossiles, fut conduit à abaisser la taxe, à multiplier les exemptions, pour jeter l'éponge l'année suivante. À l'automne 2018, Emmanuel Macron et son

gouvernement n'ont pas vu que la taxe carbone était la goutte de trop dans le vase de mécontentements rempli à ras bord des manifestants : hausse des cours du pétrole, limitation à 80 km/h de la vitesse routière, déclassement du mode de vie périurbain, affaiblissement du consentement à l'impôt exacerbé par le sentiment d'injustice après la suppression de l'ISF...

L'économiste de l'Ademe démontre en quoi le couple taxation/compensation monétaire ne saurait répondre à toutes les facettes de la transition écologique et de ses conséquences. En réalité c'est l'ensemble de la vie économique qui est concerné. Tant pour les ménages, qui subissent des hausses de prix bien au-delà de la filière énergétique et parfois des pertes d'emploi, que pour les entreprises dont certains secteurs seront touchés, en amont (matériaux de construction) et en aval (consommation). Ces multiples interactions doivent être prises en compte et il ne faut pas croire que « le chèque énergie » compensera toutes les pertes de pouvoir d'achat.

À quoi s'ajoute un problème moral incontournable : « Pourquoi les riches pourraient-ils payer et continuer à polluer ? Cette idée est à l'origine de propositions de quotas plus stricts : une « carte carbone » individuelle abondée d'un budget limité en absolu de droits d'émission » rappelle Emmanuel Combet.

La politique climatique ne sera jugée équitable que « si la démonstration est faite que l'évolution des prélèvements obligatoires proposée, dans leur niveau et leur structure, contribuera au projet collectif. Plus qu'un simple dispositif de redistribution monétaire, la taxe carbone suppose donc un pacte fiscal renouvelé qui cimentent le consentement à l'impôt », conclut l'étude d'En Temps Réel. Le débat est campé pour la présidentielle 2022. Encore faudra-t-il qu'on en finisse avec la démagogie « au front de taureau ». ■

L'absence de véritable « projet politique » est à l'origine des échecs cuisants essuyés par les gouvernements de gauche et de droite depuis vingt ans. Il y a eu quatre tentatives de taxe carbone qui ont toutes échoué.



Manifestation de « gilets jaunes » à Marseille, en décembre 2018.

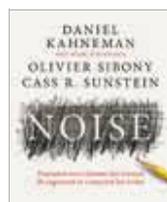
## LIVRES & IDÉES

QUENTIN PÉRINEL @quentinperinel

## Quand le « bruit » brouille nos décisions et notre jugement

ESSAI Le bruit, ce n'est pas seulement ce mot qui désigne les nuisances sonores de l'open space ou d'un concert de coups de klaxon dans les embouteillages. Dans *Noise, Pourquoi nous faisons des erreurs de jugement et comment les éviter*, Daniel Kahneman, Prix Nobel d'économie, Olivier Sibony (photo), professeur à HEC, et Cass R. Sunstein, professeur à Harvard, donnent une définition très savante, et intrigante, de ce terme si banal.

« Dès qu'il y a un jugement, il y a du bruit », explique Olivier Sibony. Le bruit, c'est quand deux jugements sont différents alors que l'on aurait souhaité qu'ils soient identiques. Le phénomène est vérifiable dans de nombreuses situations, rappelle les auteurs. Par exemple,



DANIEL KAHNEMAN, OLIVIER SIBONY ET CASS R. SUNSTEIN  
NOISE

Editions Odile Jacob, 453 p., 27,90 €

quand deux médecins posent des diagnostics différents pour le même patient ; quand deux juges ont la main plus ou moins lourde pour le même crime ; quand deux recruteurs ont des appréciations opposées sur un candidat. Les auteurs nous ouvrent les coulisses psychologiques et cérébrales des jugements qui façonnent notre vie de tous les jours et qui ne sont pas sans conséquence ! « Dans Noise, nous expliquons pourquoi, partout

où le jugement humain existe, il faut essayer de réduire le bruit », précise Olivier Sibony. S'il y avait moins de bruit, cela permettrait de « prévenir de nombreuses erreurs évitables ». Et d'« économiser beaucoup d'argent ». Un livre passionnant, nourri d'anecdotes pour mettre en relief ce bruit et nous faire prendre conscience des dégâts qu'il peut provoquer.

### Un robot pour juger

Dans notre société si technologique, le progrès génère toujours plus de bruit. Le web, les réseaux sociaux ont un rôle amplificateur et contribuent à biaiser le jugement. « C'est d'ailleurs assez paradoxal, puisque l'une des manières de faire disparaître le bruit, ce sont précisément les algo-

ritmes et l'intelligence artificielle, ajoute Olivier Sibony. Dès qu'il y a un robot pour juger et prendre une décision, il n'y a plus de bruit puisque le jugement humain est mis de côté ».

Dans le recrutement, le bruit est particulièrement remarquable : plus les recruteurs sont nombreux à donner leur avis et à mettre leur grain de sel, plus ils parlent entre eux et s'influencent mutuellement, plus la décision sera prise dans un chaos total ! Longtemps, Google faisait passer quinze entretiens à ses futures recrues avec quinze personnes différentes. Chacun évaluait ainsi si l'intéressé faisait un bon « googleur ». « Ils se sont rendu compte que ce système n'avait aucune valeur prédictive, analyse Olivier Sibony. Ajour-

d'hui, un processus de recrutement est basé sur quatre points, et chacun des points est confié à une personne différente. Les remèdes existent donc et les auteurs formulent des « propositions pratiques » à chaque chapitre.

Néanmoins, le bruit peut être nécessaire, partout où il y a un marché. Dans la musique, la gastronomie, l'art, ce sont précisément les jugements et les désaccords qui donnent tout son dynamisme au marché. « Cela concerne tout système darwinien dans lequel les variations entraînent la sélection », ajoute Olivier Sibony. Qu'un riche collectionneur d'art contemporain s'arrête quelques minutes devant un artiste ou une œuvre, et sa cote s'envole. ■

# Le big data bouscule la campagne électorale

Les prétendants à l'Élysée s'entourent de stratégies numériques pour mieux cibler les électeurs.

**ENQUÊTE**

CLAUDIA COHEN @ClaudiaECohen

**COMMUNICATION** « Les campagnes électorales sont des start-up ultimes. Le candidat entrepreneur a six mois pour tout construire avec un budget, une main-d'œuvre définie et un objectif ultime: la victoire », martèle Florent Barre, cofondateur de Qomom, plateforme de mobilisation citoyenne présente dans vingt-cinq pays. En coulisses, les candidats aux élections présidentielles de 2022 aiguisent déjà leur stratégie. Dans cette course à la conquête des 47 millions d'électeurs, les prétendants à l'Élysée s'entourent de stratégies en big data et en intelligence artificielle. « Avec nos outils de cartographie électorale et notre analyse de milliers de variables territoriales, je pense que l'on peut faire gagner entre 1% et 5% d'électeurs à un candidat », estime Paul Hatte, fondateur de la start-up française Hatis, spécialisée dans le développement de logiciels de stratégies électorales. Il vient de signer avec un parti pour les prochains mois.

Le scrutin des régionales de juin dernier a servi de dernière répétition avant la présidentielle et les législatives. Des Républicains Valérie Pécresse (Île-de-France), Laurent Wauquiez (Auvergne-Rhône-Alpes) et Renaud Muselier (Paca), au ministre LREM chargé des relations avec le Parlement, Marc Fesneau (Centre-Val de Loire), en passant par l'écologiste Julien Bayou (Île-de-France), nombre de têtes de liste avaient succombé aux services de start-up électorales comme Qomom, Hatis ou Poligma. Stéphane Boisson, cofondateur de Poligma, explique que son logiciel Récit permet de croiser les résultats des bureaux de vote avec plus de 4 000 variables territoriales: données Insee, de la CAF, de la DGFIP, de Pôle emploi ou encore du ministère de l'Intérieur, par département et par bureau de vote. Il est sur le point de nouer un partenariat avec un institut de sondage, qui fournit des enquêtes d'intentions de vote aux élections.



Porte-à-porte ciblé, budget participatif, cartographie intelligente, fichage des électeurs, le recours à ces logiciels de gestion de campagne électorale se démocratise en France. Sur le terrain, ces applications d'un nouveau genre, qui proposent une géolocalisation de chaque électeur, avec leur nom, âge et domicile, permettent une organisation plus agile des militants. « Sur leur application Qomom, les militants repèrent en temps réel les meilleures portes où aller frapper », détaille Florent Barre. Puis ils peuvent classer les citoyens qu'ils rencontrent dans les catégories convaincues, non convaincues, bénévoles ou indécis.

**Marketing politique**

Du côté des Républicains, on estime que la « tech sert à traiter un volume de données trop laborieux à exploiter efficacement manuellement », glisse un conseiller. La signature avec une start-up électorale s'actera une fois leur candidat choisi en décembre lors de la primaire. Dans l'Hexagone, François Hollande fut le premier à tester cette industrie du marketing politique lors de l'élection présiden-

tielle de 2012. Il avait eu recours à une solution de prédiction des tendances électorales développée par Arthur Müller et Guillaume Liegey, tous deux des anciens de McKinsey. Quelques années plus tard, les fondateurs de l'entreprise MLP, aujourd'hui renommé eXplain, avaient proposé leurs services à Emmanuel Macron dès 2016. eXplain a finalement quitté le marché des campagnes électorales en 2020, « faute de rentabilité ». Jean-Luc Mélenchon avait, lui, opté pour l'américain NationBuilder.

Avant eux, c'est Nicolas Sarkozy en 2016 lors de la primaire de son parti, qui testa une version alpha de l'application Carata, développée par son ancien conseiller et data scientist Paul Hatte. Ce jeune entrepreneur a fait ses armes aux États-Unis, dans les équipes de campagne de Barack Obama en 2014. « Les Américains considèrent l'élection présidentielle comme une science. En France, le sujet est plus tabou, quelques citoyens s'imaginent à tort qu'un algorithme contrôle en quelque sorte l'électeur », analyse l'actuel élu LR du

**Le 10 avril prochain, 47 millions d'électeurs sont appelés à voter pour le premier tour de l'élection présidentielle.**  
DENIS MEYER/HANS LUCAS VIA AFP

17<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Pour lui, le cœur de son métier reste la compréhension, à partir de données publiques, de l'état socio-économique d'un territoire. « Hatis, allié au cabinet de conseil Spallian, fournit aussi une analyse de la data électorale et des transferts de voix sur quinze ans entre différents scrutins (régionales, départementales ou présidentielles) », abonde Paul Hatte.

De leur côté, les entreprises Poligma et Qomom font également appel à des « data-brokers » comme Zecible ou SelfContact, qui achètent les données des consommateurs et les revendent. Lors des élections régionales, la Cnil avait d'ailleurs rappelé que l'envoi par un candidat ou un parti politique d'un SMS ou un mail à des fins électorales était légal. Cependant, la méthode ne s'avère pas toujours efficace, alors qu'elle est très coûteuse: un SMS envoyé aux 45 000 habitants d'un quartier pa-

risien est par exemple facturé 10 000 euros. Dans ce marché de la « civic tech » contraint par les moyens limités dont disposent les candidats, les prix sont très variables. Alors qu'un député doit déboursier quelques centaines d'euros à 4 000 euros pour simplement obtenir l'outil cartographique de Hatis ou de Poligma, les services facturés à un candidat aux élections présidentielles peuvent atteindre, eux, « plusieurs centaines de milliers d'euros ».

**Des questions éthiques**

Les cadres financiers, légaux et techniques qui entourent les campagnes électorales en France ne permettent pas d'avoir un marché d'hyperciblage électorale aussi développé qu'aux États-Unis. À titre d'exemple, lors de l'inscription sur les listes électorales outre-Atlantique, les citoyens se déclarent démocrates ou républicains. Après le scandale Cambridge Analytica qui a dévoilé le pouvoir décisif du ciblage politique dans la campagne du Brexit au Royaume-Uni, les start-up électorales ne se heurtent pas seulement à des limites d'ordre technique. La gestion, l'exploitation et la conservation de données publiques et privées posent de nombreuses questions éthiques. La Cnil surveille de très près l'exploitation qui est faite des listes électorales, leur utilisation étant interdite à des fins commerciales. Et les entreprises technologiques comme les candidats sont soumis au RGPD.

Les fondateurs de Hatis, de Qomom et de Poligma expliquent chacun ne recouper aucune donnée personnelle avec les réseaux sociaux, et conseiller les candidats équipés de leurs outils sur le traitement et l'archivage de données, notamment en matière de lieu de naissance ou de fichage ethnique. ■

**Sur leur application Qomom, les militants repèrent en temps réel les meilleurs portes où aller frapper**

FLORENT BARRE, COFONDATEUR DE QOMOM

➔ Lire aussi PAGES 5 ET 6

**3 MATINÉES**  
POUR DÉCRYPTER LES ENJEUX DE DEMAIN  
AVEC L'ÉCLAIRAGE DE PRESTIGIEUX INTERVENANTS  
animées par Jacques-Olivier Martin, Guillaume Roquette et Yves Thérard

**LE FIGARO SANTÉ**

Le Big Bang de la recherche / Le Big Bang du grand âge / Le Big Bang des vaccins

**LE BIG BANG FIGARO DE LA SANTÉ**

**MARDI 30 NOVEMBRE** / **MERCREDI 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE** / **JEUDI 2 DÉCEMBRE**

UN ÉVÈNEMENT DIGITAL ET EN DIRECT

À NOTER DANS VOS AGENDAS !

## Bpifrance investit dans la vérification d'identité en ligne

La banque injecte 4 millions d'euros dans Ubble.



INGRID VERGARA @vergara\_i

**NUMÉRIQUE** Garantir à distance l'identité d'une personne avec un niveau de sécurité équivalent à celui d'une rencontre en face-à-face. Voilà l'enjeu de la vérification d'identité à distance, un sujet crucial qui prend un nouvel essor avec la crise du Covid. Pendant le premier confinement, Bpifrance a dû gérer cette problématique pour octroyer des prêts aux entrepreneurs.

La banque publique d'investissement a fait appel à Ubble. Cette jeune start-up française a développé une solution innovante pour vérifier des identités à distance, combinant reconnaissance vidéo en temps réel, intelligence artificielle et vérification humaine. « C'est technologiquement ambitieux, mais il est aujourd'hui possible, dans le monde numérique, d'avoir une solution simple et aussi sûre qu'une rencontre physique », explique Juliette Delanoë, ancienne de Gemalto, qui a cofondé Ubble en 2018 avec François Wyss et Nicolas Debernardi. Après un an d'utilisation, Bpifrance a décidé d'injecter 4 millions d'euros dans la start-up en avance de phase d'une prochaine levée de fonds. Ubble avait déjà levé 10 millions en 2020 auprès de Par-tech, Breega et de business angels.

Le premier défi réside dans l'enregistrement simple, rapide et fiable des preuves de l'identité de l'utilisateur. Ce dernier doit fournir trois vidéos: une de son visage et deux de son document d'identité. Il est guidé dans l'outil de vidéoconférence par une intelligence artificielle qui assure

qu'aucun « grain de sable » ne viendra invalider le processus (document expiré, problèmes de prise de vue, etc.). Ensuite intervient la phase de vérification, qui combine intelligence artificielle et expertise humaine.

**Cloud souverain**

Ce modèle de vérification vidéo interactif et hybride est en train de s'imposer en Europe. Outre Bpifrance, Ubble a déjà signé avec une soixantaine de clients en France, parmi lesquels Société générale, Crédit agricole, BPCE, Heetch, Bolt ou Frichti. Outre le secteur régulé de la bancassurance, la crise du Covid a accéléré les demandes, dans le secteur de l'interim digital ou celui de la mobilité. Le sujet est d'importance car les fraudeurs et la technologie avancent vite dans le domaine. « Il s'agit de créer de la confiance chez les consommateurs. Nous les protégeons contre l'usurpation d'identité et contre la fuite ou l'exploitation de leurs données personnelles », résume Juliette Delanoë.

Manipulant des données par définition sensibles, Ubble utilise un cloud souverain, avec un hébergement des données en France. Elle travaille à obtenir une certification de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) pour les prestataires de vérification d'identité à distance, dont le référentiel a été publié en janvier. Outre Ubble, quatre autres acteurs ont déposé en dossier en France (Ariad-Next, AR24/Docaposte, QuickSign et Tessi) pour accélérer dans les secteurs régulés. « Nous sommes sur un marché qui se structure très vite », souligne Juliette Delanoë. ■

# LE FIGARO et vous



**STYLE**  
MAROQUINERIE, MODE, PARFUM...  
CE QU'IL FAUT SAVOIR  
CETTE SEMAINE **PAGE 34**  
Loewe



**HIGH-TECH**  
LES MEILLEURES BARRES DE SON  
POUR TRANSFORMER LE SALON  
EN SALLE DE PROJECTION **PAGE 35**



## À VOS ORGUES!

LE VÉNÉRABLE INSTRUMENT  
EST À NOUVEAU À LA MODE  
GRÂCE À UNE JEUNE  
GÉNÉRATION DE MUSICIENS,  
TRÈS FÉMINISÉE. **PAGE 32**

Lucile Dollat.

STEFANO FERRETTI/LA MANTOVANA - LODEWE - SONOS

## THIERRY COLLET, MENTALISTE 2.0

AU THÉÂTRE DU ROND-POINT, LE MAGICIEN JOUE AVEC LES NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR ÉVEILLER LE PUBLIC CONNECTÉ

ÉTIENNE SORIN [esorin@lefigaro.fr](mailto:esorin@lefigaro.fr)

**L**e spectateur choisi au hasard est chanceux. Il se voit proposer une dégustation de bière. Il a trois minutes et quarante-cinq secondes pour se rincer le gosier dans une salle attenante à la scène. Ce qu'il ne sait pas et ce que Thierry Collet explique à l'assistance, c'est qu'il se sert d'un décapsuleur «cafteur», connecté comme peuvent l'être de nombreux appareils chez soi (la domotique), utilisé par certains bars pour gérer les stocks et par les Alcooiques anonymes. De retour sur le plateau, le buveur est «scanné» par une application, Wecheer, accessible en téléchargement, comme toutes celles utilisées dans le spectacle. On apprend donc que le volontaire malgré lui est un consommateur moyen (2 pintes), que sa bière préférée est la Mort Subite (excellent choix) et qu'il s'en est jeté une au bar du théâtre. Le hasard fait bien les choses.

«Les nouvelles technologies ont changé le métier de mentaliste», nous dit Thierry Collet. Plus besoin de se procurer la liste des réservations à la billetterie du théâtre, de chercher les noms et les adresses dans le bottin et de soudoyer la concierge pour obtenir des informations sur le locataire du troisième qui viendra assister au spectacle. Dans un monde de capteurs et de partage de données, le mentaliste n'a plus à se retrourner les manches pleines de cartes ni à se saïler les mains. C'est du moins ce que

voudrait nous faire croire Collet dans «Que du bonheur (avec vos capteurs)», conférence ludique mise en scène par Cédric Orain, qui brouille la frontière entre la magie et la science et fait passer le prestidigitateur pour un hacker russe.

### Pédagogie et manipulation

Avec ou sans l'aide de Marc en Facetime, présenté comme son ancien assistant devenu expert en cybersécurité, Collet est capable de deviner (deviner ou hacker?) un mot au milieu d'une page Wikipédia dans le smartphone d'une spectatrice. Ou de créer avec l'appli Qlone le double numérique du portefeuille d'une autre victime et de son contenu. Idéal pour dérober une carte de crédit.

La magie nouvelle fait du neuf avec de l'ancien. Collet le prouve avec un bagout qui mêle pédagogie et manipulation, vocabulaire *update* (necrobot, *deep learning*) et vieilles ficelles (déjouer la vigilance du public), intelligence artificielle et artifices intelligents. «À travers mes illusions, dit le mentaliste, je fais le pari d'aiguiser l'esprit critique de mes spectateurs, de les interroger sur leur besoin de croire et leur soif de savoir, sans opposer les deux. J'aime la magie qui nous révèle plutôt que de nous endormir.» En ces temps numériques où pullulent cyberattaques et fake news, Collet alerte et divertit en même temps. Un tour de force tout en douceur. ■  
**Au Théâtre du Rond-Point, Paris (8<sup>e</sup>), du 26 octobre au 6 novembre à 19h.**  
**Rens. : [theatredurondpoint.fr](http://theatredurondpoint.fr) ou 0144959821.**

CHOISISSEZ VOTRE CAMP

HBO ORIGINAL

## SUCCESSION

LA SÉRIE PRIMÉE AUX EMMY AWARDS EST DE RETOUR

Saison 3  
Actuellement en US+24

**OCS**

CANAL+ SFR bouygues free prime video CHANNELS PlayStation et sur [ocs.fr](http://ocs.fr)

OCS : Option soumise à conditions disponible en France métropolitaine, pour les abonnés internet-TV d'Orange, CANAL, box de SFR, Box de Bouygues, Telecom, Freebox, Prime Video Channels, PlayStation®. Melotov, Vires, Nordnet, Vias et sur ocs.fr © 2021 Home Box Office, Inc. All rights reserved. HBO® and all related programs are the property of Home Box Office, Inc.

THIERRY HILLÉRITEAU @thilleriteau

Un étrange ballet se joue ce dimanche 24 octobre, dans le quartier des Halles. Derrière les baies vitrées du Pied de cochon, des serveurs s'affairent autour de tables à peine débarrassées sur des harmonies singulières, échappées de l'église Saint-Eustache. Il est 6 h 15 du matin. Depuis 20 heures, la veille, le grand orgue joue de manière ininterrompue. Pour la première fois en France, soixante organistes se sont relayés, douze heures durant, derrière la console mobile de l'instrument. « Des musiciens de toutes générations. Aussi bien des stars qui se produisent partout dans le monde que des organistes de paroisse », se réjouit Philippe Lefebvre, président d'Orgue en France.

À l'origine de l'événement, qui aura vu défiler tout au long de la nuit plusieurs centaines de spectateurs assis ou allongés autour des organistes invités, l'association n'a pas juste voulu marquer le coup de ses 10 ans. « Notre intention première était de montrer la fabuleuse diversité de la famille des organistes en France, aujourd'hui », poursuit-il, tandis que Lucile Dollat, 23 ans, se fraie un chemin jusqu'à la console à cinq claviers pour prendre le relais de Camille Déruelle. Il y a quelque chose de proprement envoûtant, et de sacrément galvanisant à observer ces prises de relais sans la moindre anicroche, chaque nouvelle improvisation s'installant, pour douze minutes seulement, dans le son de son prédécesseur sans que le souffle de l'instrument s'éteigne jamais. « Une expérience magique, concède Camille, qui à 36 ans participait à son premier marathon d'improvisation. Même si nous avons eu un bref moment pour essayer l'orgue et anticiper les registrations, on se laisse totalement guider par l'inspiration du moment. » L'une comme l'autre sont déjà titulaires d'un Cavaillé-Coll à Paris (Saint-Bernard de la Chapelle et Notre-Dame de la Gare). Ce qui ne les empêche pas de donner régulièrement des concerts dans toute la France.

Aussi à l'aise avec les registrations des orgues historiques qu'avec l'usage de la vidéo sur les réseaux sociaux, elles incarnent à elles deux cette nouvelle génération d'organistes qui participe au renouvellement de l'instrument et surtout de son image dans la sphère publique. « On a dans notre pays, en matière d'orgue, une jeunesse incroyablement florissante », nous confiait la veille Thomas Ospital, entre deux sessions de répétitions. Le cotitulaire de Saint-Eustache, qui a lui-même hérité de cette tribune emblématique en 2015, à l'âge de 25 ans, enseigne au CNSM de Paris, au côté d'Olivier Latty. Il est le témoin privilégié de la vitalité de cette génération. « Ces jeunes débordent d'envie et d'énergie. Ils croient de plus en plus en l'aventure de l'instrument et aux opportunités de faire carrière comme concertistes, et non uniquement comme organistes rattachés à une paroisse », observe-t-il. Sentiment partagé du côté des étudiants. « Les inaugurations récentes des orgues de la Philharmonie de Paris et de celui de Radio France ont montré qu'il y avait de la place et un appétit du public pour écouter l'orgue en dehors du contexte purement liturgique », analyse Alma Bettencourt, 17 ans.

**Diversité des profils, des approches et des répertoires**

Car cette jeune génération est aussi de plus en plus féminisée. « Cette année, sur les dix élèves de la classe d'orgue du CNSM, nous avons cinq filles. Ce n'est pas spécialement voulu mais nous sommes donc à la parité », se réjouit Thomas Ospital. Une évolution récente. « En dix ans, les choses sont allées extrêmement vite, commente Camille Déruelle. Lorsque j'ai commencé, au conservatoire, je me sentais encore comme un cas isolé. Les choses sont différentes pour la génération de Lucile. » Ce que confirme l'intéressée. « J'ai pu assez rapidement m'identifier à des figures féminines comme Sophie Véronique Cauchefer-Choplin. Et, à l'inverse du monde de l'improvisation, qui reste très masculin, les classes d'orgue sont de plus en plus ouvertes aux femmes. » Une ouverture qui, selon Mélodie Michel, camarade d'Alma Bettencourt, est due en grande partie aux « grandes figures féminines qui ont ouvert la voie, comme Marie-Madeleine Duruflé ou Marie-Claire Alain ».

Le changement ne touche pas qu'à la place des femmes dans le paysage organistique français, mais aussi à la diversité des profils, des approches et des répertoires. « L'orgue n'est plus réservé à ceux qui veulent jouer les messes ou à ceux qui ont fait quinze ans de piano », se félicite Camille. « L'instrument est de plus en plus perçu comme tout-terrain, pouvant servir aussi bien pour le religieux que la musique



L'organiste Raphaël Oliver lors du marathon-relais d'improvisation organisé le 24 octobre à l'église Saint-Eustache à Paris. GABRIELLE CÉZARD

LE NOUVEAU SOUFFLE DE L'ORGUE EN FRANCE

LE ROI DES INSTRUMENTS SÉDUIT UNE GÉNÉRATION OUVERTE ET DE PLUS EN PLUS JEUNE, AUSSI BIEN MASCULINE QUE FÉMININE.

classique, voire comme mégasynthétiseur », renchérit Lucile. Illustration avec Raphaël Oliver - ancien étudiant du CNSM, qui participait aussi à la nuit d'improvisation de Saint-Eustache -, aujourd'hui compositeur électro ! Et si les organistes qui touchent au jazz ou aux musiques actuelles « restent rares en France », tempère Lucile Dollat, beaucoup perpétuent en revanche l'héritage français des organistes compositeurs. À l'instar de Thomas Lacôte, 38 ans, qui ouvrira le prochain festival de création contemporaine Nouveaux Horizons à Aix-en-Provence. Un héritage marqué par les figures tutélaires de Widor ou Messiaen. Mais que l'on pourrait faire remonter jusqu'à la famille Couperin.

Car à l'autre bout du spectre, « les jeunes organistes de tribunes ont aujourd'hui beaucoup moins de difficulté à s'intéresser au répertoire baroque que leurs aînés », analyse Laurent Brunner, directeur de Château de Versailles Spectacles. Ce dernier a confié à Lucile Dollat un enregistrement sur l'orgue historique de la chapelle royale de Versailles, *Tiroirs secrets*,

dédié au répertoire français oublié du tournant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Prévu pour une sortie en janvier 2022, il cohabitera avec un autre disque d'orgue, dédié lui aux relations entre orgues français et anglais au XVIII<sup>e</sup>, et confié à une autre jeune organiste : Constance Taillard, par ailleurs claveciniste et continueuse dans de nombreux ensembles baroques. Deux approches différentes, mais qui « témoignent d'une même curiosité et d'un même dynamisme, estime-t-elle. Car contrairement aux idées reçues, les organistes sont souvent des batteurs. Et cette jeune génération plus encore que les autres ». Sans doute, aussi, parce qu'elle a conscience de la responsabilité qui est la sienne. « La désertion des églises est une vraie problématique pour l'orgue dans les décennies à venir, confiait Karol Mossakowski, 31 ans, organiste en résidence à Radio France, hier matin, à Saint-Eustache. Dans ce contexte, les salles comme la Philharmonie ou Radio France, mais aussi les jeunes musiciens que nous sommes, ont un rôle pédagogique dé-

PHILIPPE LEFEBVRE : « HUIT MILLE INSTRUMENTS ATTENDENT CES JEUNES ORGANISTES ! »

À l'occasion de ses 10 ans, l'association Orgue en France a réalisé le premier inventaire national des orgues. Un travail colossal qui n'est que la première étape d'un long processus de valorisation du parc français. Explications.

**LE FIGARO. - Pourquoi un inventaire national des orgues ?**

**Philippe LEFEBVRE. -** Depuis que nous avons créé Orgue en France, nous avons acquis la conviction que nous disposions en France d'un patrimoine organistique d'une diversité unique. Malgré la Révolution, malgré les deux guerres, nous avons peut-être le parc le moins détruit d'Europe, y compris par rapport à l'Angleterre, l'Allemagne ou les pays du Nord. Avec des instruments qui remontent parfois au XVI<sup>e</sup> siècle ! Or, nous n'en avions ja-

mais fait le décompte. C'est sur ce constat que nous avons lancé l'inventaire, il y a trois ans.

**Où en êtes-vous ?**

Nous avons répertorié 8 000 orgues sur tout le territoire. On a la chance, en France, d'avoir beaucoup d'associations d'amis de l'orgue, parfois dans de tout petits villages, et qui à la différence d'autres pays ne sont pas confessionnelles. Cela nous a considérablement aidés pour arriver à ce décompte exhaustif. Je peux dire fièrement qu'à présent chaque orgue, à l'exception des orgues privées, est fiché. Mais ce n'est qu'une étape : le travail est loin d'être terminé et sur 8 000 fiches, 1500 seulement proposent un descriptif détaillé. C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les contribu-

teurs pour venir enrichir cet inventaire participatif.

**Vous parlez de première étape...**

L'un des objectifs de l'inventaire est d'aider à une prise de conscience générale sur ce patrimoine. Mais aussi de favoriser sa protection et sa valorisation. Dans le cas des instruments classés, soit 20 %, les aides de l'État sont assez lisibles et font souvent effet boule de neige. Mais pour les autres, les maires ignorent souvent qu'ils sont en possession d'un trésor. Et une fois au courant, ils ne savent pas comment s'y prendre pour éviter à l'instrument de se dégrader ou mettre en route un chantier de restauration. En tant qu'association, nous ne distribuons pas de subvention mais pouvons les guider. Les mettre en relation avec des maires qui ont mené des

LES RENDEZ-VOUS À NE PAS MANQUER

**RADIO FRANCE**

■ Concert de Noël avec K. Mossakowski et Thomas Sollvéres. Le 21 décembre à 20 heures.

■ Les Visiteurs du National, avec K. Mossakowski et Bertrand Burgalat. Le 9 mars à 20 heures.

■ *Tocatta festive pour orgue et orchestre* de Barber, avec K. Mossakowski et Cristian Macelaru. Le 10 mars à 20 heures.

■ Ciné-concert Buster Keaton avec K. Mossakowski, le 12 avril à 20 heures.

**AUDITORIUM NATIONAL DE LYON**

■ *Waves pour orgue et orchestre* de Pascal Dusapin, avec O. Latty. Le 19 novembre à 20 heures.

■ Hommage à Saint-Saëns par V. Warnier. Le 11 décembre à 18 heures.

■ *La Mouffe et autres contes*, avec Elodie Fondacci et P. Goussot. Le 5 janvier à 15 et 17 heures.

■ Ciné-concert Tod Browning, avec T. Escaich. Le 15 février à 20 heures.

**Philharmonie de Paris**

■ Création de Lucia Ronchetti pour « Chœur d'orgue », avec H. Lindwall et Les Métaboles. Le 19 mars à 15 heures.

■ *Symphonie n° 3 de Saint-Saëns*, avec J.B. Robin et l'Orndif. Le 15 avril à 20 h 30.

■ Récital d'O. Latty. Le 17 avril à 16 h 30.

Les inaugurations récentes des orgues de la Philharmonie de Paris et de celui de Radio France ont montré qu'il y avait de la place et un appétit du public pour écouter l'orgue en dehors du contexte purement liturgique

ALMA BETTENCOURT, ETUDIANTE AU CNSM DE PARIS

## CULTURE

# « SIGNAC COLLECTIONNEUR » : SUIVEZ LE POINTILLISTE

EN AMATEUR AVISÉ, LE PEINTRE ACHETAIT LES TOILES DE SES CONTEMPORAINS. UNE EXPOSITION AU MUSÉE D'ORSAY RECONSTITUE SA COLLECTION, REFLET DE SA LIBERTÉ DE GÔÛT ET DE SA MORALE ANARCHISTE.

ÉRIC BIÉTRY-RIVIERRE  
ebietryrivierre@lefigaro.fr

Il vogue dans le grand bain de la vie, Paul Signac (1863-1935), emmenant avec lui tous les éléments de ce qui le constitue. Au Musée d'Orsay, la touche pointilliste utilisée par le camarade Théo Van Rysselberghe dans son portrait le représentant à la barre de son bateau pourrait symboliser son goût. Un goût comme un nuage d'atomes, fait de désirs, de rencontres, d'influences agglomérées durant plus d'un demi-siècle et qu'a matérialisé une collection personnelle autant faite d'achats que de dons ou d'échanges.

Grâce à son arrière-petite-fille Charlotte Hellman, responsable des archives personnelles du peintre, et à la spécialiste de l'artiste Marina Ferretti-Bocquillon, cet ensemble se trouve aujourd'hui parfaitement recensé. Le voilà même significativement reconstitué au sein de l'institution bénéficiaire d'importantes donations et datations Signac, notamment de la part de la petite-fille Françoise Cachin, brillante historienne du post-impressionnisme ayant présidé le Musée d'Orsay à son ouverture.

Aux murs vert eau ou bleu marine comme dans les vitrines de ce parcours sur 700 m<sup>2</sup> se retrouvent ainsi une centaine d'œuvres - huiles, feuilles, quelques bronzes et céramiques plus des documents -

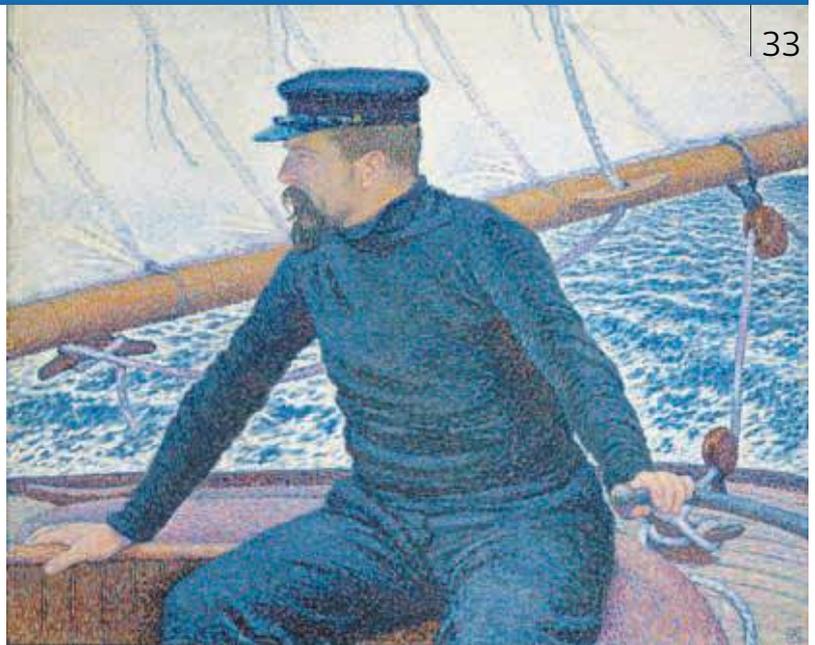
sur un ensemble totalisant 450 numéros. Première constatation: on n'y remarque aucun maître ancien. Rien avant Delacroix ou les graveurs japonais? C'est que Signac, théoricien, stratège qui aimait admirer, en bon skipper, n'aura calculé qu'un cap: ce-lui du bonheur moderne. Il le juge atteignable par la liberté raisonnable (l'anarchisme) et les lois scientifiques de l'harmonie plastique (perception des formes et des couleurs).

Monet aura été son premier modèle. Signac n'a pas 20 ans qu'il admire déjà ses travaux: décidant même de devenir peintre, en 1880, au sortir de la première exposition monographique consacrée à ce patriarche de l'impressionnisme. De lui il possédera l'expositif *Pommiens en fleurs au bord de l'eau* (collection particulière). En attendant, quatre ans plus tard, c'est un Cézanne plus à portée de bourse qu'il acquiert tout d'abord. Coup de maître: ce paysage fraîchement peint, emporté pour cent francs de la boutique d'un marchand de couleurs, *La Plaine de Saint-Ouen-l'Aumône* (coll. part.), annonce les Sainte-Victoire. Signac l'a conservé toute sa vie, cela quel que soit le prix qu'on lui en proposait. Il aura également *Trois peintres* de l'Aixoise, autre preuve d'un œil sûr.

## Un lien fort avec Seurat

Suit Pissarro qui est un cousin éloigné de sa femme, professe un anarchisme humaniste et pacifique, enfin se montre ouvert aux nouvelles théories sur la couleur (voir son *Troupeau de moutons*, coll. part.). Cette autre barbe blanche lui a fait office de parrain, tandis que Degas n'était jamais loin. Du moins jusqu'à ce que Seurat ait vent de ses propos antidreyfusards. Signac vendra alors son *Avant le lever du rideau* (musée de Hartford, Connecticut). Et ne se remettra à posséder des Degas que dans les années 1920.

Au reste son vrai maître se nomme Georges Seurat, l'inventeur du division-



En mer, portrait de Paul Signac, dit aussi Paul Signac à la barre de son bateau l'Olympia, de Theo Van Rysselberghe (1896).

AKG-IMAGES/ERICH LESSING/ARCHIVES SIGNAC

nisme, mort trop tôt (à 31 ans). Le parcours ménage une exposition dans l'exposition pour le rappel du lien fort noué entre ces deux-là. Sont là pas moins de la moitié des 80 travaux de l'aine collectionnés par le cadet. Dont plusieurs dessins au crayon Conté, dégradés de noirs des plus abyssaux, ou la toile testamentaire *Le Cirque*. Cette merveille d'équilibre entre tons chauds et froids, rehaussée par un cadre pareillement couvert de points, ouvre à la génération pointilliste.

Avec Van Rysselberghe, les Luce, Cross ou Valtat renforcent l'explosion coloriste. Suivis, en bouquet final, par les fauves. Cette avant-garde a été très tôt appréciée par Signac qui, chez lui à Saint-Tropez, avait accroché aux côtés des arcades des premiers *Luxe, calme et volupté*, le manifeste du jeune Matisse. Non loin, un van Dongen poussé jusqu'à la caricature, portrait d'un travesti *Modjesko, Soprano Singer* (1908, MoMA de New York) ainsi qu'un nu - genre qu'il n'a jamais pratiqué -, indiquent la limite d'admissibilité des nouvelles outrances.

Bien moins présents sont les symbolistes « qui peignent non ce qu'ils voient mais ce qu'ils pensent ». Gauguin maître de l'aplat, opposé au point et d'un tempérament guère aimable, est absent. Les nabis Vuillard ou Bonnard s'avèrent seulement collectionnés comme coloristes. Manquent aussi les cubistes pourtant accueillis par Signac lorsqu'il présidait le Salon des indépendants ainsi que les abstraits. En revanche, manière d'heureuses surprises, ce puissant *Centraire tirant à l'arc* dessiné par Redon (coll. part.), ces *Deux Harengs* (coll. part.) donnés par Van Gogh en souvenir des moments passés à travailler côte à côte sur les bords de Seine, et des œuvres de plusieurs artistes femmes. Ces Lucie Cousturier, Louise Hervieu et Juliette Cambier qui demeurent encore de nos jours sous-estimées. ■

« Signac collectionneur », au Musée d'Orsay (Paris 7<sup>e</sup>), jusqu'au 13 février 2022. Catalogue musée, Gallimard, 272 p., 42 €. *Le Journal de Signac (1894-1909)* édité par Charlotte Hellman paraîtra le 18 novembre, Gallimard, 624 p., 26 €. www.musee-orsay.fr

## UNE VERSION ILLUMINÉE DES « FRÈRES KARAMAZOV »

L'ADAPTATION PAR SYLVAIN CREUZEVAULT DU DERNIER CHEF-D'ŒUVRE DE DOSTOÏEVSKI N'EST PAS ORTHODOXE - QUOIQU' -, MAIS HAUTEMENT RÉJOUISSANTE. UN GRAND MOMENT JUBILATOIRE.

ANTHONY PALOU apalou@lefigaro.fr

Les *Frères Karamazov*, une grande bouffonnerie? Le metteur en scène Sylvain Creuzevault voit la chose ainsi et il n'a pas tort. Les titres des chapitres du livre son assez cocasses. Deux exemples: « Confession d'un cœur ardent. La tête en bas » ou encore: « Un brin de cassettes en prenant un petit cognac ». Dostoïevski est depuis des années le compagnon inféquentable du metteur en scène. Le génie russe l'a imbibié. Il en a saisi la farce et la quintessence: l'innocence et la culpabilité d'un côté, la religion et l'État de l'autre.

Malgré les trois heures vingt annoncées, nous ne nous sommes pas ennuyés car nous avons assisté à une version très karamazovienne, hautement inflammable, de la dernière poutre maîtresse de Dostoïevski, chef-d'œuvre du roman noir bourré de bruit et de fureur. C'est l'histoire du meurtre de Fiodor Karamazov (interprété

par Nicolas Bouchaud, qui fanfaronne à merveille), un type peu recommandable, une ordure qui ne manque pas de fierté, le genre de père dont on ne rêve pas.

Dans la version de Creuzevault, il est patron de boîtes de nuit. Il a quatre fils dont trois légitimes. L'ainé, Dmitri (Vladislav Galard, un fougueux gaillard), né d'une première couche, est alcoolique, charnel, lyrique. Dmitri avait une bonne raison de tuer son père: il lorgnait Grouchenka (Servane Ducorps, torride), la jeune fille prostituée et vierge qu'aime son fils. Il y a le petit dernier, Aliocha (Arthur Igual), pur et saint, novice muet complice du parricide, et Ivan, l'intellectuel. Sylvain Creuzevault est au-delà de l'éloge dans la peau écorchée de cet athée rongé par le doute. Il ne joue pas, il est Ivan.

## Comme des fous

Possédé. La scène dite du « Grand Inquisiteur », dans laquelle il s'entretient avec Aliocha, est un moment grandiose. L'acteur-metteur en scène « dostoïevskise » admirablement la scène. On se souviendra de la voix exaltée d'Ivan, de ses paroles qui claquent encore. Enfin, voilà Smerdiakov (interprété par Blanche Ripoché). Ah, Smerdiakov l'épileptique! Le bâtard, le fils naturel, croisement du vieux et d'une débile mentale! Une tête à claques suffisante. L'assassin? Dans un décor presque nu, les personnages agissent de façon extravagante, presque comme des fous. L'esprit de Dostoïevski rampe sur les planches de l'Odéon. On entend son grand rire slave. L'homme raisonnable n'accomplit rien. ■

À l'Odéon (Paris 6<sup>e</sup>), mise en scène de Sylvain Creuzevault avec Nicolas Bouchaud, Sylvain Creuzevault, Servane Ducorps, Vladislav Galard, Arthur Igual, Sava Lolov, Frédéric Noaille, Blanche Ripoché, Sylvain Soulier. Jusqu'au 13 nov.



Arthur Igual et Sylvain Creuzevault dans *Les Frères Karamazov*. SIMON GOSSELIN

## ILS SONT POP-ROCK



©Anton CORBIN

f t i  
www.rtl2.fr

U2

RTL2

LE SON POP-ROCK

# ENTRE NOUS... CETTE SEMAINE

PAR PAULINE CASTELLANI, VALÉRIE GUÉDON ET MATHIEU MORGE ZUCCONI.

IN

■ L'exposition «Thierry Mugler, Couturissime», au Musée des arts décoratifs de Paris, bat déjà des records de fréquentation.

■ Les jupes, tee-shirts et hoodies de Heaven, la ligne pour la Gen Z de Marc Jacobs, à l'effigie de *The Virgin Suicides* de Sofia Coppola.

■ Le lieu à voir et où être vu ? 3537, l'espace d'exposition ouvert par Dover Street Market dans l'hôtel particulier de Coulanges, au 35-37, rue des Francs-Bourgeois, à Paris.

■ L'industrie de la parfumerie est en retard dans les lancements de nouvelles fragrances. La cause ? La crise du Covid qui a monopolisé certains composants (comme les tubes plongeurs essentiels aux flacons-pompes) pour la fabrication prioritaire de gels hydroalcooliques.

■ «Iconique», le terme qui qualifie tout nouveau produit lancé par les griffes de mode. Non, n'est pas iconique un sac commercialisé la semaine dernière.

■ Copier, c'est mal. Dernière victime du plagiat, la marque française Marcia de la jeune Emma Reynaud, dont les robes sont allégrement dupliquées par la fast fashion.

OUT

## LE CUIR UPCYCLÉ, L'AVENIR DE LA MAROQUINERIE ?

LES GRIFFES DE LUXE MULTIPLIENT LES INITIATIVES POUR RÉUTILISER LES CHUTES DE LEURS ATELIERS OU TRANSFORMER DES MODÈLES VINTAGE EN NOUVEAUX IT-BAGS.

**H**ier encore, aucune marque de maroquinerie haut de gamme, dont le modèle économique s'appuie sur le lancement de nouveaux it-bags (son principal levier de croissance), n'aurait communiqué sur le fait de recycler des chutes de cuir. Mais ça, c'était avant. Avant l'éveil des consciences écologiques, avant le choc de la pandémie, avant le boom de l'économie circulaire. « Il n'y a pas si longtemps, réutiliser des stocks dormants aurait donné une image de marque un peu cheap, confie un fin observateur du marché. Les négociants en déstockage de peaux existent depuis toujours. Mais jusqu'ici aucun de leurs clients ne parlait de cette pratique. »

Ne rien jeter mais transformer, la maison Hermès n'a pas attendu que le principe soit à la mode pour en faire un leitmotiv. Sous la direction artistique de Godefroy de Virieu, chez Petit h, on travaille non pas à partir d'un dessin mais des matières dont les autres métiers du sellier n'ont plus usage. Dans cette ligne

lancée en 2010, beaucoup de beaux objets mais aussi quelques sacs. Des pièces uniques, d'une créativité débordante, forcément collectors.

### L'héritage de Martin Margiela

Clin d'œil à la passion originelle de Martin Margiela pour la chine (on se souvient de son concept Replica inventé en 1994 proposant des reproductions de trouvailleries vintage), John Galliano, directeur artistique de Maison Margiela, a lancé l'hiver dernier, Recicla. Cette collection se compose de vêtements et accessoires trouvés dans des friperies et customisés (leurs étiquettes indiquent la provenance et l'âge) mais aussi les cabas 5AC confectionnés à partir de chutes de cuir haut de gamme.

Dans le même genre, amorçant le virage écologique de Chloé, Gabriela Hearst, récemment nommée à la tête du style de la griffe parisienne, a récupéré d'anciens sacs Edith auxquels elle redonne vie grâce à différentes incrustations de tissus et de matériaux recyclés (patchwork en cuir festonné ou torsadé, empiècements de jersey, franges tubulaires...)

Chez Tod's, la collection Mosaic, lancée en septembre, s'inspire d'une coutume italienne méconnue au sein des ateliers. Les ouvrières de nombreuses manufactures transalpines avaient pris l'habitude de fabriquer à la main de petits sacs à commissions avec les chutes des ateliers. Une tradition réactualisée par la marque du Gommio dans une série de cabas et de pochettes en édition limitée.

Enfin, lancé en mars dernier, le Surplus Project de Loewe s'enrichit le mois prochain de nouveaux paniers et bijoux de sacs tressés à la main avec des chutes de peaux des saisons précédentes formant un incroyable damier jouant sur le jeu des textures et des couleurs. ■ V. G.



■ Collector, ce petit sac porté épaule Tod's à fermeture zippée, confectionné avec des chutes de cuir lisse rouge issues de ses ateliers italiens (650 € sur tod's.com).

■ Le cabas 5AC de Maison Margiela est produit à partir de chutes de nubuck imprimées d'un motif torchon en ton sur ton (1 650 €, le petit modèle sur maisonmargiela.com).

■ Clochette, c'est le nom de ce cabas en cuir et toile réalisé à partir de squelettes de sacs Hermès dans l'atelier Petit h (1 900 € sur hermes.com).

■ Durant des mois, Chloé a racheté sur eBay ses anciens sacs Edith, avant de les customiser avec des matières recyclées (Edith Collector, 2 800 € sur mytheresa.com).

■ Baptisé Woven Basket, ce panier Loewe a été conçu à partir de peaux tressées provenant d'anciennes collections (1 700 €, en novembre sur loewe.com).

### L'OBJET FÉTICHE DE... OLIVIER SAILLARD

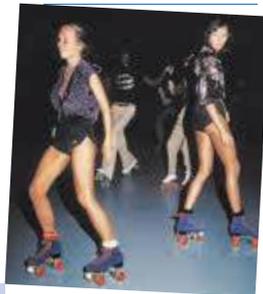
■ L'historien de la mode et ex-conservateur du Palais Galliera n'a pas attendu d'être le directeur artistique de J.M. Weston pour vouer un culte aux derbys triple semelle créés dans les années 1970 par le chausseur de Limoges. « J'en possède cinq paires, toutes noires ! La plus ancienne date de vingt-cinq ans. Et je dois dire que même si je ne suis pas très soigneur et aime que mes chaussures affichent les traces de la vie, elles sont toujours en bon état, raconte-t-il. J'apprécie son assise haute, ce côté digne qu'elle procure. Avec son bout fleuri et sa triple semelle, elle cultive une ligne entre le style français et l'élégance britannique. C'est un saulier qui se mérite, car il est un peu lourd au début, mais on s'y sent rapidement comme sur un piédestal. À l'heure où tout le monde porte des baskets, elle est le contre-pied parfait. Avec une belle paire de pompes, on peut s'habiller n'importe comment et être élégant. Alors qu'une mauvaise chaussure peut ruiner n'importe quel bon look... À titre personnel, ce derby est très symbolique puisque quand j'ai quitté l'univers des musées pour commencer ma nouvelle vie, j'ai choisi J.M. Weston. Une belle manière d'emprunter un autre chemin. »  
Derbys triple semelle, 1 200 € sur jmweston.com.



Je me revois, plutôt jeune, un 1<sup>er</sup> avril 1971, arrivant 31, rue Cambon pour créer le service de presse haute couture. C'était deux mois après le décès de Mademoiselle Chanel.

MARIE-LOUISE DE CLERMONT-TONNERRE, FIGURE EMBLÉMATIQUE DE CHANEL, QUI VIENT DE QUITTER LA MAISON APRÈS CINQ DÉCENNIES

## AGENDA



### DÉJÀ EN LIBRAIRIE

« Flipper's Roller Boogie Palace » de Liberty Ross  
Liberty n'était pas née quand son père, Ian Ross, ouvrait, en 1975, le club Flipper's Roller Boogie Palace (sorte de Main jaune de Los Angeles). Celle qui a fait carrière dans le mannequinat retrace avec moult photos l'histoire paternelle. (55 €, 256 p., éd. Idea)

### 25 OCTOBRE

Stage enfants au Musée de la toile de Jouy (78)



Jusqu'au 29 octobre, le Musée de Jouy-en-Josas initie, durant quatre jours, les 6-12 ans aux techniques d'impression textile lors d'ateliers ludiques. (70 € les 4 jours. Rés. au 01 39 56 48 64)

### 25 OCTOBRE

La Saint-Crépin au Musée de la chaussure (26)

Pour la fête du saint patron des bottiers et cordonniers, l'institution iséroise propose visite guidée, démonstration artisanale et film en 3D (Rue Bistour, 26100 Romans-sur-Isère. Rés. à publicsmusee@ville-romans26.fr)

### 28 OCTOBRE

« Martin Margiela » à Lafayette Anticipations

Tous les jeudis, jusqu'au 2 janvier, le lieu culturel organise des visites nocturnes de la première monographie (installations, collages, peintures, film...) du et par le designer belge. (9, rue du Plâtre, Paris 4<sup>e</sup>. Rés. sur lafayetteanticipations.com)



### 28 OCTOBRE

« Louis Vuitton. L'audacieux » de Caroline Bongrand

Saviez-vous que Vuitton voulait dire « tête dure » en patois jurassien ? À découvrir, le fabuleux destin du futur malletier le plus connu au monde, parti du moulin familial à 14 ans pour échapper à sa marâtre et gagner le Paris faste du second Empire. (20 €, 314 p., éd. Gallimard).

PASCAL GRANDMAISON  
pgrandmaison@lefigaro.fr

Une image XXL sublime et un son minable ! Voilà malheureusement à quoi sont souvent réduits les téléviseurs à écran extra-plat et bords ultra-fins. En gagnant en finesse, ils se sont privés de la caisse de résonance de la télé de papa qui offrait tout l'espace pour intégrer des haut-parleurs de belle taille. Les nouveaux modèles se caractérisent par des performances audio mauvaises, voire catastrophiques. Leur rendu sonore sec et dépourvu de fréquences graves suffit tout juste pour suivre le « 20 Heures ». Sans surprise, il massacre sans pitié les somptueux effets sonores d'un film d'action, reléguant les explosions nucléaires au rang de feux d'artifice pour enfants.

Afin de remédier à ce problème, on peut toujours connecter une chaîne hi-fi au téléviseur (pas très pratique d'alterner entre les sources audio) ou un système home cinéma 5.1 (efficace mais envahissant dans un appartement). Depuis quelques années, on voit fleurir des barres de son. Compactes, élégantes et faciles à installer, elles se positionnent discrètement devant l'écran. Grâce à l'intégration de plusieurs haut-parleurs et à l'exploitation de la réverbération des sons sur les murs de la pièce, elles produisent une image sonore spatialisée dans la pièce, créant l'illusion d'une scène plus large qu'elle ne l'est en réalité. Très efficace dans un environnement parfaitement symétrique, cette technique trouve ses limites dans les environnements irréguliers. Or, il n'est pas toujours évident de positionner sa TV en plein milieu d'un salon offrant le même type de murs à gauche et à droite.

La diffusion des basses fréquences apparaît en revanche beaucoup plus spectaculaire grâce à l'emploi d'un caisson de graves, conçu spécifiquement pour cette tâche. Les basses fréquences étant omnidirectionnelles, on peut donc le placer n'importe où dans la pièce, à sa convenance, sans se soucier de considérations de symétrie. C'est seulement ainsi que l'on appréciera toute la mesure d'une détonation ou d'un accompagnement orchestral, conférant une profondeur incomparable au spectacle. Les barres de son se distinguent également par leur interaction poussée avec la TV. Ainsi, il suffit d'utiliser la télécommande du poste pour mettre en marche la barre ou régler le volume. Certains modèles sont livrés avec leur propre télécommande ou une application mobile proposant des réglages plus poussés (scènes préconfigurées, réglage des basses...). Pour un usage quotidien, on préférera la simplicité de celle du téléviseur.

Nous avons choisi de tester trois modèles proposant des approches différentes : la Sonos Beam Gen 2 (499 €), la LG Eclair



## LES BARRES DE SON FONT LEUR CINÉMA

RIEN DE TEL POUR TRANSFORMER UN SALON EN SALLE DE PROJECTION ! NOUS AVONS COMPARÉ LES TROIS MODÈLES LES PLUS EXCITANTS DU MOMENT.

QPSW (600 €) et la Samsung Q-Series HW-Q950A (1 499 €). La Sonos (3) se contente d'un unique bloc compact de 65 x 10 x 7 cm. Malgré sa petite taille, elle intègre quatre mid-woofers dédiés aux fréquences médiums et un tweeter central pour la transmission précise des hautes fréquences. Dans un souci de simplicité, elle ne propose qu'une entrée HDMI eARC et une entrée optique. Cela empêche de connecter directement une console de jeux ou un lecteur DVD pour profiter de formats sonores non pris en charge par son téléviseur par exemple. Car la Beam Gen 2 décode les signaux PCM 5.1 ainsi que les formats Dolby Digital, Dolby Digital+ et Dolby TrueHD. Elle prend aussi en charge le Dolby Atmos, la dernière technologie à la mode qui permet d'élargir la scène sonore vers le haut et plus seulement sur les côtés. En bonus, elle se connecte au Wi-Fi pour profiter de la diffusion musicale multi-room qui a fait la réputation de la marque. Enfin, dans un minimalisme assumé, les seuls contrôles se trouvent sur le sommet de l'appareil, sous forme de boutons tactiles (volume, lecture, assistants vocaux).

### Des concurrents hétéroclites

De son côté, la LG Eclair (1) étire un nouveau gabarit ultracompact de seulement 30 cm de large. Un record ! Très élégante avec son revêtement en tissu jersey, l'enceinte principale est secondée par un caisson de basses sans fil de 30 x 40 x 10 cm, que l'on dissimulera dans un coin du salon. Compatible DTS:X ou Dolby Atmos, la LG Eclair analyse

automatiquement le contenu regardé pour appliquer les réglages audio adaptés à ses haut-parleurs stéréo ainsi qu'à deux haut-parleurs situés sur le dessus et dont le travail consiste à révéler toute la profondeur du Dolby Atmos. Du côté de la connectique, LG privilégie le même minimalisme que Sonos, avec cependant une prise HDMI supplémentaire. En revanche, elle profite d'une télécommande, pas forcément indispensable, pour modifier les profils sonores ou les sources. En se connectant en Bluetooth, on peut ainsi diffuser le son d'un smartphone mais aussi s'appuyer sur l'application mobile dédiée pour accéder à des réglages. Ce changement de source coupe malheureusement la diffusion vidéo, sur laquelle il faut revenir par la suite. Pas vraiment ergonomique. En pratique, une fois les réglages établis, on se passe très bien de la télécommande.

Beaucoup plus ambitieux, et plus cher, le Samsung Q950A (2) regroupe une barre centrale garnie de onze haut-parleurs verticaux et horizontaux, un caisson de basses sans fil et un kit d'enceintes arrière sans fil. Ceci afin d'offrir une immersion sonore à 360°. Il exploite évidemment les dernières techniques 3D telles que Dolby Atmos et DTS:X ainsi qu'une connectique riche pour répondre à tous les cas de figure. Outre la gestion des connexions sans fil Chromecast et Airplay, le système est capable d'analyser le signal sonore pour adapter automatiquement chaque scène et permettre d'entendre les voix clairement même quand le volume est faible. De même, il

identifie en temps réel les bruits ambiants parasites pour augmenter le volume des voix. L'ensemble présente les meilleures spécifications pour développer une projection sonore digne d'une salle de cinéma. ■

### ► NOTRE AVIS

Soyons honnêtes, la Sonos ne nous a pas convaincus. Si l'interface mobile reste un bijou d'ergonomie pour gérer des enceintes multiroom et écouter de la musique, le rendu de la barre de son s'est avéré peu enveloppant et pauvre en basses fréquences. Il aurait été surprenant de faire beaucoup mieux sans caisson de grave. Reste que ce système n'a pas apporté de réelle plus-value à notre téléviseur de test.

La bonne surprise vient de l'excellente tenue de la LG Eclair. Développant des basses présentes sans être envahissantes, ainsi qu'une vraie spatialisation des fréquences médium en dépit de sa taille modeste, elle nous a conquis par son encombrement minimal et son design accrocheur. Certes, la scène sonore reste hétérogène (les objets passant de gauche à droite peuvent changer de sonorité en cours de parcours...) et l'écoute de musique pure paraît un peu agressive, mais le mode cinéma, avec effets surround et Dolby Atmos, donne vraiment l'illusion de se trouver en plein cœur d'une salle de cinéma. À conseiller vivement pour les appartements étroits !

Enfin, le Samsung nous a délivré l'un des meilleurs sons que l'on ait entendus en home cinéma. Puissant, précis, large, avec des dialogues toujours clairs ! Avec sa configuration 11.1.4, il délivre 16 canaux sonores différents pour obtenir une sensation d'immersion exceptionnelle. Pour ne rien gâcher, les enceintes sans fils se connectent et se synchronisent toutes seules entre elles et le système règle automatiquement le son en fonction du signal et des caractéristiques de la pièce. Le seul bémol que l'on pourrait émettre concerne son prix élevé. Est-il injustifié pour autant ? Nous conseillerons sans réserve ce produit aux fans de films d'action et de blockbusters, aux supporters de foot et, plus généralement, à tous les amateurs de cinéma. ■



SAMSUNG SONOS



## GIBSON RÉINVENTE LA GUITARE FOLK

EN INCORPORANT UNE OÙÏE SUR LE HAUT DE LA CAISSE, LA MARQUE AMÉRICAINE PERMET AU GUITARISTE D'ENTENDRE CLAIREMENT LE SON PROJETÉ PAR SON INSTRUMENT.

Plus facile de réinventer un instrument mythique qui a fait rêver de multiples générations depuis près d'un siècle ! Les formes originales de la J-45 de Gibson ou de l'électrique Fender Stratocaster restent ainsi des étalons près de soixante-dix ans après leur création. Certes, de nouvelles propositions ont bien été tentées mais le public reste attaché à l'histoire et aux particularités d'un instrument qui est, sans doute, arrivé à maturité. Même Gibson s'y est cassé les dents avec sa technologie G-Force, lancée en 2015, qui proposait aux adeptes de l'électrique d'accorder automatiquement leur guitare. Véritable atout pour bénéficier d'accordages alternatifs sans changer de guitare sur scène, le procédé a fait long feu malgré de vraies qualités. Cette

fois, la marque de Nashville a décidé de ressortir un concept inachevé, datant de 1964, et de le porter sur ses modèles de guitares acoustiques emblématiques. Les séries originales de la J-45, Songwriter et J-200 deviennent respectivement les G-00, G-45, G-Writer et G-200.

Fabriquées aux États-Unis, elles reprennent leurs formes originales dans une finition minimaliste, en bois naturel (épicéa Sitka) et dénuée de fioritures. Une manière de conserver des prix accessibles tout en proposant une gamme de qualité. Ces produits se distinguent par la présence d'une oùïe sur le haut de la caisse, afin d'assurer la diffusion de l'intégralité du son en direction des oreilles du musicien. Les guitares traditionnelles projettent en effet le son vers l'avant, où se trouve l'auditoire. Le gui-

tariste ne perçoit pas la globalité du spectre sonore, notamment les basses fréquences. Ceci rend le son malin et parfois un peu bruyant. En tout cas, pas du tout à la hauteur de celui que perçoivent les spectateurs. Cette innovation, baptisée Player Port, est censée gommer cette limitation.

### Des basses ressuscitées

Nous avons choisi de tester la G-45, la déclinaison de la mythique J-45 conçue en 1942, qui a accompagné les plus grands musiciens (Bob Dylan, Elvis Presley, Bruce Springsteen...). Des les premiers accords, la qualité de l'instrument est flagrante. Les finitions sont impeccables, le manche est agréable et la justesse, parfaitement respectée dans les graves comme



La G-45 de Gibson, vendue 1199 €, est une déclinaison de la mythique J-45 conçue en 1942.

dans les aigus. On est surpris par la précision du son et par l'équilibre des fréquences. Des caractéristiques rares pour une guitare vendue seulement 1 199 € (avec la housse). La bonne surprise vient évidemment du Player Port qui permet à l'oreille du musicien d'être chatouillée par les fréquences graves mais aussi par de subtiles harmoniques apportant profondeur et clarté à la musique. D'ailleurs, lorsque l'on joue en bouchant l'évent, on revient aussitôt au rendu sec, caractéristique de la projection des guitares folk du point de vue du joueur. En prime, les maladroits bénéficient d'une ouverture pour récupérer plus facilement leur médiateur lorsqu'ils le laissent échapper malencontreusement à l'intérieur de la caisse...

Affichant un rapport qualité-prix imbattable, la nouvelle G-45 de Gibson saura convaincre les amateurs à la recherche d'un produit de grande qualité mais aussi les musiciens professionnels convoitant une guitare d'appoint à prix accessible. On ne s'étonnerait pas de voir le Player Port se généraliser à d'autres modèles. On pourra enfin parler de petite révolution ! ■ P.G.

# 36 | TÉLÉVISION

## 16/20

«AMERICAN CRIME STORY: IMPEACHMENT», SUR CANAL+, JEUDI 28 OCTOBRE, DEUX ÉPISODES, À 21 HEURES, ET SUR MYCANAL

La série d'anthologie *American Crime Story* aborde, pour sa saison 3, *Impeachment*, l'affaire Bill Clinton et Monica Lewinsky. Cette plongée dans les coulisses de la Maison-Blanche, due au sulfureux Ryan Murphy (*Nip/Tuck*, *Glee*, *Pose...*), dévoile les ramifications complexes et passionnantes d'une histoire qui mêle politique, médias et justice, un «MeToo avant l'heure, bien au-delà de l'anecdote du «contact intime inapproprié» avec sa stagiaire admis sur le tard par le président des États-Unis. Elle débute quand Paula Jones (Annaleigh Ashford), fonctionnaire de l'Arkansas, accuse Bill Clinton (Clive Owen, *Valérian*, *The Knick*), alors gouverneur, de lui avoir fait des avances, en 1991. Le procès qu'elle intente pour harcèlement oblige le président à s'exprimer sur sa relation avec Monica Lewinsky (Beanie Feldstein). Une liaison qui a failli être fatale puisqu'elle est à l'origine de la tentative d'impeachment (destitution). La jeune fille, séductrice et amoureuse transie, mutée au Pentagone à la suite de sa liaison, subit un véritable chantage affectif. Elle s'en épanche auprès de Linda Tripp (Sarah Paulson, *Ratched*), sa collègue, bureaucrate frustrée... La narration, sophistiquée, égare parfois, mais la série, en dix épisodes de cinquante-deux minutes, très fouillée et formidablement interprétée, reste une vraie réussite.



La saison 3 d'*American Crime Story* plonge dans les coulisses de la Maison-Blanche pour retracer avec brio l'affaire Bill Clinton et Monica Lewinsky.

King *Celui qui garde le ver*, cette série américaine en dix épisodes fait preuve d'un élégant classicisme. Une image magnifique, des plans majestueux, une angoisse savamment distillée... On se laisse prendre au jeu malgré un rythme un brin contemplatif.

## 9/20

«SOUVIENS-TOI... L'ÉTÉ DERNIER», HUIT ÉPISODES SUR AMAZON PRIME VIDEO

Dernière adaptation de *Comme en un mauvais rêve*, roman à suspense publié par la romancière américaine Lois Duncan en 1973, *Souviens-toi l'été dernier* (en anglais, *I Know What You Did Last Summer*) est une preuve nouvelle des défis à très hauts risques que se lancent parfois producteurs et diffuseurs, malheureusement, à des fins pécuniaires. Car si les trois films éponymes, réalisés à la fin des années 1990 pour donner le change au succès international de *Scream*, étaient déjà très mauvais, la série lancée cette semaine sur Amazon Prime Video l'est au moins tout autant. Créée et produite par Sara Goodman, à qui l'on doit pourtant le déjanté *Preacher* et la sulfureuse *Gossip Girl*, elle met en scène, façon slasher - sous-genre cinématographique né dans les années 1960 consistant à confronter un groupe d'individus à un psychopathe plutôt déterminé -, le dernier été d'une bande de lycéens de Hawaï. Sexe, drogue, alcool, génilité impossible, mauvaises vibrations, franchise maquillée, et la machine s'emballe. *Le Bûcher des vanités* en version teen movie sanglant et raté.

## 7/20

«FAMILY BUSINESS», SAISON 3, SIX ÉPISODES SUR NETFLIX

Toujours soucieux de préserver la langue française, nos cousins québécois ont retiré la série d'Igor Gotesman *Tout part en fumée*. Il serait difficile de nier que l'esprit initial de *Family Business* s'évapore au fil des épisodes. Jusqu'à ces six derniers qui voient la famille Hazan dans de bien sales draps, aux prises avec des narcotrafiants. Ces Colombiens (et leurs complices) veulent mettre la main sur la fameuse «pastaweed» dont seule Ludmyla (Liliane Rovère) - la grand-mère, tout ramené à l'écran dans cette troisième saison - a le secret. Les scénaristes poussent leur délire trop loin, jusqu'à friser le Grand-Guignol, voire parfois le scatologique. Joseph (Jonathan Cohen) a toujours de très mauvaises idées et les met en application. Au grand désespoir de son père (Gérard Darmon), indémodable romantique et grand naïf. Il y a bien quelques morceaux de bravoure et d'autodérision, mais l'ensemble vire souvent au mauvais trip. De ce naufrage on sauvera Louise Coldefy, alias Clémentine, fille à papa plus déhüée que jamais. La vraie révélation de cette création française de Netflix, qui n'a cessé de se chercher un ton au fil des saisons et dont on espérait beaucoup mieux.

FRANÇOIS AUBEL, JULIA BAUDIN, CÉLINE FONTANA ET DAMIEN MERCEREAU

## FIGARO TOPS/FIGARO FLOPS

LE RÉCIT DE L'AFFAIRE MONICA LEWINSKI, UN THRILLER MÉDICAL, UNE ADAPTATION GLAÇANTE D'UNE NOUVELLE DE STEPHEN KING... QUELLE SÉRIE DÉVORER, OU PAS, CETTE SEMAINE SUR VOS ÉCRANS ?

## 15/20

«DR DEATH», SUR STARZPLAY, HUIT ÉPISODES

Les séries médicales sont légion. La plupart, portées par des héros irréprouchables, quels que furent leur ambivalence, leurs petits tourments et leurs gros défauts. Certaines, plus récentes, construites sur des caractères bien plus sombres, comme Stevenson le fit dans *Dr Jekyll et Mr Hyde*. Ainsi *Ratched*, une création de Ryan Murphy centrée sur une infirmière psychiatrique dont l'extrême noirceur se fait jour au fil des épisodes. Mais aussi *Dr Death*, adapté du podcast à succès du même nom, lui-même inspiré de faits réels, qui raconte l'hécatombe provoquée impunément par un dangereux neurochirurgien de Dallas. Et comment cette étoile montante de la communauté médicale a été protégée, du moins pendant quelque temps, par un système de surveillance défaillant. Le vrai Christopher Dutsch, ici incarné par Joshua Jackson, découvert dans *Fringe*, a été condamné à la prison à perpétuité en 2017 pour avoir assassiné plusieurs patients et mutilé de façon irréversible une dizaine d'autres. Si ce n'est déjà le cas, cette série, glaçante, construite comme un thriller, vous fera définitivement prendre les hôpitaux en horreur.

une suite. La voici donc sur Arte : six nouveaux épisodes des aventures du binôme formé par le juge Candela (Candela Pena, *Tout sur ma mère*) et le repris de justice Diaz (Dario Grandinetti, *Julieta*). Une série policière espagnole de prime abord assez commune au regard de la supersérie *Casa de papel*, notamment, n'était-ce la personnalité de sa protagoniste et la particularité de son lieu même. El Hierro, la plus petite, la plus isolée et la plus escarpée des îles des Canaries, est aussi la plus exposée aux trafics en tout genre, un décor naturel somptueux et l'écrin idéal au huis clos. S'y déchirent une poignée de familles dont le spectateur découvre peu à peu la proximité, les secrets, la dan-

## 14/20

«YOU», SAISON 3, SUR NETFLIX, DIX ÉPISODES

Après New York et Los Angeles, Joe Goldberg s'installe dans un quartier résidentiel de Madré Linda, petite ville fictive de la banlieue de San Francisco. Le personnage interprété par Penn Badgley, mi-Don Juan mi-Jack l'Éventreur, tente de tourner le dos aux cadavres de son passé et s'efforce, malgré

lui, de mener une vie paisible auprès de Love Quinn (Victoria Pedretti) et de leur bébé. Mais ces deux éternels insatisfaits se ressemblent trop pour s'unir durablement. L'un comme l'autre se laissent dépasser par leurs pulsions et règlent leurs problèmes à l'arme blanche. Une série deux premières saisons inspirées des romans de Caroline Kepnes. *You* se démarque avec une suite totalement inédite où Joe Goldberg affronte à la fois ses propres démons et ceux de son épouse. Un cocktail explosif qui tient efficacement en haleine tout au long des dix épisodes.

## 13/20

«CHAPELWHAITE» SUR AMAZON PRIME VIDEO, DIX ÉPISODES À PARTIR DU MERCREDI 27 OCTOBRE

«Il arrive, le ver. Je ne peux pas l'empêcher. Le sang appelle le sang...» L'homme assomme l'enfant, son fils, d'un coup de pelle, et s'apprête à l'enterrer vivant avant de recevoir une balle mortelle de sa femme... Trente ans plus tard, 1850, mer du Japon. Le capitaine Charles Boons (Adrian Brody - *Le Pianiste*), veuf, apprend qu'il a hérité de son cousin d'un manoir dans le Maine : Chapelwaite. Il décide d'y refaire sa vie avec ses filles méprises. Mais la malédiction semble toujours peser sur cette demeure... Sans compter le rejet de ces arrivants par la communauté villageoise, à l'exception d'une jeune femme instruite qui se rêve auteur et s'inspire de leur mystère. Tirée de la nouvelle de Stephen



Mis à part quelques morceaux de bravoure et d'autodérision, *Family Business* vire souvent au mauvais trip. JULIEN PANIE/NETFLIX

## 14/20

«HIERRO», SAISON 2, SUR ARTE, SIX ÉPISODES, JEUDI 28 OCTOBRE À 20 H 50

Le succès de la saison 1 de *Hierro* a été tel, y compris dans certains festivals, que décision a été prise de lui donner

### MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

#### PROBLÈME N° 5805

##### HORIZONTELEMENT

1. Vase ornemental de plante ornementale. - 2. Le « Phare » d'Alexandrie. - 3. Pores de la feuille ou fruits rouges sans la tête. - 4. Remorque avec un cordage. Nid de (futurs) mandarins. - 5. Cher débutant. Donneuse de sang. - 6. Est prié de se lever au tribunal. - 7. Quotidien anglais. Hausse les épaules. - 8. Épargne bien du travail. - 9. Grand piquet renversé. Cité alpine sur la Luyè. - 10. De France pour une comédienne belge. - 11. Serrais dans mes bras. - 12. Alliage pour prothèse dentaire.

##### VERTICALEMENT

1. Réduisent l'homme à l'impuissance. - 2. Jeu de mains et hélas, parfois, jeu de vilains. - 3. Mignon à croquer. Petit cercle de grands hommes. - 4. Pâté de campagne. Épreuve d'obstacles avec de petits cubes. - 5. Futur ISP, dixit Macron. Cavalière ou prophète. Palindrome bancaire. - 6. Objets de suspension. Cajole à longueur de journée. - 7. Franchissent l'obstacle. Des box pour les boxers. Fragment de météorite. - 8. N'était pas un faux jeton. Se mire dans l'Arno.

1	2	3	4	5	6	7	8
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							

#### SOLUTION DU PROBLÈME N° 5804

HORIZONTELEMENT 1. Pré carré. - 2. Cédipien. - 3. Squattés. - 4. Tue. Ezra. - 5. Miner. Ab. - 6. Ossues. - 7. Di. Époque. - 8. Étés. Dom. - 9. Rom. Vase. - 10. Nippé. Tr. - 11. Éraillat. - 12. Sensuels.

VERTICALEMENT 1. Postmodernes. - 2. Réquisitoire. - 3. Éduens. Empan. - 4. CIA. Eues. Pis. - 5. Aptères. Vellu. - 6. Ritz. Soda. Le. - 7. Reera. Postal. - 8. Ensablaments.

### RONDE DES MOTS®

RCF JEUX

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.

Exemple

	B	L	R	P	C	B
E	ELLE	E	AMORCE	CHOISIE	FLEUR	BOUGE
	DONNE		FACTICE	À	DE	LES
	DES			NOUVEAU	L'ESPRIT	PAU-
	VISIONS	R				PIÈRES
U						ANIMAUX
	L					DE
						LA
	PETITS	LOIN	GARDIEN	PIÈCE	AMOU-	A
	DOR-	DE	DU	DE	REUX	RETROUVE
	MEURS	TOUT	TEMPLE	CHAR-	À	SON
				PENTE	ENTRE-	CALME
					TENIR	
	O	I	I	O	A	

#### SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

2	9	4	8	5	7	6	3	1
8	7	1	2	6	3	5	4	9
5	6	3	1	9	4	8	2	7
9	1	8	4	2	6	7	5	3
7	2	5	3	1	9	4	8	6
3	4	6	7	8	5	1	9	2
1	3	9	5	7	8	2	6	4
6	5	7	9	4	2	3	1	8
4	8	2	6	3	1	9	7	5

4	3	9	6	5	7	2	8	1
1	2	8	3	9	4	6	5	7
6	7	5	2	1	8	3	9	4
7	1	3	5	6	2	9	4	8
2	5	4	9	8	3	1	7	6
4	9	8	6	4	7	1	5	3
5	4	1	7	2	9	8	6	3
8	9	7	1	3	6	4	2	5
3	6	2	8	4	5	7	1	9

8	4	2	9	1	5	3	6	7
9	5	1	6	7	3	4	8	2
6	7	3	5	2	8	9	5	1
1	3	6	1	3	4	5		
4	5	6	1	3	4	2	7	9
4	9	8	6	4	7	1	5	3
3	1	8	7	4	2	9	5	6
7	8	9	7	1	3	6	4	2
2	9	4	5	6	1	7	3	8

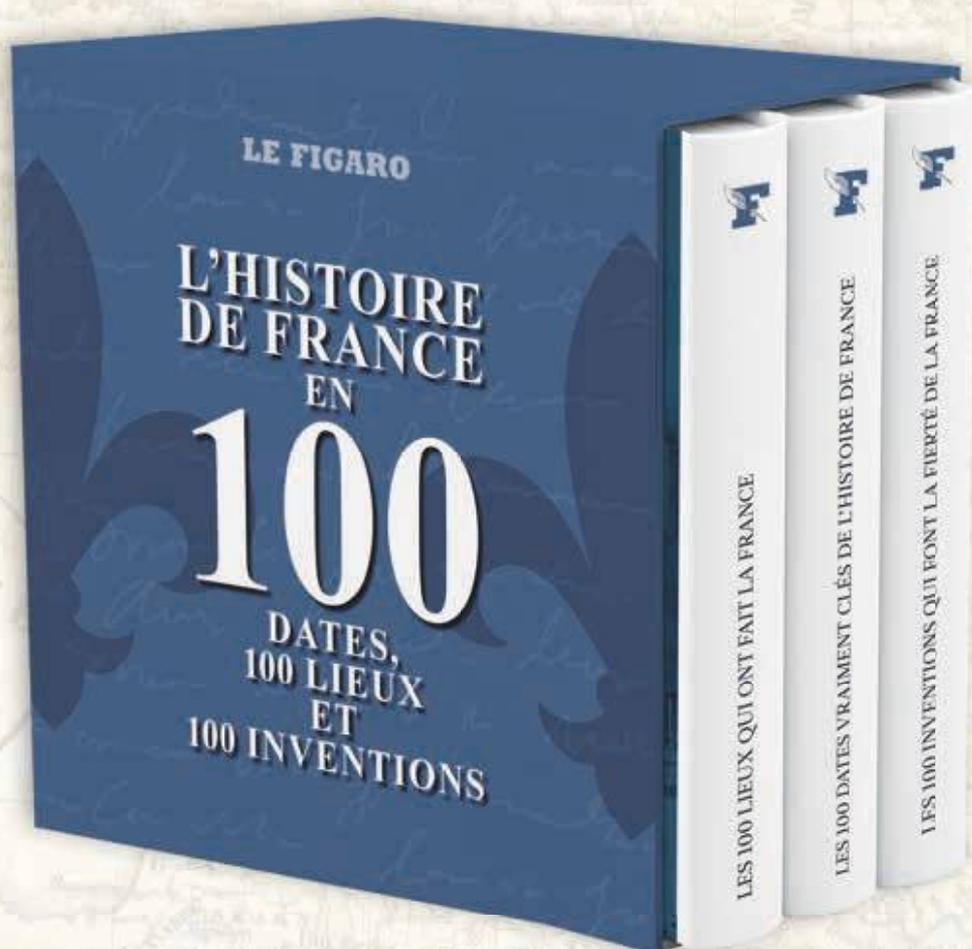
LETTRES EN PLUS  
CASOAR - DECRUE - IMPALA - JARDIN.

LETTRES EN MOINS  
Les mots à trouver sont : DENIM (Marier, plante, caisse, volage, prieur), PARM (Bilan, marin, basse, utile, fleur).

**LE FIGARO**

présente

**Un coffret pour  
tous les amoureux d'histoire  
À OFFRIR OU À S'OFFRIR**



*Les 100 Dates clés  
de l'histoire de France*

*Les 100 lieux  
qui ont fait la France*

*Les 100 inventions  
qui font la fierté de la France*

**21** €  
**,90**

**ACTUELLEMENT DISPONIBLE**

dans tous les points de vente et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



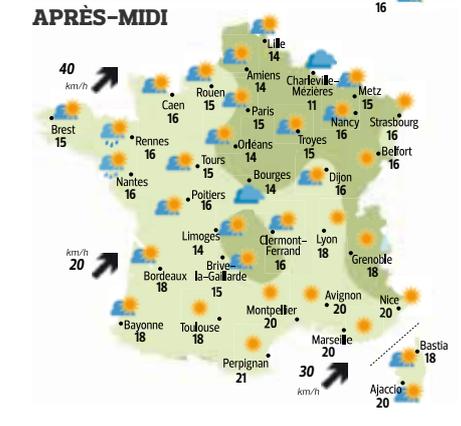
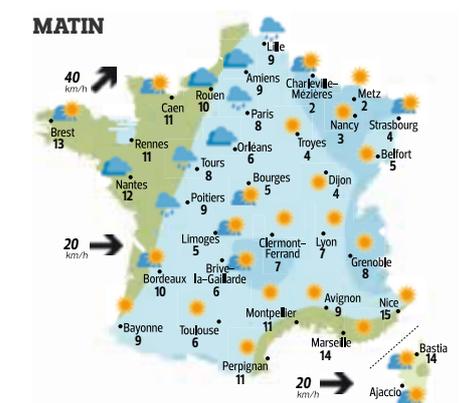
ÉPHÉMÉRIDE St-Enguerran  
Soleil : Lever 08h27 - Coucher 18h41 - Lune décroissante

**TF1**  
**21.05**  
**Astérix et Obélix : Mission Cléopâtre**  
Film. Comédie  
Fra./All. 2002. Réal. : A. Chabat. 1h38. Avec Gérard Depardieu. Deux guerriers et un druide gaulois viennent en aide à un architecte égyptien qui doit construire, pour Cléopâtre, un somptueux palais en un temps record.  
**23.10** New York Unité Spéciale.

**france.2**  
**21.05**  
**L'ami qui n'existe pas**  
Téléfilm. Dramatique  
Fra. 2020. Réal. : Nicolas Cuche. 1h45. Avec Audrey Dana. Inédit. Quasiment muette depuis la mort de son père, un petit garçon retrouve le sourire grâce à un nouvel ami. Quand l'enfant disparaît, sa mère remue ciel et terre.  
**22.50** Affaires sensibles. Magazine. L'affaire Alstom et l'arrestation de Frederic Pierucci. Inédit.

**france.3**  
**21.05**  
**La villa**  
Film. Drame  
Fra. 2017. Réal. : Robert Guédiguian. 1h47. Avec Ariane Ascaride. Inédit. Alors qu'ils doivent régler la vente de la maison familiale, une sœur et ses deux frères voient débarquer des migrants et décident de les aider.  
**22.55** Météo.  
**23.01** La France en vrai : Tailler la route. Documentaire.

**À LA DEMANDE**  
**prime**  
**Capone**  
Film.  
Hollywood a toujours eu une certaine tendresse pour les gangsters, dépeints ici comme victimes d'une société injuste, la comme des Robins des bois des temps modernes, dans tous les cas comme des rebelles incompris. De John Dillinger à Jacques Mesrine, en passant par Bonnie & Clyde, cette tendance semble unanime. Une seule figure échappe à cette complaisance : Al Capone. On se souvient de la performance terrifiante de Robert de Niro dans « Les Incorruptibles » en 1987. Aujourd'hui, c'est au tour d'un Tom Hardy physiquement transformé d'incarner le monstre. Car « Capone » raconte bel et bien l'histoire d'un sinistre psychopathe, dont les balafres et les yeux vides de toute humanité trahissent les démons intérieurs.

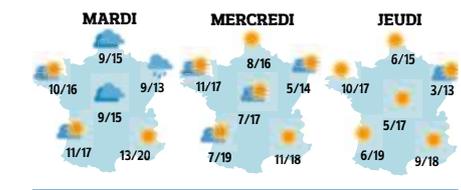


**CANAL+**  
**21.09**  
**Validé**  
Série. Dramatique  
Fra. 2021. Saison 2. Avec Laetitia Kerfa. 3 épisodes. Inédit. L'alpha est décidée à ne plus se laisser manipuler. Elle met au point un plan audacieux pour revenir rapidement sur le devant de la scène musicale.  
**22.47** Reines, pour l'amour du rap. Docu. Réal. : Guillaume Genton. Inédit.

**arte**  
**20.55**  
**Maurice**  
Film. Drame  
GB. 1987. Réal. : James Ivory. 2h14. Avec Hugh Grant. Dans l'Angleterre victorienne, deux étudiants en droit de Cambridge voient leur amitié se transformer peu à peu en un intense amour platonique.  
**23.15** Dogman. Film. Thriller. Avec Marcello Fonte. Inédit.

**6**  
**21.05**  
**L'amour est dans le pré**  
Télé-réalité  
Fra. 2021. 0h55. 2 épisodes. Inédit. Tirailé entre ses similitudes avec Hafsa et son attrait pour la plus discrète Natacha, Vincent a convié ses amis pour s'éclaircir les idées.  
**23.25** L'amour vu du pré. Divertissement. Episode 9. Inédit.

**FIGARO LIVE**  
**Aujourd'hui, lundi 25 octobre, sur lefigaro.fr**  
→ 12 heures : « Le Buzz TV » (avec TV Magazine)  
— Invité : Laurent Maistret, aventurier dans « Koh-Lanta, la légende » sur TF1.  
Interview menée par Philippe Larroque et Sarah Lecoeuvre.  
→ 17 heures : « Points de vue » L'émision de décryptage de l'actualité présentée par Vincent Roux.  
— Avec Emmanuel Rivière, politologue et directeur de Kantar Public, qui viendra commenter l'actualité politique.  
Mohammed Aïssaoui, journaliste au Figaro littéraire, pour nous parler des prix littéraires alors que débute la semaine où ils sont décernés.  
Et Xavier Gorce, dessinateur de presse, auteur des Indégivrables. Infix à gogo (Buchet / Chastel).



**G8**  
**20.38** Touche pas à mon poste!  
**21.19** Les randonneurs  
Film. Comédie. Fra. 1997. Réal. : P. Harel. 1h35. Avec B. Poelvoorde. Inédit. Cinq amis, trois garçons et deux filles, partent randonner sur le GR20, en Corse.  
**23.15** Enquête sous haute tension. Magazine. Un été chaud sur la Côte d'Azur (n°1).

**france.5**  
**20.00** C à vous la suite. Talk-show.  
**20.55** Ouganda, Congo : sur les routes de l'enfer  
Documentaire. Fra. 2021. Réal. : C. Comiti, J. Boluen. 1h26. Inédit. En Ouganda et au Congo, se déplacer en voiture ou en camion relève parfois du défi.  
**22.25** C ce soir. Talk-show. Prés. : K. Rissouli, T. Snegaroff, L. Adler, C. Dia.

**W9**  
**19.50** Les Marseillais vs le reste du monde. Série. Télé-réalité. Inédit.  
**21.05** Pirates des Caraïbes, le secret du coffre maudit  
Réal. : G. Verbinski. 2h31. Avec Johnny Depp. Jack Sparrow a signé un pacte avec le maître des sept mers, qui réclame aujourd'hui son dû.  
**23.40** Pirates des Caraïbes : la malédiction du Black Pearl.

**RMC**  
**20.10** Mécanos express : le grand déballage. Documentaire.  
**21.05** Mécanos express  
Documentaire. Depuis 2014, la chimera est toujours prête à filmer Michaël Manousakis pour les besoins de l'émission. Résultat : d'innombrables heures de tournage, et tousjours plus d'anecdotes.  
**23.05** Mécanos express.

**TMC**  
**20.10** Quotidien. Divertissement.  
**21.15** Men in Black 2  
Film. Science-fiction. EU. 2002. Réal. : Barry Sonnenfeld. 1h28. Avec Tommy Lee Jones. Les Men in Black reprennent du service lorsqu'une dangereuse et séduisante extra-terrestre débarque sur Terre pour récupérer la lumière de Zartha.  
**22.55** Men in Black.

**HISTOIRE**  
**19.50** Les chevaliers teutoniques. Documentaire.  
**20.50** Le ciel des hommes  
Documentaire. EU. 2019. Réal. : A. Luria. 0h54. 2 épisodes. Entre croyances et science, quels rapports l'homme entretient-il avec les deux ?  
**22.40** Le ciel des hommes. Documentaire. Réal. : Adam Luria. Vers l'infini.

la chaîne météo **lachainemeteo.com**  
Par téléphone : **3201** **LIVE 24/24** **CANAL+** **GRATUIT** **Sur l'APPLI** **la chaîne météo**

**MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3039**

CAVITE DU CŒUR	CRUEL-LEMENT	TITANE	IMPAS-SIBLE	BONUS DE LA DERNIÈRE LEVÉE	MOITIE D'ÎLE	CAFÉ AU CAFÉ	APÉRITIF D'ORIGINE BOURGIGNONNE	C'EST DU VENT	BATEAU À BALANCER	JAZZ QUI CHAUFFE	MARIE	ACCUMULATION DE CYCLES
FANATIQUE	ESPÈCE	APPRÉCIÉE	DES-AVOUÉE	IL VELLE ALEAU	ANCIEN IMPÔT	PANIER PERÇÉ	INSOMNIS	SANS PÉDONCULE	PRESSERA	JAZZ QUI CHAUFFE	DIEU ÉGYPTIEN	L'ERBUM
				MEGSIERS			EFFACE-MENT PRO-PNETIQUE			DÉCORER		
PARFUM INDIEN		ENFONCE-RILLA			MATIERE APERLÈS		SYMBOLE CHIMIQUE DE L'ARGON	ETAT DE LINDE		SIÈGE DE SALON		
ETOFFES DE SOIE		LA PORTE POMME (D')			DELAVÉE			GROSSE SECOURSSE				
				LIQUIDE POUR LA PLUME		DEVANT LE GARÇON QUE L'ON MONTRE				REVEU DU BIENDES AUTRES		
BIDONS						TROUÈES	BLASÉE					
ELLE EST PROCHE DE LA LOIRE						COUVERT	ARTISTE GREC					
								HERBACÉE TROPICALE				
VILLE LOMBARDE		ETOURDIS						PRÉ-SELECTION				
COULIS		PETITE MONNAIE AU JAPON							APERÇU			
			CARACTÈRE DE VIKING		IMPRIMES				LUMIÈRE			
			POIDS		ARTICLE ANDALOU							
FIBRE TEXTILE		D'UNE HABILETÉ REMAR-QUABLE				IL-AP-RENDE LE COMMAN-DEMENT						
RASSEM-LEMENT								CÉRÉALE À GRAINS JAUNES				
				ISOLÉS DANS LEUR COIN								

**SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT**

A C R O M H A R A C O S E F  
 D E F I C I E N T B I O G R A P H I E  
 R O N D O U I L L O S A B I E H A I R A N S E T  
 M A S T I C I A T I S E E C O U R T I S  
 O P E R I E S A U T I E R S E T I E R S  
 U N I T R I E N D O M M E N S S O N I A R S  
 P R I E T R I A O S I R A N A C A P E  
 A C C O G R A D I S E R I P A T I C A D R E S  
 D E P O S I T I O N S A U T I E R S E T I E R S  
 S I E T E R A B I E R E P E S T O I D E S A  
 S A I T B I E R I E R I O T I S T E  
 T I N T I N  
 T E N T A A D  
 V A S E L I N E  
 O C C I D E N T A L  
 W C A N I N I  
 Z A D S A I P T  
 O N I C P I E T  
 P I E R R E S E  
 O T T I V E P R O P R I A T I E N R E N A I  
 D E S S I O R E S T A N A P R O T I E R A  
 O S E R R I E R E N T R A I N A I E B E N I  
 R O I E F A T I G A D D O N I C E A S T I O R S  
 M A R T I N S  
 M A C H A T A G S A R A R E A D O I E S O  
 R E G I S T R E A T I S T E S I T S C E N E  
 N O U V E L P A R T I E R A D I E R S E  
 V E R T I C A L E P A R T I E R A D I E R S E  
 B E N I S I E S E C H O U T I E R S E  
 M A R T I N S  
 I S S A G O D I E N U I  
 I N T A T I O N N E  
 M E S U R E T T I E S I E L I E S



# MANOOCHEER DEGHATI LE PASSEUR D'IMAGES

REBOND EXILÉ DE SON PAYS NATAL, L'IRAN, DEPUIS 1985, LE PHOTOGRAPHE A VÉCU MILLE VIES, AU RYTHME DES GRANDS CONFLITS MODERNES. IL VIENT DE PRÉSIDER LA 28<sup>E</sup> ÉDITION DU PRIX BAYEUX CALVADOS-NORMANDIE DES CORRESPONDANTS DE GUERRE.



Hugues Maillot  
hmaillot@lefigaro.fr

C'est d'abord l'histoire d'un « destin ». Celui d'un homme qui a rencontré la photographie « par hasard ». Fasciné par le cinéma néoréaliste italien, Manoocher Deghati quitte en 1974 le cocon familial pour Rome, où il ambitionne de devenir caméraman. Le jeune Iranien a 20 ans. Mais quatre ans plus tard, l'histoire de son pays le rattrape : la révolte gronde, le peuple s'élève contre le chah et sa politique répressive. De retour en Iran, le photographe en herbe capture, avec le regard sans filtre du néophyte, les prémices de la révolution iranienne.

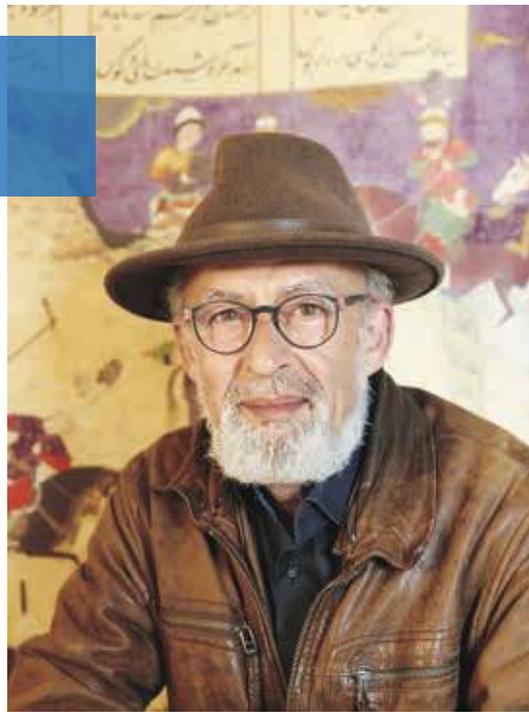
Son talent éclate déjà au grand jour : il commence à travailler pour l'Agence France-Presse, Sipa, Black Star, et devient correspondant du *Time Magazine*. Mais cette lumière nouvelle lui vaut également des ennemis. Ses images, parfois crues, souvent violentes, publiées dans la presse occidentale, ne sont pas bien perçues par le régime islamique. « Petit à petit, j'ai été ciblé par les autorités. Elles ont pris ma carte de presse, m'ont empiétré, battu, menacé. Elles ont cassé mes

appareils », se souvient Deghati. Si bien qu'en 1985, un proche le prévient : son nom est inscrit sur la liste noire du régime islamique. L'exil débute.

La France l'accueille, mais le photographe ne s'attarde pas. « Je ne voulais pas vivre à Paris et partir une semaine de temps en temps, avant de reprendre la vie mondaine. Ça me choquait. J'ai donc décidé d'aller vivre dans les endroits où je voulais travailler », raconte le reporter. En 1986, il se voit confier la tâche de créer un réseau AFP en Amérique centrale. L'objectif : « S'éloigner le plus possible du Moyen-Orient ». Au Costa Rica, au Salvador, au Nicaragua ou au Guatemala, Manoocher Deghati couvre les différentes guerillas et crises sociales. Mais il se découvre également une autre motivation : former sur place les photographes de demain. « Quand je suis parti, chaque pays d'Amérique centrale avait un ou deux photographes qui travaillaient pour l'AFP », se réjouit le reporter.

## « Un langage universel »

Plus tard, en 2001, il s'installera à Kaboul pour former les jeunes Afghans aux métiers du journalisme. « Ils sont devenus les photojournalistes les plus célèbres du pays. L'un d'eux a reçu le prix Pulitzer », rapporte-t-il, avec la fierté d'un père pour ses enfants. En 2006, il partira ensuite vivre à Nairobi, au Kenya, pour participer à la création d'un département de photographie au siège de l'ONU. « Je crois que la photographie est l'outil le plus important de notre société moderne,



CLARA DEGHATI

car c'est un langage universel », explique Manoocher Deghati, pour justifier la place qu'il accorde à la transmission.

En 1991, sa carrière prend une nouvelle dimension. Muté au Caire par l'AFP, il couvre la guerre du Golfe, l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, mais surtout le traité de paix entre Palestine et Israël, dont il a photographié tout le processus. Le 26 septembre 1996, il est à Ramallah. Au cœur d'une journée d'affrontements particulièrement tendue, il reçoit une balle de sniper israélien : son tibia est fracturé en 36 morceaux. Transporté en urgence dans un hôpital palestinien, puis isra-

élien, il est ensuite transféré à l'hôpital militaire des Invalides, où il séjournera dix-huit mois. Là-bas, Manoocher Deghati n'arrête pas de travailler. Il se « balade en fauteuil roulant et photographie les vétérans ».

Mais à sa sortie, l'AFP lui interdit de retourner dans les zones de conflits. L'insatiable reporter finit cependant par obtenir l'autorisation d'accompagner le ministre Jacques Chirac et le premier ministre Lionel Jospin dans leurs déplacements internationaux. C'est ainsi qu'en 2000, il retourne à Ramallah, où le chef du gouvernement doit prononcer un discours attendu. Mais l'accueil qui

lui est réservé à sa sortie est incandescent. Visé par des jets de pierres, Lionel Jospin remonte en catastrophe dans sa voiture blindée, qui démarre en trombe. Sur son chemin, elle percute Manoocher Deghati, au niveau de sa jambe fragile. Le scénario se répète : le photographe est rapatrié en urgence aux Invalides, où il effectuera un nouveau séjour d'un an et demi.

## Un flair à toute épreuve

En sortant, il démissionne de l'AFP pour « être indépendant ». Il multiplie les collaborations avec de nombreux magazines en Europe et aux États-Unis, comme *GEO* et *National Geographic*. Mais il faut croire que « l'action (lui) manque ». En 2011, le reporter accepte de prendre la tête de l'antenne d'Associated Press au Moyen-Orient, basée au Caire. Le 25 janvier, exactement 36 heures après son arrivée, la révolution égyptienne éclate. Puis les évolutions du printemps arabe en Libye, en Irak, au Yémen... Sa couverture de la guerre de Syrie lui vaut, ainsi qu'à son équipe, le prestigieux prix Pulitzer. Manoocher Deghati possède cette incroyable capacité d'être toujours au bon endroit, au bon moment. « Mes collègues me charriaient souvent, en m'accusant de savoir à l'avance et avant tout le monde que les événements allaient se produire », plaisante le photographe. Mais il ne s'agissait en fait ni de divination, ni même de chance. « Je vivais dans les régions où je travaillais. J'apprenais les langues, je connaissais la culture des gens et je me faisais des amis. Ça donne le pouvoir de sentir qu'il va se passer quelque chose », confie-t-il humblement.

En 2014, il démissionne d'AP et s'installe dans les Pouilles, où il possède une petite ferme, avec sa famille. Depuis, sa vie se partage entre la culture de la terre et l'enseignement de la photographie dans les écoles de la région. S'il a reçu la nationalité française des mains de Jacques Chirac, Manoocher Deghati n'a en revanche jamais revu sa terre natale, l'Iran, depuis son exil en 1985. « Elle me manque beaucoup », concède, ému, le reporter. « Mon ascendance persane a joué un grand rôle dans mon métier, grâce à notre culture de tapis, de peintures, de poésie ». En France, au sein de cette société qu'il « aime beaucoup », il a trouvé « la maison qu'il avait perdue ». ■



UN DERNIER MOT  
edemontety@lefigaro.fr

Par Étienne de Montety

## Bout (bou) n. m. Fin qui peut être de non-recevoir.

Ce week-end, Anne Hidalgo a assuré qu'elle irait jusqu'au bout. Le mot vient du verbe bouter, issu du francique botan, qui signifie pousser, frapper. Justement, la maire de Paris a voulu frapper un grand coup, en répondant à ceux qui assurent qu'elle envisage ni plus ni moins de mettre les bouts. Arc-boutée à sa candidature à la présidentielle, elle repousse tant bien que mal ces coups de boutoir, comptant bien venir à bout des difficultés avant d'être : à bout d'arguments et de forces. Évidemment ses amis la soutiennent, mais du bout des lèvres, alors que ses adversaires raillent ouvertement les bouts de sa chandelle politique et de sa lognette qu'ils jugent trop petits. Elle jure que c'est le bon. Jusqu'au-boutiste, Anne Hidalgo n'a rien d'une fantasiste. La boutade n'est pas son fort. Elle ambitionne simplement de faire de la rose socialiste, fanée si longtemps, non pas un massif éclatant, mais au moins une bouture. ■

## FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

### Jean-Marie Bockel décoré par Jean Castex

Avant de se rendre à TF1, jeudi soir, le premier ministre a remis les insignes d'officier de la Légion d'honneur à l'ancien sénateur-maire UDI de Mulhouse, Jean-Marie Bockel (photo), ministre sous Mitterrand et Sarkozy. En présence de Jean-Pierre Chevènement qui fut le mentor de Bockel en politique, mais aussi de Marc Fesneau, du grand rabbin Haïm Korsia, du procureur de Paris Rémy Heitz... Jean Castex a rendu hommage à un Alsacien qu'il avait connu alors qu'il présidait la chambre régionale des comptes, à Strasbourg, et souligné que Jean-Marie Bockel, alors en rupture avec le PS, avait « dépassé les divergences et rassemblé les bonnes idées et les bonnes volontés ». Une démarche qualifiée d'« avant-gardiste », toute comparaison avec le parcours de Castex n'étant pas fortuite. Non sans émotion, le premier ministre a rappelé que le plus jeune fils de Bockel, Pierre-Emmanuel, tombé au Mali il y a deux ans, a « donné sa vie pour défendre notre liberté ». Camille, l'épouse du défunt, était présente ainsi qu'Honoré, le fils qu'il n'a pas connu.



BERTRAND GUAY/AFP

### Renaud Muselier et Claude Chirac inaugurent une cité scolaire de prestige à Marseille

Le président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur posera ce lundi la première pierre d'une cité scolaire internationale qui verra le jour, à Marseille, en 2024. Claude Chirac sera présente car cet établissement sera baptisé du nom de l'ancien président de la République. Cet hommage fut une évidence pour Renaud Muselier, qui lui doit tellement. Allant du primaire au lycée, cette cité accueillera 2 100 élèves dans le quartier de la Joliette. Cinq langues y seront enseignées. Seuls 7 établissements de ce type existent déjà en France. Cette création donnera à la région le rayonnement qu'elle mérite, selon son président.

**NOUVEAU**

**LE FIGARO SANTÉ**

DOSSIER SPÉCIAL

**50 CONSEILS ESSENTIELS POUR ÊTRE EN BONNE SANTÉ**

CŒUR, CERVEAU, NUTRITION, ARTICULATIONS, IMMUNITÉ - FORME PHYSIQUE, SOMMEIL

6€<sub>90</sub> EN VENTE ACTUELLEMENT chez tous les marchands de journaux et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)

**Choisissez  
des contenus  
adaptés à leur âge**



**avec un peu d'aide  
de YouTube Kids.**

Parce que vos enfants sont naturellement curieux, l'application YouTube Kids permet de nourrir leur curiosité avec des contenus adaptés à leurs âges.

**Téléchargez notre application  
YouTube Kids**

 **YouTube Kids**



Nécessite une connexion Internet, un compte Google et un appareil compatible. Les fonctions "donnez votre avis" et "approuvez" uniquement disponibles sur Google Play. Visuels simplifiés.

